LE MONDE LIBERTAIRE

HORS•SÉRIE

Bimestriel de la Fédération anarchiste
n°49 mai-juin 2013

Occupons-nous de nos affaires !

AUTOGESTION !

+

Venezuela : La révolution du spectacle

Entretien avec King Ju de Stupeflip

Hors-série n°49 du *Monde libertaire*
Supplément au *Monde libertaire* hebdomadaire n° 1704
Du 26 avril 2013 au 11 juillet 2013

M 06726 - 49H - F: 5,00 € - RD

#49

Édito : De l'autogestion à l'autogestion 1
DOSSIER : L'AUTOGESTION 2
- L'autogestion et ses multiples facettes 2
- L'autogestion (politique) à la française : une histoire courte ? 5
- Réflexions sur l'autogestion en Yougoslavie 8
- L'autogestion peut-elle changer l'école ? 10
- Rendez-vous : Foires à l'autogestion, Toulouse et Montreuil 12
- Ambiance Bois : Une entreprise auto-gérée 14
- Portfolio photos 18
- L'Indépendante, coopérative alimentaire 22
- Court-circuit, une AMAP « anarchiste » 24
- Cecosesola ou l'autogestion totale 30
- Présentation des Coopératives Espace Noir et Imagine 35

Polémique : Notre hystère, qui êtes aux cieux,
que votre volonté soit faite... 41
Vénézuela : Le processus bolivarien, une révolution du spectacle 44
Roman Photo : Green Bizness 47
Lectures 53
Musiques / Entretien avec King Ju de Stupéflip 54
Programme de Radio Libertaire 60
Les 106 groupes et liaisons de la FA 61

DE L'AUTOGESTION À L'AUTOGESTION

Nul ne peut vouloir détruire sans avoir au moins une imagination lointaine, vraie ou fausse, de l'ordre des choses qui devrait, selon lui, succéder à celui qui existe présentement. Michel Bakounine

À une époque où l'on ne cesse de nous répéter que la classe ouvrière n'existe plus, il est bon de rappeler qu'il y a toujours des exploiteurs et des exploités, et donc toujours une lutte des classes aux intérêts irréconciliables. Dans la floraison de coopératives, associations, communautés agricoles alternatives … la pratique autogestionnaire apparaît comme la préfiguration de la société de demain : fédéraliste, sociale et libertaire.

Bien entendu, ces nombreux îlots de résistance doivent devenir des exemples de conquête prolétarienne, le concept d'autogestion ne pouvant réellement se développer qu'avec une révolution globale de la société.

La révolution espagnole de 1936/39 est à ce titre exemplaire pour nous anarchistes : moins de trois ans c'est court, mais toutefois assez long pour avoir une idée de ce que peut être une société autogérée. Les libertaires espagnols sont sans doute allés le plus loin qu'il leur était possible dans ce moment historique, menant de front guerre et révolution, prenant en mains leur destinée, gérant eux-mêmes leurs affaires, laissant ainsi entrevoir cette société autogestionnaire où mène la révolution sociale et libertaire.

La France des années 70 s'est également découvert un intérêt pour l'autogestion : PSU, gauche du PS, CFDT même (c'est tout dire !) mais en l'occurrence l'intérêt était très politicien, et consistait à surfer sur la vague contestataire de 1968 pour ratisser large et rééquilibrer les forces de gauche aux dépens du PCF. Une fois l'opération réalisée, tout ce joli monde est redevenu centraliste en diable. Ne reste plus pratiquement que les libertaires pour se réclamer de l'autogestion, ce qui n'est pas plus mal et évite bien des confusions.

Aujourd'hui les travailleurs désemparés qui se tournent vers l'État sauveur constatent que celui-ci est aux abonnés absents, et ne peut les protéger contre un patronat de plus en plus prédateur, et pour cause : l'État n'est pas le représentant du peuple mais du capital, et quand il le faut, son bras armé. Alors quand les entreprises ferment, que des régions entières sont sinistrées, on voit (pas toujours, mais souvent) renaître la solidarité, l'entraide, débouchant sur une éclosion de lieux de productions alternatifs remettant au goût du jour l'autogestion.

Des noyaux autogestionnaires en milieu capitaliste peuvent être des pratiques intéressantes (LIP en 1973), mais risquent de se résumer à de l'auto exploitation. Par contre une expérience autogestionnaire généralisée s'inscrivant dans un processus révolutionnaire (Espagne 1936) s'attaque frontalement au capitalisme. Encore faut-il éviter de se mettre sous la coupe d'un quelconque État (on connaît les supercheries qu'ont été les pseudos-autogestions yougoslave et algérienne des années 60/70). Ce que nous anarchistes préconisons ne consiste pas à s'en remettre à un Etat bienveillant, parce que soi-disant prolétarien. Nous partons, nous, de la grève générale expropriatrice, avec ses comités de base (sections syndicales et/ou comités d'action, conseils suivant les situations) coordonnés localement, régionalement et nationalement, de bas en haut (de l'atelier à la branche d'industrie) suivant le fédéralisme libertaire, afin de réorganiser immédiatement la production et le partage des richesses. Ce fédéralisme libertaire étant bien entendu la représentation des intérêts collectifs des travailleurs exprimés par les travailleurs eux-mêmes.

Ce numéro «hors série» du *Monde libertaire* a donc pour ambition de préciser ce concept d'autogestion et ce qu'il signifie pour nous.

Bonne lecture.

Ramon Pino

L'AUTOGESTION
et ses multiples facettes

L'important est ce que recouvre concrètement ce mot : *« [...] Notre idéal politique est connu : l'union libre de communes autonomes, de groupes de producteurs et d'autres, des associations, des fédérations. Cela entraîne une certaine forme d'organisation, qui développe chez les gens une grande solidarité, le rôle de la pleine identification de leurs intérêts avec ceux de la société, quelle qu'elle soit. C'est une organisation libre, volontaire, fondée sur le libre accord.*[1] *»*

Avant cette position, à propos des coopératives un camarade avait écrit : *« La coopération sous tous ses aspects est incontestablement une forme équitable et rationnelle du futur système de production. Mais pour qu'elle puisse atteindre ses buts qui sont l'émancipation des masses laborieuses [il faut la] propriété collective. Aussi longtemps que cela n'aura pas été fait, la coopération, dans la plupart des cas, sera écrasée par la concurrence toute-puissante du grand capital [...] Ainsi, dans les conditions actuelles de l'économie sociale, la coopération ne peut apporter l'émancipation aux masses ouvrières; néanmoins, elle offre cet avantage que, même dans le présent, elle habitue les travailleurs à s'unir, à s'organiser et à conduire eux-mêmes leurs propres affaires*[2]*.»*

Ces deux points de vue sont complémentaires car ils visent un futur hors du capitalisme.

Il existe, cependant, une pratique qui désire s'inscrire dans la société hiérarchique : « *Thèse 1 : Nous revendiquons la mise en place d'une réforme autogestionnaire et démocratique à tous les niveaux du pouvoir de décision, d'un nouvel ordre économique qui conciliera le plan, l'autogestion et le marché. Thèse 2 : Une autogestion authentique des travailleurs sera le fondement de la République autogestionnaire*[3]. » On peut ajouter l'autogestion proposée aux détenus dans les années 1960 dans des prisons étatsuniennes à Terre Haute (Indiana) et Leavenworth (Kansas)[4]. Dans ces deux cas, mon commentaire est que les partisans de l'autogestion ont été écartés parce que les états-majors capitalistes ne supportent pas la discussion avec des subordonnés.

On a eu aussi deux pratiques léninistes. Lénine lui-même a affirmé : « L'organisation *de l'autogestion révolutionnaire, le choix par le peuple de ses représentants n'est pas le prologue, mais c'est l'épilogue de l'insurrection.* » Lénine s'est répété en précisant *: « Tant qu'il n'y a pas encore de forces pour un soulèvement armée victorieux, jusqu'à ce moment il est ridicule de parler d'autogestion révolutionnaire du peuple.*[5] » Les successeurs de Lénine n'ont même pas appliqué « *l'épilogue* ». La seconde expérimentation a été plus sérieuse, c'était celle de Tito en Yougoslavie, étudiée d'abord avec intérêt par Albert Meister, qui, avec davantage d'informations, a pu écrire : « *[...]* les *seules manifestations vivantes de l'autogestion dans les entreprises yougoslaves sont les grèves*[6]. »

On pourrait être tenté de rejeter toute revendication autogestionnaire se limitant à aménager la société actuelle. Ce

1 *Rousskaïa revolioutsia i anarkhism (dokladi tchitanie na sezde Kommunistov-Anarkhistov, v oktobr 1906 goda* [La révolution russe et l'anarchisme (rapports lus au congrès des anarcho-communistes, en octobre 1906)], Londres 1907, pp. 58-59.
2 Bakounine, *Étatisme et anarchie,* Appendice A, Paris, 1976, pp. 365-366.
3 *Solidarnosc Programme* adopté au Congrès de Gdansk, 07.10.1981.
4 P. Blumnerg, *Self-Management* (Economic Liberation of Man), Penguin, 1975, pp. 334-337.
5 Périodique *Proletari*, n°12, 16 (3) août 1905, « Boïkot bulguinski doumi i vosstanie » [le boycott de la douma de Boulguine et l'insurrection]. *Proletari*, n°14, 29 (16) août 1905, « Edinenie tzara s narodom i naroda s tzarem » [L'union du tzar avec le peuple et du peuple avec le tzar].
6 Meister Albert « Pour en finir avec l'autogestion yougoslave ». Revue *Autogestion*, n° 6, 1981, p. 255.

serait une erreur car des luttes réelles ont été autogérées (comme la grève avec occupation et production de plusieurs mois chez Lip en 1972). Des cadres psychologiques sont parfois proposés pour réguler les assemblées, y résoudre les conflits et les indignés espagnols cherchent à en appliquer en ce moment[7].

L'élément qui pourrait permettre de conjuguer les deux approches contradictoires sur l'autogestion est justement l'assemblée, comprise comme un groupe dont les décisions sont portées par des délégués, contrôlées et révocables[8]. Dans ce lieu, les rapports hiérarchiques et capitalistes de gagnants et de perdants, de machisme, d'informations mensongères ou fragmentaires sont proscrits. Et en cela, les rapports humains le deviennent réellement. Et c'est cet oasis non autoritaire qui est susceptible de porter le projet libertaire.

Du reste, les pratiques qui devraient être collectives et qui étaient démenties par la réalité, ont été dénoncées avec justesse par des non-anarchistes : « *Nous sommes contre le fait que seule la classe ouvrière supporte le poids des réformes économiques. Nous sommes pour l'autogestion de haut en bas, mais cela est impossible si les organismes autogestionnaires et parlementaires n'ont pas de représentants directs des producteurs* (Lettre d'étudiants à Tito, juin 1968). En Argentine, les pratiques horizontalistes entrainent des changements psychologiques :

« *quand nous voyons des femmes qui auparavant restaient chez elles, sans autre destin que de travailler comme domestiques, dirigeant une bibliothèque populaire, rangeant des livres et faisant des fiches; quand nous voyons des jeunes qui étaient dans le gang du coin de la rue et qui maintenant produisent sans patron, luttant contre leurs propres habitudes pour s'efforcer d'arriver à l'heure […] pour produire pour leurs voisins, nous constatons que, effectivement, ils sont en train de créer un monde nouveau[9]. »*

7 Je vois cela avec scepticisme car on risque de tomber sur des « gourous » maniant la psychologie au détriment de la lutte de classes.
8 Une assemblée a ses règles comme des tours de paroles limités, des horaires précis, la recherche du consensus plus que le vote majoritaire, etc.
9 Zibechi Raúl, *Argentine (généalogie de la révolte)*, Paris, 2003, p. 268.

Photo Loran Conduche

L'autogestion des luttes et des organisations forment un tout anti-hiérarchique, chez des personnes qui ne connaissent pas nécessairement les idées anarchistes. C'est sa richesse, l'autogestion se passe de dieu et de maître. En effet, d'un point de vue libertaire, dans une vision strictement anarchiste, il n'existe pas de pouvoir authentiquement socialiste, de pouvoir populaire s'il ne se fond pas, ne se confond pas dans l'autogestion.

C'est le collectif local, l'assemblée générale des habitants qui décident, de même que les travailleurs de telle et telle entreprise du même secteur géographique, qui gèrent leur vie dans tous ses aspects. Les problèmes d'ordre général (des langues de communication, des vaccinations, et de l'éducation jusqu'à l'adoption de nouvelles techniques administratives, les regroupements économiques) sont étudiés au cas par cas par les collectifs locaux, selon leur rythme adapté à leurs urgences. C'est à partir du local que des séries de liaisons partent, du niveau horizontal (régional, provincial, national et international) et de façon concentrique vers un dôme (réseau sanitaire, éducatif, scientifique, etc.) dont les fondements s'écroulent si les ententes et les accords locaux viennent à disparaître.

Et je propose cette conclusion encore actuelle : « *une ligne, pas du tout droite, mais une ligne quand même, qui relie les plus grands événements révolutionnaires de notre histoire contemporaine : la Commune de Paris, la Révolution russe et sa suite, les révolutions chinoise, espagnole, la vague révolutionnaire de 1956 dans les démocraties populaires et surtout la révolution hongroise*[10]. »

Frank Mintz

10 Belasz Nagy, *Études*, Bruxelles, X 1961, p. 120.

Photo Loran Conduche

L'autogestion (politique) à la française : UNE HISTOIRE COURTE ?

Il y a bien des manières d'aborder l'histoire de l'autogestion. La volonté des êtres humains de se gouverner eux-mêmes, d'être individuellement et collectivement responsables de leur propre destinée, de secouer le joug des hiérarchies et des dominations pour se projeter vers une société égalitaire et libre remonte loin. Certains théoriciens de l'autogestion dans les années 1970 en ont traqué les origines dans les cités grecques, les communes libres du Moyen-Âge ou les sociétés « sans État ». D'autres, parfois les mêmes, ont regardé l'Europe de la révolution industrielle comme le vrai berceau de l'idée et des pratiques autogestionnaires modernes. L'autogestion aurait ainsi été une aspiration fondamentale du prolétariat industriel, l'horizon d'attente du mouvement ouvrier. Elle aurait imprégné les associations ouvrières, les coopératives et les mutuelles, nourri les anticipations de Saint-Simon, de Fourier, d'Owen, de Buchez, de Proudhon, de Bakounine et de Kropotkine, irrigué l'Association internationale des travailleurs, la Commune de Paris, le mouvement anarchiste, le syndicalisme révolutionnaire. Des « conseils » ouvriers -soviets russes, *Räte* allemands - aux « collectivités » anarchistes de la guerre d'Espagne, des formes diverses d'organisation de la lutte, de la production, ou des deux, fondées sur les principes d'égalité et d'exercice direct du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes, libérés de la tutelle patronale, étatique ou bureaucratique, auraient prolongé en acte le fil rouge et noir d'une autogestion qui ne serait que l'autre nom de l'idéal libertaire.

Pourtant, aucune de ces expériences et théories n'a revendiqué le terme d'« autogestion ». Le mot n'apparaît véritablement dans la langue française qu'au début des années 1950. On peut considérer que cette question de vocabulaire n'a qu'une importance secondaire. Mais la naissance d'un mot nouveau, sa fortune, sont toujours des phénomènes historiquement intéressants. Dans le cas français, dès lors que ce néologisme devient en quelques années une référence - un concept ? - politique de première importance qui envahit le discours public, avant de s'effacer aussi rapidement qu'il s'était imposé, il est parfaitement légitime de considérer qu'il y a eu dans notre histoire récente un « moment autogestionnaire » qui mérite d'être revisité.

Cette histoire courte de l'« autogestion contemporaine » - pour reprendre la formule de Daniel Guérin - prend naissance à la faveur du schisme qui, au lendemain de la deuxième Guerre mondiale, affecte le nouveau bloc « socialiste ». La rupture entre Staline et Tito, la résistance que le second oppose à partir de 1948 à la volonté hégémonique du premier, après s'être libéré des nazis, force l'admiration d'une partie de l'opinion de la gauche occidentale. En 1950 et dans les années qui suivent, cette sympathie se renforce à la suite d'une décision majeure prise par la direction communiste yougoslave. Afin de mobiliser la classe ouvrière face aux périls extérieurs et d'engager le pays dans la voie d'une économie industrielle, le régime choisit de s'éloigner du modèle soviétique, centralisé et bureaucratique, en confiant la responsabilité de la gestion des usines à des « conseils ouvriers » et en desserrant progressivement

l'étau de la planification d'Etat. Se présentant comme les véritables héritiers de Marx et même de Lénine, les dirigeants de Belgrade affirment engager le pays dans la voie du « dépérissement de l'État » en appliquant pour la première fois la vieille devise du prolétariat révolutionnaire : « L'usine aux ouvriers. » Peu importent ici l'application concrète de ce principe et ses aléas sur trente ou quarante ans. Ce qui compte dans la perspective qui est la nôtre, c'est la constitution d'un véritable mythe yougoslave, encouragé par le régime lui-même, relayé à l'étranger par des canaux très divers. Son premier succès est d'avoir imposé un mot nouveau. « Autogestion » (avec ou sans trait d'union) est forgé en français autour de 1953 par les traducteurs de publications titistes à destination du public francophone pour rendre au plus près le *samoupravljanje* serbo-croate, qui désigne la « gestion » des unités de production par les travailleurs « eux-mêmes », et qui s'impose rapidement comme le maître mot du discours officiel. Cette « autogestion » fascine intellectuels et militants de gauche de nombreux États occidentaux, de pays en voie de développement, de démocraties populaires. Elle intrigue sociologues et économistes qui se rendent sur place pour en étudier le fonctionnement. En France, elle suscite l'intérêt durable, qui n'exclut pas la critique, parfois virulente, de milieux très divers, marxistes antistaliniens, trotskystes pablistes ou ex-trotskystes de *Socialisme ou barbarie*, conseillistes, socialistes, chrétiens de gauche et même libertaires. Chez ces derniers, la référence officielle au marxisme-léninisme, le maintien d'un parti unique et le paradoxe originel d'une autogestion « octroyée » d'en haut ont pourtant fait regarder l' « expérience » avec la plus grande défiance, et, par conséquent, freiné l'adoption du terme d'« autogestion ». En 1965 pourtant, Daniel Guérin, dans *Noir et Rouge*, propose aux communistes libertaires de s'emparer du mot, de prendre au sérieux les tentatives menées sous cette appellation en Yougoslavie, et, plus récemment, dans l'Algérie de Ben Bella. Car, explique-t-il, même tentées dans un « cadre autoritaire » qui « répugne à l'anarchisme », ces expériences portent en elles des virtualités libertaires. Elles peuvent même contribuer à donner une nouvelle « jeunesse » à une pensée anarchiste sans perspectives depuis l'écrasement de la Révolution espagnole.

En ce milieu des années 1960, le terme, devenu plus familier, a en effet commencé à s'émanciper de la seule référence yougoslave, même si celle-ci demeure toujours très présente. La naissance en 1966 d'une petite revue *Autogestion* à la fois savante et militante, héritage du sociologue Georges Gurvitch, réunissant marxistes critiques et proudhoniens, souvent passés par des revues comme *Socialisme ou barbarie*, *Arguments* ou *Noir et Rouge*, et qui entend se consacrer exclusivement à cette question, est symptomatique du changement. « Autogestion » est désormais le nom donné à l'aspiration supposée universelle à un socialisme fondé sur la gestion directe des producteurs, seule voie possible permettant d'échapper à l'alternative mortifère entre capitalisme technocratique et communisme d'État. Deux aspects intéressants apparaissent d'emblée. L'autogestion, pour être viable, ne peut se limiter à l'entreprise, ni même à l'économie. Elle doit s'appliquer à la sphère du politique, de l'éducation, à tous les aspects de la vie sociale : c'est « l'autogestion généralisée ». Ensuite elle n'est pas présentée comme une utopie lointaine. Elle est aussi une pratique au présent qui ouvre le chemin des possibles. Pour le philosophe marxiste Henri Lefebvre, elle est à la fois la « voie » et l' « issue ». Des milieux divers, dans ces années, commencent à se reconnaître dans la notion, qu'ils interprètent de manière variée : les situationnistes, les tenants de l'analyse institutionnelle, certains militants étudiants, une minorité de la CFDT récemment déconfessionnalisée, certains secteurs du PSU et, de manière générale, de cette nébuleuse hétérogène dite « nouvelle gauche ». Mais la référence demeure confinée aux marges. Même parmi les secteurs les plus perméables à l'idée d'une participation accrue des travailleurs et des citoyens aux décisions, le mot apparaît souvent trop radical, trop « utopique », et peu adapté aux exigences d'une économie moderne.

C'est Mai 68 qui l'impose brutalement dans le débat public. Si les cas d'« autogestion » de la production sont quasiment absents, si la majorité des grèves portent des revendications classiques et demeurent encadrées par les organisations syndicales, Mai apparaît de part en part traversé d'aspirations nouvelles. La remise en cause des hiérarchies et des pouvoirs, de l'organisation du travail, l'exigence de participation démocratique, dans l'atelier ou le bureau, les luttes ou le syndicat, s'expriment nettement dans certaines entreprises, même si elles revêtent rarement le caractère radical des assemblées étudiantes. Pour les autogestionnaires français -et leurs homologues étrangers-, l'explosion de Mai apparaît comme une divine surprise. Non seulement la classe ouvrière -des OS aux techniciens et aux cadres- que certains disaient définitivement intégrée dans la société de consommation se serait réveillée, mais la grève généralisée, stimulée par le mouvement étudiant, aurait exprimé, par ses formes et ses objectifs, à l'unisson de toute une société, un élan révolutionnaire fondamentalement « autogestionnaire ». La CFDT, dès le 16 mai, assume explicitement cette lecture, jouant ainsi, en tant que deuxième centrale syndicale française, un rôle décisif dans l'irruption du thème et du terme au cœur du débat politique. La vive réaction de la CGT et du PCF contre cette « formule creuse », accusée tout à la fois de faire le lit du réformisme et de l'anarchie, l'installe d'emblée comme le mot d'ordre central d'une alternative socialiste à l'hégémonie communiste sur le mouvement ouvrier.

C'est encore la CFDT, qui, dès 1970, se dote d'un projet de société tout entier bâti autour de l'autogestion socialiste, définie comme la gestion de l'économie par les travailleurs et de la société par le peuple, reposant sur la propriété sociale des moyens de production, la planification démocratique, la décentralisation et la participation directe ou l'élection des responsables à tous les niveaux. Cette position traduit la radicalisation de tout un pan

du catholicisme militant, où l'adhésion au « socialisme », sous un vocabulaire nouveau, renoue avec des thèmes plus anciens: recherche d'une troisième voie entre individualisme libéral et collectivisme, vision de l'entreprise comme communauté de personnes, primauté de l'homme sur le capital, principe de subsidiarité, défiance à l'égard de l'état. Aux côtés de la CFDT, d'autres mouvements d'origine chrétienne, associations paysannes, familiales, culturelles, clubs et cercles divers s'enthousiasment rapidement pour l'autogestion, tout comme la revue personnaliste *Esprit*. Les chrétiens « autogestionnaires » sont également présents au PSU et, un peu plus tard, au PS.

Le premier de ces partis, pourtant très sensible à ces thèmes en 1968, ne s'engage résolument pour le socialisme autogestionnaire qu'en décembre 1972, après quatre années dominées par la priorité donnée à la construction d'un « parti révolutionnaire ». L'éviction des opposants « gauchistes » à Michel Rocard ouvre la voie à un programme -le *Manifeste* de Toulouse- tout entier fondé sur l'autogestion, proche dans son inspiration du projet de la CFDT. Quant au Parti socialiste d'Epinay, il trouve dans la référence autogestionnaire, poussé en cela par son aile gauche - le Ceres- un moyen de signifier une rupture nette avec la vieille SFIO par une choix socialiste radical, supposé en phase avec les aspirations apparues en Mai 68. Mais il y voit aussi un marqueur identitaire face à un Parti communiste puissant, avec lequel il s'engage dans une alliance à hauts risques. La culture politique étatiste et parlementaire des socialistes français, la priorité donnée à la conquête électorale du pouvoir, la nécessité stratégique de ne pas heurter de front l'allié communiste, ne les poussent guère à dépasser l'hommage platonique à une autogestion définie comme le but ultime du socialisme. Le programme du parti adopté en 1972 prévoit cependant que le secteur public pourra être le terrain d'expériences autogestionnaires. Mais le simple fait que les principales forces politiques et syndicales de la gauche non communiste se revendiquent explicitement de l'autogestion singularise la situation française, obligeant chaque organisation se réclamant du mouvement ouvrier à se situer par rapport à elle. À l'exception évidente du PCF, de la CGT, du moins jusqu'à la fin de la décennie, mais aussi de FO, d'une partie des trotskystes (lambertistes, LO) et des maoïstes, toute la gauche et l'extrême gauche, libertaires compris, finissent par rallier la référence, renforçant à la fois la polysémie du terme (l'« auberge espagnole »), mais aussi son attractivité.

Au printemps 1973 éclate la grève des Lip. Pour la première fois, l'autogestion semble devoir quitter le champ du discours et des programmes pour entrer dans les faits : « *C'est possible. On fabrique. On vend. On se paie.* » La grève productive des horlogers de Palente menacés de licenciements, le montage et la vente « sauvage » des montres, la démocratie directe au quotidien, le défi à l'ordre bourgeois et un sens exceptionnel de la « popularisation » du conflit donnent à celui-ci un écho sans précédent, national et international. Pourtant les militants cédétistes et PSU de Besançon se défendent de « faire de l'autogestion », impossible en régime capitaliste. La grève autogestionnaire par excellence a d'abord été le moyen d'imposer le sauvetage -très provisoire, hélas- de l'entreprise par un nouveau patron. Ce n'est pas le seul paradoxe du conflit. D'une certaine manière, Lip - contemporain du grand rassemblement du Larzac- incarne le mythe autogestionnaire français à son apogée, porté par les luttes sociales et l'élan de 68. Mais il annonce aussi par anticipation la fin des Trente Glorieuses et le chômage de masse qui assombrit la deuxième moitié de la décennie. Dans ce paysage entièrement remodelé, l'autogestion change de visage, avant de quitter -définitivement ?- le devant de la scène.

En premier lieu, la « crise » sape très vite, malgré la persistance d'une forte conflictualité défensive, la croyance en la capacité des seules luttes sociales à faire avancer la perspective autogestionnaire. La dynamique électorale de l'Union de la gauche pousse par ailleurs les principales forces « autogestionnaires » (CFDT, rocardiens du PSU) à rallier le PS dès 1974 en espérant le transformer de l'intérieur. Les intellectuels de ce courant (Pierre Rosanvallon, Patrick Viveret) tentent de jeter les bases d'une « nouvelle culture politique » où l'autogestion, enrichie d'apports neufs (pensée d'Ivan Illich, nouveaux mouvements sociaux et « expérimentation sociale ») s'affirmerait comme l'expression d'une « société civile » se prenant elle-même en charge et tournant le dos au « social-étatisme » jacobin et marxiste. L'échec politique du rocardisme, le reflux des conflits sociaux et l'aggravation du chômage, le « recentrage » de la CFDT, la délégitimation intellectuelle de tout projet radical jugé potentiellement totalitaire, concourent, à la veille de la victoire électorale de 1981, à la raréfaction de la référence à l'autogestion dans le discours public. Cinq ans plus tard, la messe est dite. Les socialistes et la CFDT ont cessé de s'en réclamer et ce qui reste du PSU agonise. La revue *Autogestions*, fondée vingt ans plus tôt, jette l'éponge. Plus aucune force politique importante ne s'en revendique. Sans cesser d'être expérimentée ou pratiquée dans les secteurs les plus divers, l'autogestion ne survit plus, comme référence partagée et mot d'ordre mobilisateur, que dans les milieux alternatifs et libertaires. Cette courte histoire de l'autogestion en France, entendue comme projet politique global, n'aura finalement duré que trente ans, dont une décennie enchantée (1968-1978). Mais le regain d'intérêt actuel que suscitent le thème et le mot, dans un contexte radicalement transformé, rappelle que, dans une histoire plus longue, il faut se garder de conclure trop vite aux disparitions définitives.

Frank Georgi
Centre d'histoire sociale
du xx^e siècle
Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne

Réflexions sur L'AUTOGESTION EN YOUGOSLAVIE

Dans la période qui a précédé les grèves de mai 68 et dans les années qui ont suivi, l'autogestion était très à la mode dans les milieux de la gauche française qui tentaient de prendre leurs distances avec le Parti communiste. Ceux qui étaient intéressés par le sujet étaient pour la plupart issus du marxisme et, évidemment, leurs critères de référence ne pouvaient pas se trouver du côté du mouvement libertaire : l'autogestion généralisée d'une partie importante de la société espagnole pendant trois ans était donc complètement occultée. Heureusement, il y avait la yougoslave !

En plus, la Yougoslavie avait l'aura d'un pays communiste qui s'était opposé à Staline. La Yougoslavie s'était libérée seule de l'occupation nazie, sans l'aide de l'Armée rouge, ce qui donnait aux dirigeants de la Ligue des communistes, le PC yougoslave, outre du prestige, une réelle autonomie de manœuvre par rapport à l'Union soviétique. La rupture ne se fit pas sans mal. La Yougoslavie fut exclue du Kominform, le bureau d'information des partis communistes, et fut soumise à un blocus économique de la part des États de l'Est. De son côté, la direction de la Ligue des communistes purgea le parti des éléments prosoviétiques.

La Yougoslavie se trouva devant la nécessité de mettre en place un modèle social et économique différent pour légitimer la rupture. L'autogestion servit assez bien cet objectif, dans la mesure même où de nombreux communistes de ce pays avaient participé à la guerre civile en Espagne et étaient revenus avec quelques idées en tête. Leurs homologues russes, eux, furent promptement liquidés par Staline à leur retour.

Bien entendu, l'« autogestion » yougoslave ne pouvait pas trop s'écarter du corpus théorique marxiste. Il n'était en particulier pas question de remettre en cause la domination du parti. C'est ainsi que le projet de « loi fondamentale » sur l'autogestion déposé par Tito en juin 1950 devant le Parlement ne concernait que *l'autogestion des entreprises*. La propriété restait étatique, la gestion des entreprises était *déléguée* aux travailleurs.

Les entreprises devaient être gérées par des « collectifs ouvriers dans le cadre du plan économique d'État ». Les collectifs ouvriers étaient constitués, dans les petites entreprises, par une assemblée générale du personnel ; dans les grandes, c'était un conseil élu de 15 à 120 membres. Le collectif ouvrier élisait un comité de gestion de 3 à 17 membres dans lequel siégeait le directeur de l'entreprise désigné, lui, par l'État. Le directeur exécutait les plans étatiques, embauchait et licenciait, répartissait les postes et veillait à la discipline dans le travail. On voit donc que les pouvoirs du collectif ouvrier et du comité de gestion étaient réduits par rapport à ceux du directeur, qui gérait en outre une fraction du revenu de l'entreprise, celle qui restait après le versement des salaires et le reversement à l'État de l'essentiel du revenu : le budget qui restait entre les mains des collectifs était bien trop restreint pour avoir une quelconque signification réelle.

La compétence du comité de gestion se limitait à ce qui relevait de l'organisation du travail et des mutations de postes. En fait, ça ressemblait plus à un comité d'entreprise, éventuellement à une coopérative, qu'à de l'autogestion proprement dite.

Les objectifs de la production globale n'étaient pas déterminés par un processus de décision fédératif, partant de la base, ils étaient déterminés centralement par l'État. Quotas et directives venaient du haut et étaient imposés aux travailleurs, leur rôle se limitant à appliquer de manière « autogérée » les objectifs auxquels ils n'avaient pas contribué.

Concrètement, les travailleurs devaient donc réaliser les objectifs de production pendant leur temps de travail, puis discuter de la gestion le soir, après la journée de travail. On comprend donc que les collectifs ouvriers en vinrent à réunir une élite, tandis que la plus grande partie des travailleurs se contentait de leur laisser carte blanche. Les collectifs finirent par rassembler les ingénieurs, les cadres et les ouvriers les plus actifs. Une hiérarchie se reconstitua

entre les travailleurs manuels et les travailleurs intellectuels. Les conflits sociaux n'étaient par rares, aboutissant souvent à des grèves, dont l'essentiel des revendications portaient sur des questions d'augmentation de salaires et l'inégalité des revenus.

À partir du milieu des années 1960, l'ensemble des pays de l'Est, y compris la Yougoslavie, fut parcourue par une crise structurelle. Dès 1956 Oskar Lange[1] avait estimé que le système du communisme d'État avait multiplié les « déséquilibres entre l'expansion de l'agriculture et celle de l'industrie, entre la capacité de production industrielle et l'approvisionnement en matières premières, entre l'augmentation quantitative de la production et sa qualité ainsi que son prix de revient, entre les programmes de production et d'investissement et le retard technique[2]. » L'analyse de Lange valait également pour la Yougoslavie.

D'une façon générale, les administrateurs des pays de l'Est se plaignaient de l'impossibilité de définir la productivité du travail, faute de méthodes de calcul adéquates. Il n'y a pas non plus de moyen pour déterminer une comptabilité des coûts. Toutes ces préoccupations relèvent de la problématique du gaspillage. Paradoxalement, on en vint en URSS à constater des problèmes de surproduction pour certains biens de consommation, aboutissant à une chute importante des ventes, et à une accumulation des stocks.
En URSS fut mise en place la « réforme Liberman », en 1965, qui fut une tentative de réhabiliter le profit dans la gestion des entreprises soviétiques. Il s'agissait de prendre comme indice de la réalisation du plan le profit des entreprises. Mais Liberman prenait soin de préciser :

« *En URSS, le profit, selon la nature de son origine, n'est en principe que l'indicateur du niveau de l'efficience de la production. Le profit est la différence entre le prix de vente des biens et leur coût de production. Mais comme les prix sont chez nous en principe l'expression du taux de dépense du travail socialement nécessaire, cette différence est un critère de l'épargne relative dans la production… Par essence et dans leur source les profits dans le socialisme ne ressemblent que superficiellement à ceux de l'entreprise privée ; ils en diffèrent fondamentalement en nature et selon ce dont ils sont l'indicateur… La signification du profit en URSS a été réduite parce que l'on a ignoré dans une certaine mesure la loi de la valeur. Cette loi a été incorrectement interprétée par certains économistes soviétiques comme une sorte de malheureuse persistance du capitalisme dont on admettait qu'il fallait se débarrasser aussi vite que possible… Ignorer les exigences de la loi de la valeur conduisait à fixer arbitrairement les prix planifiés, et qui demeuraient trop longtemps en vigueur*[3]. »

La « réforme Liberman » en URSS eut, *la même année*, un équivalent en Yougoslavie : la dégradation de l'économie du pays contraignit les dirigeants yougoslaves à choisir : retour à un communisme d'État total, ou extension du champ d'intervention des collectifs ouvriers en leur accordant l'ensemble de la responsabilité de la gestion, incluant embauches, salaires et objectifs de production. C'est cette seconde option qui fut choisie.
La réforme de 1965 supprima l'impôt sur le revenu des entreprises et libéralisa les prix. Les bénéfices reviendraient pour l'essentiel aux collectifs ouvriers qui choisiraient le directeur de l'entreprise. L'État ne garantissait plus à tous les coups la survie des entreprises : celles-ci devaient s'autofinancer, ou faire faillite. Elles pouvaient faire appel aux banques, y compris, à partir de 1967, aux capitaux internationaux. Bien avant leurs homologues chinois, les communistes yougoslaves ont inventé la notion de « socialisme de marché ». Bien entendu, tout cela ne remettait pas en cause le principe du parti unique.

Qu'est-ce qui a cloché dans l'« autogestion » à la yougoslave ?
Presque tout, en fait. Les communistes yougoslaves ont appliqué un « programme minimum » consistant à faire gérer leur propre exploitation par les travailleurs eux-mêmes, laissant en place un pouvoir centralisé décidant des orientations que devait prendre la production. N'ont pas été mises en place les infrastructures d'autogestion globale de la société grâce auxquelles la population aurait pu déterminer, en commençant par le bas, les grandes orientations à travers un processus fédératif.
Toute réflexion sur la construction d'une société émancipée exige qu'on se pose deux questions (et qu'on y trouve des réponses, bien entendu…) :

a) Comment sont définis les besoins globaux de la population ;
b) Quels moyens doit-on mettre en œuvre pour réaliser ces objectifs.

Le système capitaliste a ses réponses à ces questions :
• Par le marché ;
• Par la libre entreprise capitaliste.

Le communisme d'État a aussi ses réponses :
• Par l'État ;
• Par l'État.

Le socialisme libertaire a également ses réponses :
• Par des structures fédérales de consultation et de décision ;
• Par l'autogestion généralisée.

Éric Vilain

1 Oskar Lange, économiste et diplomate polonais (1904-1965) qui enseigna au Royaume-Uni et aux États-Unis dans les années 1930. Il retourna en Pologne à la chute du rideau de fer et entama une carrière de diplomate, tout en continuant son œuvre économique. Il a participé au débat intellectuel lancé en 1920 par Ludwig von Mises sur la possibilité du calcul économique dans une économie socialiste (Cf. *Le calcul économique en régime collectiviste*).
2 Pierre Naville, *le Nouveau Léviathan*, 4, « Les échanges socialistes », éditions Anthropos, p. 235.
3 *Ibid.*

L'autogestion peut-elle CHANGER L'ÉCOLE ?

Dans le *monde libertaire* daté du 11 octobre, Max Lhourson se demande si nous pouvons autogérer le néant. Il y propose de repenser l'économie «en fonction de notre intérêt et non plus en fonction de celui des possédants». Les questions posées par cet article rejoignent celles de la critique de la valeur reprises, entre autres, par Anselm Jappe. Dans «changer de cheval» il dénonce les mouvements alter-capitalistes qui «entendaient mener la bataille sur la meilleure façon de gérer la société du travail». «L'usine en autogestion ouvrière, tout aussi polluante et tout aussi tournée vers la réussite sur le marché qu'avant...» en étant l'emblème. Il n'y a pas un débat sur l'autogestion sans qu'un participant nous rappelle que des prisons ou des centrales nucléaires autogérées seraient tout aussi immondes que leurs homologues autoritaires. Mais que déduire de ces deux exemples qui relèvent surtout de l'imaginaire ?

J'ai constaté que la plupart des personnes ont sur ce sujet une position globale : soit elles pensent qu'il est souhaitable de multiplier les expériences autogestionnaires, soit elles dénoncent une supercherie. Sur son blog, Palim Psao écrit : «Dans la pensée autogestionnaire qui, en cherchant à incarner son énième cadavre, n'a jamais rompu avec le marxisme traditionnel (elle n'a finalement essayé que de s'opposer à une vision autoritaire de ce même marxisme traditionnel), le travail est toujours sanctifié comme déjà chez Pierre-Joseph Proudhon, car il reste bel et bien le substrat de la société autogérée qui n'a finalement rien d'alternatif.» Même si ce n'est pas le seul propos de Palim Psao dans son texte[1] sur la brochure «le mythe autogestionnaire», un tel raccourci est hallucinant.

En se gardant de vouloir généraliser sur des situations et des contextes souvent très différents, nous pourrions nous demander quels sont les points de ruptures ou de reproductions des lieux qui se revendiquent de l'autogestion.

Une des clefs, essentielle, de la mouvance de la critique de la valeur, est la remise en cause des fétichismes. S'il est bien un domaine où les inconscients sociaux sont nombreux c'est celui de l'Éducation. Tout d'abord le modèle d'une école qui forme des travailleurs reste incontournable. Les activités ludiques des enfants sont remplacées par des contraintes imposées et par une demande de quantités d'efforts. combien sommes-nous à le remette en cause? La peur que suscite le marché du travail annihile l'esprit critique vis-à-vis de l'aspect compétitif du système éducatif. Le paradigme sélectif semble universel, plutôt que d'imaginer en changer, on se limite à en questionner l'équité. L'ignorance facilite la domination et l'exploitation, alors l'adage nous rappelle que le savoir est une arme. Là encore, on occulte toute critique telle que celle formulée par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron à propos du système éducatif : «Du seul fait qu'il existe et subsiste comme institution, il implique les conditions institutionnelles de la méconnaissance de la violence symbolique qu'il exerce, i.e. parce que les moyens institutionnels dont il dispose en tant qu'institution relativement autonome, détentrice du monopole de l'exercice légitime de la violence symbolique, sont prédisposés à servir par surcroît, donc sous l'apparence de la neutralité, les groupes ou classes dont il reproduit l'arbitraire culturel.»[2]Cette assertion se vérifie d'autant plus facilement par le fait que toute critique du langage légitime ne serait vraiment légitime que formulée à l'aide du langage légitime. Est-il aisé de s'affranchir d'un pouvoir en utilisant les modes de pensées des dominants ?

1 http://palim-psao.over-blog.fr/article-contre-le-mythe-autogestionnaire-brochure-76790811.html

2 Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La Reproduction, éléments pour une théorie du système d'enseignement. p83-84*

Comment envisager la révolution sans avoir identifié les verrous résultant de nos habitus ainsi que les moyens de les faire sauter ? Divers apports théoriques permettent d'avancer dans cette direction. Il me semble nécessaire de les confronter à nos pratiques afin de d'appréhender les obstacles de la déconstruction. Quelques lieux, trop peu nombreux, d'écoles alternatives servent alors de révélateurs des violences symboliques du système d'enseignement. Elles servent aussi à la recherche d'«une nouvelle gamme de valeurs scolaires»[3] comme aurait dit Célestin Freinet. Les ruptures par rapport au système en place sont différentes et plus ou moins présentes suivant chaque expérience. Là aussi, une analyse qui donnerait des positions globales sur leur pertinence risque d'être simplificatrice.

Une des conditions nécessaires, mais non suffisante, à la réalisation de telles alternatives est la réappropriation d'espaces d'éducation autonomes. Alors, l'autogestion permet de sortir l'éducation de son univers carcéral. Que les écoles deviennent des lieux de convivialité, de partage, de générosité et de vie où les chemins des connaissances pourraient rencontrer ceux du bonheur.

Pascal Haslé
Enseignant au Lycée autogéré de Paris (Lap)
www.l-a-p.org

3 Formule utilisée par Freinet pour présenter ses «invariants pédagogiques». Certains me feront sans doute remarquer que de parler de *valeurs* dans le sens de *principes* relève aussi de l'arbitraire culturel.

Photo Jacques Fontana

FOIRES

À TOULOUSE

Le « BAZAR AU BAZACLE » accueille la « FOIRE À L'AUTO-GESTION »
Pour la convergence des luttes uu 29 avril au 5 mai 2013 à Toulouse au parc des sports du Bazacle et à Utopia Débats, ateliers, musique, théâtre, animations, espace foire, librairie, restauration et buvette.
Entrée libre et participation libre et nécessaire pour les spectacles.

Le « Bazar au Bazacle » s'affirme depuis quelques années comme un espace de confrontation, de débats, d'expérimentations culturelles, sociales et politiques mais aussi comme une aventure humaine originale. Bazar au Bazacle regroupe des intermittent-es et précaires, des salarié-es, des compagnies de spectacle vivant, des militant-es culturels et syndicaux ainsi que des associations et collectifs.
La construction d'événements mutualisés représente pour nous autant de propositions à l'adresse de tous les mouvements de résistance pour que face aux urgences sociales et écologiques et au-delà de nos différences sectorielles, syndicales et politiques, nous fassions cause commune.
La libre circulation de l'information et des savoirs, les échanges mais aussi la création artistique, l'éducation populaire sont des enjeux majeurs de l'appréhension du monde et de sa transformation. Rêver, imaginer, ressentir, expérimenter, donner à réfléchir, partager, penser afin de retrouver ensemble les chemins de l'Utopie.
C'est au sein de cette dynamique que le « Bazar au Bazacle » accueille cette année la « Foire à l'autogestion ». Le capitalisme et son cortège de misères sociales nous obligent à penser autrement notre manière de produire et de vivre. Notre souhait est de relier la dimension historique de l'autogestion au projet de société à venir, les expériences d'hier nourrissant les pratiques d'aujourd'hui. D'où la nécessité de faire converger ensemble l'autogestion des luttes et les expériences concrètes qui sont déjà en mouvement dans de nombreux domaines. Les deux volets sont complémentaires si nous voulons reprendre nos vies en main et bâtir un futur basé sur une démarche égalitaire et véritablement démocratique.

Bazar au Bazacle :
CMCAS EDGDF, Théâtre de la Brique Rouge, Théâtre du Roseau, Cie Lazzi Théâtre, Cie Arts Maniacs, Cie Jeux de Mômes, Droit au Logement (DAL), ATTAC, SUD culture Solidaires, TV Bruits, Radio FMR, Solidaires 31, Batucasol.
Le Collectif Foire à l'autogestion : Les Alternatifs, Alternative libertaire, Association pour l'Autogestion, Comités syndicalistes révolutionnaires, Coordination des Groupes Anarchistes, Fase, Fédération anarchiste, ETM 31, le Maquis, Mouvement des Objecteurs de Croissance, Nouveau Parti anticapitaliste.
Avec la participation cette année :
des Compagnies le Périscope, Des mains et des pieds, des groupes Ta Limania Xena, les Sales Pierrot, les « ça peut plaire à ta mère », Artistes en liberté, Batucasol, Brancaleone Featuring Rita Macedo, la Fanfare des Belles gambettes, des Collectifs GPS (Groupement pour la défense du travail social), Collectif « Grève des femmes » 31, Fédération qportive gymnique du travail, Faire Face, CREA, Clandé, Chapelle, Myris, le GAF, Vélorution, NH3 les usines sur les planches, Collectif 31 Notre Dame Des Landes, des salarié-es des SCOP (Net Sol Eco, Verreries d'Albi, Case Santé, Imprimerie 34, Avanti Popolo, Epurnature) et de Molex, Freescale, Sanofi, ex-Job,la Fonderie de Fumel….les cuisines de Caracol et de Jako, des librairies, Théâtre itinérant de la cabane et son chapiteau, d'Utopia.
http://avanti.bazaraubazacle.org/

à l'autogestion

À MONTREUIL

L'AUTOGESTION SERA JOYEUSE OU NE SERA PAS
2ème édition de la Foire à l'autogestion les 8 et 9 juin 2013. Appel à initiatives…
Lieu : La Parole errante. 9, rue François Debergue - 93100 *Montreuil.*

La crise que nous traversons est loin d'être finie. Il s'agit non seulement d'une crise économique mais aussi d'une crise politique. Le capitalisme désagrège les sociétés et précipite la planète dans une catastrophe écologique. Les Etats organisent ce système prédateur. Pour nous, l'autogestion est un outil pour une alternative sociale, économique et politique. N'attendons pas que les réponses tombent d'en haut, mais remettons en question notre manière de produire et construisons des réseaux de solidarité concrète, afin de reprendre nos vies en main. En juin 2012, l'autogestion a été au cœur d'un événement festif et populaire, la Foire à l'autogestion. Une soixantaine de structures coopératives, politiques, syndicales et associatives y ont participé, attirant 1 300 visiteurs à Paris et à Montreuil. Et si, cette année, on élargissait tous azimuts ? Nous proposons aux autogestionnaires de tout l'Hexagone – et en particulier aux groupes locaux des structures adhérentes à la Foire – de s'appuyer sur la Foire 2013 pour contribuer à faire revivre cette grande idée dans le débat public. Cela peut consister en l'organisation d'une conférence, d'une projection-débat ou de tout événement local qui mette en avant l'autogestion. Le site web www.foire-autogestion.org informera de toutes les initiatives qui voudront s'inscrire dans ce cadre.
Pour sa 2ème édition, la Foire à l'autogestion des 8 et 9 juin reviendra sur les questions de la reprise en mains de la production, mais aussi sur l'auto-organisation des luttes et le rôle d'un syndicalisme autogestionnaire. Dans le même temps, elle s'efforcera de faire davantage de place aux thématiques féministes et d'habitat. Autour des grands forums de débat, nous visons davantage d'ateliers pratiques, techniques et manuels, car la Foire à l'autogestion ne doit pas être qu'un lieu de parlottes ! Davantage de culture et de détente également, avec un aspect plus festif. Et, comme l'an dernier, des stands, un espace radio, un cycle de projection vidéo, un concert, une librairie, un espace enfants… Tout cela dépendra de l'implication des militants et des organisations autogestionnaires car, comme l'an passé, l'événement reposera exclusivement sur le bénévolat et l'autofinancement. Nous en appelons donc aux bonnes volontés. L'autogestion sera joyeuse ou ne sera pas !

ORGANISATIONS SIGNATAIRES :

Structures syndicales : • Autre Futur • CNT-RP • CNT - Solidarité ouvrière • Emancipation-tendance intersyndicale • Solidaires Industrie • SUD Aérien • SUD Culture • SUD éducation • SUD Étudiant • SUD Rail • Sundep-Paris
Coopératives : • Ambiance Bois • Andines-Scop (Saint-Denis) • Ardelaine • Bulles de vie • Cliss XXI (Liévin) • coopérative informatique des Tilleuls • École des métiers de l'information-CFD • Expressions 2 • ferme coopérative La Clémenterie (Pyrénées-Orientales) • Imprimerie 34 • Inventerre • (...)
Associations :
• Amap Court-Circuit (Saint-Denis) • Article 11 • Association et revue Passerelle Eco • Association Transition (Vaucluse) • Autogestion.coop • Bibliothèque Antigone • Commune libre d'Aligre • Consom'Solidaire • Cyclocoop (Ivry-sur-Seine) • Eco Box • Éditions Libertalia (...)

AMBIANCE BOIS

Une entreprise auto-gérée de scierie et construction de maisons

À partir d'un entretien de Serge et Rafaël avec Marc Bourgeois

Ambiance Bois est une scierie raboterie organisée en filière et basée dans la Creuse. On y fait toute la transformation du bois, depuis la découpe d'un tronc en planches, en passant par le séchage, pour faire des bois rabotés qui servent pour la construction (parquet, lambris, bardages… tout ce qu'on peut utiliser pour l'aménagement d'une maison). Cette activité de base – une activité au processus semi-industriel – est complétée par des activités à caractère artisanal :
- la construction de maisons en bois dans leur environnement immédiat,
- la menuiserie (construction de portes, de fenêtres, d'escaliers etc).

Ce qui les caractérise le plus, c'est d'avoir tenté de vivre, depuis vingt-cinq ans, une expérience de travail auto-géré ou une vie autogérée. Ils se sont aperçus, il y vingt-cinq ans, que l'alternative avait des difficultés – soit idéologiques, soit matérielles – à investir le secteur de la production (au-delà de la production artisanale). On trouve des expériences coopératives dans le monde de l'artisanat, dans le monde de la prestation intellectuelle, dans la prestation de service, etc. C'est plus difficile dans l'industrie.

Aujourd'hui, vingt-trois personnes travaillent dans cette structure. On y travaille beaucoup à temps partiel, les uns les autres, par choix des gens qui y sont et par politique de l'entreprise qui fait beaucoup pour favoriser ce passage au temps partiel choisi. Leur constat, c'est qu'il y a besoin, dans notre monde, de travail de production et qu'il leur semble légitime que chacun prenne sa part de ce travail. Ça peut être la production agricole, ça peut être la production de biens matériels… On vit avec des vêtements, on mange des choses qui sont produites, on habite, on se sert de tables, de chaises… Tout ça, il faut le fabriquer. Et une des voies pour le fabriquer, c'est de s'organiser pour mettre en commun des biens et de l'organisation, du savoir-faire industriel pour que ça ne soit pas trop compliqué. Chacun ne peut pas fabriquer tout ce qu'il veut. Ça leur semble important de mettre de l'intelligence sur des processus qui permettent de fabriquer à plusieurs. À partir de ce constat, ils se sont organisés pour faire leur part de production. Et, d'un autre côté, ils ne se considèrent pas comme des individus dont la seule fonction serait de produire. Donc il leur a semblé important de pouvoir créer une structure dans laquelle la production a toute sa place mais qui laisse aussi du temps – pour les individus qui en font partie – de s'épanouir

sur d'autres plans. Dans cette entreprise, il y a plusieurs métiers ; mais on ne peut pas mettre en valeur tout ce que chacun est capable de faire. Et puis on peut avoir envie de s'investir dans le monde autrement que dans l'activité économique ou que dans l'activité de production donc de libérer du temps : être avec ses enfants, être engagé, investi dans la vie locale, être dans la vie associative… Ils sont vingt-trois personnes pour un équivalent à dix-sept emplois à temps plein.

La problématique d'Ambiance Bois, sa recherche, ses choix, c'est de faire une petite usine autogérée. Pourquoi ? Parce que, dans le monde de l'usine, on constate beaucoup d'injustice. L'injustice est partout, que ce soit l'injustice économique ou l'injustice dans le rapport au travail, mais elle est particulièrement criante dans l'usine. Les gens sont largement dépossédés d'un quelconque pouvoir sur le travail qu'ils font ; ils sont, de toute façon, aussi dépossédés du profit de ce travail ; ils n'ont aucune prise sur la vie qu'ils mènent et sont dans des fonctionnements très oppressants d'une façon générale. Les trois mots « liberté, égalité, fraternité » de la devise française font partie d'un certain consensus dans la société. Ce consensus s'arrête, en général, à la porte de l'entreprise. Alors qu'il semble – même sans être libertaire ou anarchiste – que, dans l'entreprise, il n'est pas très compliqué d'avoir des fonctionnements dans lesquels les gens sont libres égaux et solidaires. En dehors de l'entreprise, ces trois mots sont revendiqués, au moins dans le discours ; dans l'entreprise, en général, il n'en est même pas question. À Ambiance Bois, on essaie de vivre ça à travers un

fonctionnement qu'on appelle autogéré. Ils essaient de travailler à plusieurs dans l'horizontalité, d'être chacun décideur et exécutant du travail qu'il mène, d'être dans un certain partage de tâches, sans hiérarchie, de travailler à salaires égaux parce que, pour eux, c'est fondamental. Leurs principales caractéristiques sont là.

En Creuse comme dans beaucoup de régions, les forces vives allaient se faire exploiter en ville (à Paris ou ailleurs). L'activité d'Ambiance Bois a eu un impact sur l'environnement ; une espèce de vie locale a dû renaître. En effet, toute activité économique a forcément du poids autour d'elle dans la société, particulièrement une entreprise avec 23 personnes dans un village de 400 habitants. Quel que soit son fonctionnement, ça a forcément une répercussion sur d'autres choses : les enfants à l'école, les commerces locaux, etc. Par la simple présence économique, il y a un impact réel sur la vie d'un territoire. Après ça, Ambiance Bois est le contre-exemple vivant à la théorie qui prétend que la hiérarchie est inévitable : c'est une connerie. Ils vivent autre chose et ça fonctionne. Et leurs modes de fonctionnement peuvent se répercuter sur d'autres échelles de la vie. Ils sont, les uns et les autres, actifs dans le tissu associatif local : parmi d'autres choses, ils ont contribué à l'émergence d'une télévision associative locale (Télé Millevaches), à l'existence d'une crèche parentale qui va permettre à plein d'autres gens de vivre localement, à un festival culturel (« Folie les mots »). Il y a un ensemble de choses portés plutôt collectivement ; ce sont des initiatives citoyennes (on n'utilise pas le mot « autogéré » à tout bout de champ) qui brassent différents aspects de la vie : l'éducatif, le social, le culturel, l'économique. Et ça fait tache d'huile : un ensemble de choses – et ça dépasse largement l'histoire d'Ambiance Bois – ont lieu sur un territoire donné. Ce qui fait que le slogan « un autre monde est possible » prend tout sa force : non seulement il est possible mais ils font partie d'une société qui vit ça ; ils ne sont plus dans un mode de fonctionnement marginal mais une part non négligeable des forces vives du territoire actuel se reconnaît là-dedans et elle recrée plein de choses sur différents nivaux (le rapport à la consommation, comment et où on achète) et mène une réflexion sur de multiples étages. On voit que c'est possible – certes, sur un micro-territoire – et la tâche d'huile s'étale dans plusieurs endroits en France. Sur le plateau des Millevaches, on a plus de passé – plus de trente ans – qu'à d'autres endroits où c'est embryonnaire.

Pour les décisions collectives, il n'y pas de méthode arrêtée. À AB, ils essaient d'être pragmatiques et organiques et de s'adapter à ce qui ce passe autour d'eux. Il n'y a pas de règle absolue. Ils ne votent pas, sauf dans des assemblées générales où, formellement, il faut voter. Sur les décisions qu'ils mènent ensemble, ils fonctionnent au consensus. C'est compliqué et il y a plusieurs manières d'appréhender le consensus. Ils tentent de le définir de la façon suivante : c'est le moment où une décision peut être prise parce que plus personne ne s'y oppose ; ça ne veut pas dire que tout le monde est forcément volontaire dans cette décision, ça ne veut pas dire que tout le monde est convaincu que c'est la bonne décision à prendre mais on l'a fait suffisamment évoluer, par des discussions successives, pour que tout le monde soit prêt à essayer. Concrètement, ça dépend : des fois c'est rapide, des fois ça met du temps (plusieurs mois), ça peut se produire par tours de table ou pas (si on fait systématiquement des tours de table à vingt-trois, on ne gère plus rien) ; c'est variable selon la nature des décisions, suivant l'ambiance du moment. Il y a aussi plein de décisions qu'ils ne prennent pas à vingt trois : toutes les décisions ne les concernent pas tous ou, pour le moins, n'ont pas les mêmes répercussions, la même gravité, pour tous. Il y a un certain nombre de choses qu'ils décident à vingt-trois (les grandes décisions de l'entreprise, les modes d'organisation, l'embauche d'une nouvelle personne, un choix d'investissement, un choix de production) ; les choix de temps de travail sont individuels puis re-collectivisés. Après, beaucoup de choses se font en petits groupes de travail (la partie commerciale, l'atelier de fabrication…). De nombreuses décisions se prennent à deux, trois, quatre voire seul quand on est seul responsable d'une chose.

Quand, comme dans le fonctionnement hiérarchique, on est seul à décider, la prise de décision est beaucoup plus rapide mais pas forcément son application. La décision collective prend clairement du temps. Quand on se réunit à 23, une heure de réunion représente presque une semaine de travail pour une personne mais, par cette pratique, on ne rémunère pas de gestionnaire (gestionnaires qui ont, en général, des salaires importants) : la fonction décisionnelle est organisée à plusieurs.

Ce que ça change, dans le rapport au travail, c'est que chacun dans l'entreprise est relativement conscient de ce qu'il fait, de la raison pour laquelle il le fait et aussi des implications très pratiques. Il y a une conscience aiguë de la répercussion des choix et des gestes. La rotation de tâches fait que, quand on est à un poste de travail, on sait ce que le geste ou les choix qu'on va faire ont comme répercussion, puisqu'on est soi-même la personne qui peut être amenée à manipuler la même planche deux semaine plus tard dans le processus ; si elle a été mal travaillée, les conséquences peuvent être pour soi comme pour les autres. Et puis il y a forcément une sensibilisation importante aux enjeux de l'appréhension du travail. Ça génère un assez haut niveau de responsabilité individuelle de chacun, pour des gens qui ne sont pas forcément de cette philosophie-là. Le groupe de départ est venu avec un projet de type politique mais les gens qui sont maintenant dans Ambiance Bois y sont pour de multiples raisons différentes : il y en a qui rejoignent le projet parce que les modes de fonctionnement les intéressent ; il y en a qui sont là parce qu'ils habitent le coin et cherchent un travail dans le coin.

Ces derniers savent que les conditions de travail à AB sont plutôt agréables. Ce métier est pénible et exigeant physiquement (bruit des machines, boulots dangereux) ; les conditions de travail sont liées à l'activité choisie mais le contexte de travail est plutôt épanouissant, parce qu'il donne de la responsabilité, parce que les relations humaines sont plutôt satisfaisantes (même si on s'engueule de temps en temps). Tout ça donne un contexte dans lequel on a plutôt envie de travailler.

Les gens qui arrivent et qui n'ont pas une culture particulière du fonctionnement collectif vont aller assez facilement vers ces modes de fonctionnement, même s'ils ne les revendiquent pas ou s'ils ne sont pas capables de les défendre de la manière dont les anciens le font. Il y a tellement de souffrance au travail dans d'autres contextes, tellement peu de prise sur le travail qu'on mène, que quand les gens découvrent qu'il y a d'autres possibilités, c'est facile pour eux de prendre leur place et de s'impliquer. Même s'il y a aussi des difficultés : ils sont tous responsables donc chacun porte aussi le poids des responsabilités et ça arrive de ne pas dormir la nuit parce qu'on a à gérer un problème, un client, etc. Ça n'est pas que simple : être sous les ordres d'un patron, c'est aussi un confort qu'ils n'ont pas à AB.

Trouver un sens à son travail et l'assumer passe aussi par une transformation de la production, ou une manière de l'intégrer différemment. À un moment, le bois doit être scié. Il n'y a pas trente-six techniques pour le faire. Il faut aussi intégrer une contrainte de rentabilité sinon l'usine n'existerait pas. On doit surveiller l'économie, la rentabilité, comme dans n'importe quelle entreprise. On essaie de gérer ça collectivement. Ils ont fait le choix de s'insérer dans l'économie donc ils sont collectivement sous pression, comme d'autres. Mais ils essaient de ne pas être sous « pressurisation » individuelle : on gère collectivement un certain nombre de problématiques. Ils ont, par exemple, au sciage, une mini-chaîne de production (cinq personnes) postée. Dans cette mesure-là, l'organisation n'est pas différente de celle d'autres structures de production, sauf qu'ils ne sont pas asservis au rythme de la machine (ils déterminent leur rythme) et puis ils sont attentifs les uns aux autres. Et puis, au cours d'une même journée, on peut changer de poste de travail (en particulier pour les postes les plus répétitifs qui ne demandent pas un apprentissage de plusieurs années). Donc ça change effectivement le rapport au travail ; on est à un endroit pour une journée et on sera peut-être complètement ailleurs le lendemain : la personne qui a scié sera peut-être à répondre au téléphone pour accueillir les clients.

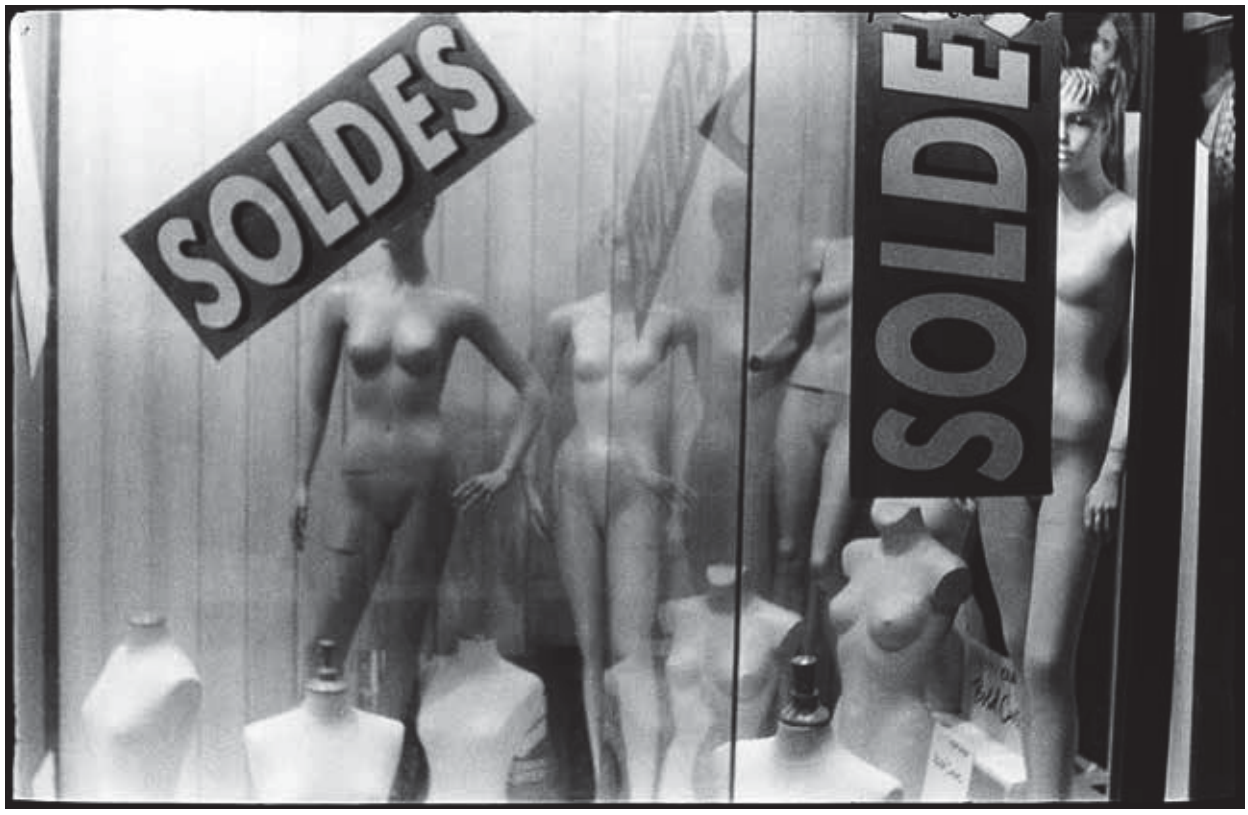
Enfin, AB est membre du réseau Repas (pour Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires. C'est un réseau d'échanges initié en partie par certains membres d'AB. Un certain nombre d'entreprises, qui fonctionnent sur des modèles différents les uns des autres mais dans un état d'esprit voisin de celui d'AB, se rencontrent régulièrement pour discuter de leur fonctionnement collectif (comment ça se passe chez vous ? le rapport à l'argent, le rapport au pouvoir, la prise de décisions…). Ils ont une liste de thématiques et ils se rencontrent deux fois par an pour avoir des échanges sur ces différents thèmes qui les concernent ou sur des problèmes auxquels ils sont confrontés, pour voir comment d'autres les ont résolus. C'est une sorte de laboratoire dans lequel viennent des gens qui sont déjà investis dans une activité. Les activités sont multiples : la production, l'agriculture, le travail social, l'éducation… Pour illustrer le panel d'activité représentées, on y trouve : le Lycée autogéré de Paris, TVAS 17 (structure d'éducateurs de rue à Paris), plusieurs Gaec, des fermes collectives… Ce qui les réunit, c'est pas l'activité, c'est le faire ensemble d'une façon la moins verticale possible. Ils ont une fonction de témoignage et d'interpellation de la société. Ce qu'ils font, ils ne le font pas que pour eux, mais aussi pour montrer que d'autres modèles sont possibles et que, si d'autres s'emparaient de ce modèle-là et reprenaient du pouvoir sur leur vie et leur économie, la société pourrait aussi changer. Le réseau Repas a impulsé :
- les éditions « Pratiques utopiques », qui témoignent – sous forme de bouquins – d'expériences actuelles ou d'expériences qu'on est allé chercher dans le passé mais qui semblent pouvoir éclairer des choses possibles aujourd'hui ;
- le « Compagnonnage alternatif » : action à destination de gens de 18 à 30-35 ans qui remettent en question le monde du travail tel qu'il est proposé et qui aimeraient faire autre chose avec une dimension collective ; ils ont créé un parcours, de type compagnonnage, qui fait circuler ces gens-là dans différentes structures de ce réseau pour se confronter à des choses qui ont déjà été montées par d'autres, qui existent déjà (avec leurs réussites et leurs échecs) ; on leur fait aussi vivre des expériences collectives entre eux, de petits groupes pendant une certaine durée, où ils vivent ensemble, travaillent ensemble, doivent mener un projet ensemble et peuvent en tirer des conclusions sur ce qu'est le travail coopératif ; malheureusement, dans notre société, il y a peu d'endroits où on apprend à faire des choses ensemble (l'éducation populaire est en déconfiture et, là où elle existe encore, elle ne touche pas tant de gens que ça).

POUR EN SAVOIR PLUS

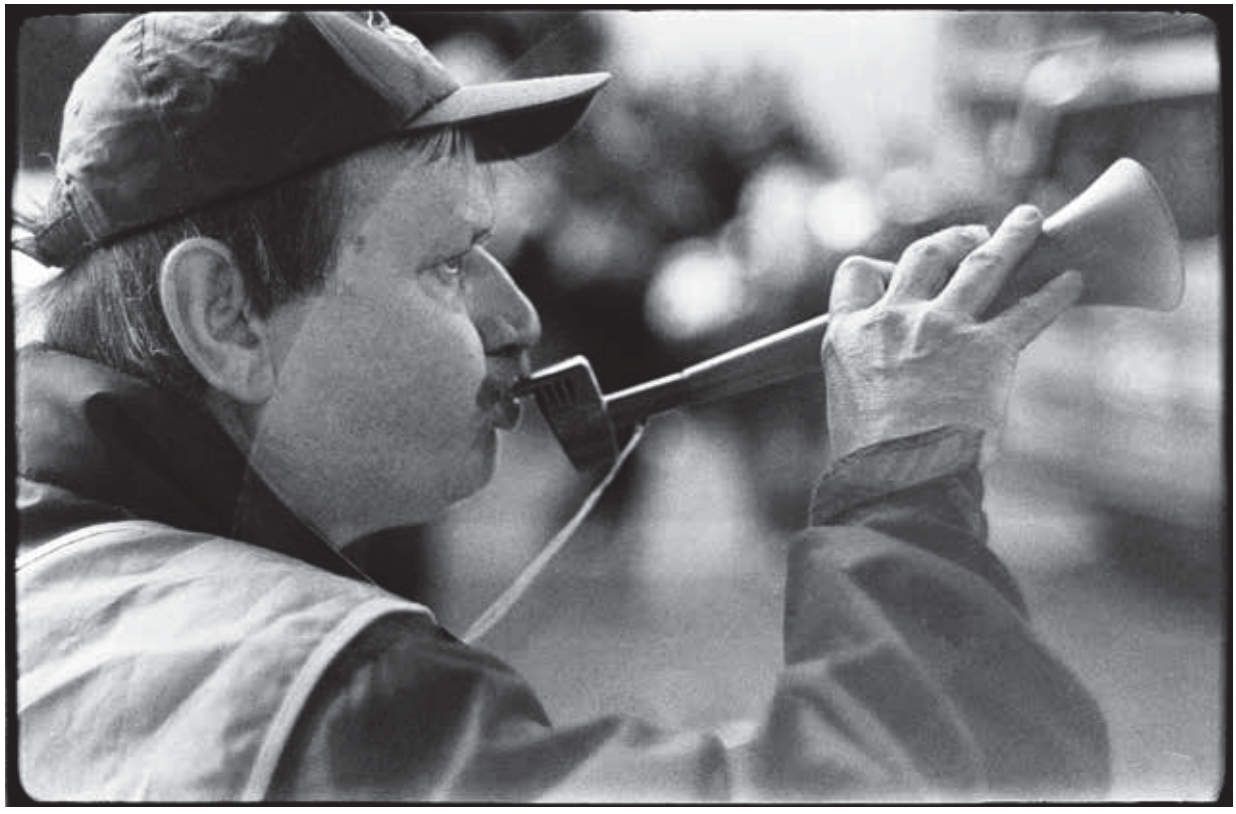
www.reseaurepas.free.fr
www.ambiance-bois.com

Ambiance Bois fête ses 25 ans les 17-19 mai prochain :
www.25ansambiancebois.com

34
CLIENT SUIVANT


SOLDES
SOLDE

I AM NOTHING



Photos de Loran Conduche

L'INDÉPENDANTE
Coopérative alimentaire sociale et solidaire, autogérée

À l'origine

La création de cette coopérative, il y a un an et demi, vient de la motivation d'un petit groupe de personnes issu pour la plupart des Amaps du 18e arrondissement, qui rêve d'un lieu alternatif où il serait possible de se réapproprier ses actes d'achat et de n'être plus dépendants des grandes surfaces.
La création de L'Indépendante répond au besoin de prendre en charge nos choix en termes d'alimentation. Nous voulons cesser de cautionner les agissements des multinationales de la chaîne agro-alimentaire. Nous achetons à de petits producteurs respectueux des éco-systèmes, de la terre et d'une éthique sociale. Ainsi nous ne donnons plus notre argent aux grandes enseignes. L'argent étant devenu le centre névralgique de leur stratégie, c'est là qu'il faut agir.
Cela permet de promouvoir les produits locaux, respectueux de l'environnement et issus du commerce équitable; d'éviter les grandes surfaces et les intermédiaires multiples ; de préparer la transition (passage de la dépendance au pétrole à la résilience locale) ; d'inventer un lieu d'échanges et de débats avec les gens du quartier (organisation de moments de discussion, de débats, de projection, etc.) et de créer de la solidarité entre les membres.
La rencontre avec Stéphane Lavignotte, directeur-pasteur de la Maison Verte, (paroisse protestante inclusive et maison de quartier ouverte) a été déterminante !
Un partenariat a été ainsi mis en place. La Maison Verte met une salle et des placards à notre disposition tous les jeudis soirs de 19h à 22h pour notre épicerie et, de notre côté, nous avons la tâche de sensibiliser par le biais de journées débats, projections ou autres, les personnes qui participent aux activités de la Maison Verte, et de les amener à se poser des questions sur leur alimentation et sur l'environnement.

Autogestion

Nous le disons ici, pour toutes celles et tous ceux qui voudraient monter ce type d'alternative ailleurs : une fois le lieu de stockage trouvé, un grand pas est déjà accompli. Le reste se fait naturellement, collectivement et de manière autogérée.
Au début quand nous nous sommes lancés dans la coopérative, personne ne savait vraiment où nous allions. Nous avons construit au départ L'Indépendante avec une quarantaine de personnes et ce qui nous a vraiment impressionné est que nous ne nous connaissions pas. Pas de copain, pas d'ami proche. Au bout d'un an et demi, nous avons l'impression de nous connaître depuis plus longtemps que cela. C'est une véritable aventure humaine !
Nous savions que nous avions envie de créer quelque chose de différent ensemble. Les premières réunions ont été d'ailleurs présentées comme ça : « On veut faire une coopérative alimentaire sociale et solidaire, nous avons un local, mais tout reste à créer ». Nous étions invités à la créer ensemble. Il n'y avait pas quelqu'un qui avait pensé pour les autres. Et nous nous sommes vite aperçus que le collectif est plus intelligent que l'individu. L'Indépendante expérimente ainsi une nouvelle forme de démocratie basée sur l'horizontalité, sans aucune hiérarchie et construite autour de l'idée du consensus. Nous refusons le vote et donc la mise en opposition d'une majorité et d'une minorité. Nous avons rédigé nos statuts associatifs sur un mode collégial et nous n'avons donc ni président, ni secrétaire, ni trésorier. Toutes nos décisions sont prises au consensus : nous faisons des tours de parole, et si une personne n'est pas d'accord, nous ne prenons pas la décision. Étonnamment, nous ne sommes jamais bloqués.
Quelques règles simples ont été mises en place :
-donner la parole à tous les présents (tour de table),
-ne pas couper la parole à une personne qui s'exprime,
-ne pas parler à ses voisins mais toujours à l'ensemble de l'assemblée.
Nous nous réunissons tous les jeudis soirs et, régulièrement, nous sommes frappés par « l'intelligence collective ». Chacun s'exprime à tour de rôle sur les sujets importants et l'opinion de chacun s'enrichit de celles des autres, se transformant en une réflexion forte où l'intérêt commun, celui de notre coopérative, prévaut toujours.
Quant à l'organisation et le fonctionnement de la coopérative, il est complètement autogéré.
Ce sont les adhérents qui choisissent les produits et organisent le fonctionnement de la coopérative, chaque membre apportant sa contribution afin de permettre un fonctionnement cohérent et efficace. Les commandes des produits, la réception des

commandes, le rangement des produits, la préparation de nos fêtes (préparation des repas à prix libre, organisation de la projection et du débat), la comptabilité, sont prises en charge par les adhérents.

Solidarité

Un système de solidarité interne a été également mis en place. Nous désirions que la solidarité existe d'emblée, avant même l'existence de la coopérative. C'est pourquoi nous avons établi une adhésion solidaire : le montant de l'adhésion a été fixé entre 2 et 10 euros par mois en fonction des moyens de chacun et selon sa propre appréciation. Par ailleurs, nous avons mis en place une cagnotte solidaire (nommé Mr L'indépendant), laquelle est alimentée tous les mois par L'Indépendante à hauteur de 70 euros par mois. En outre, les bénéfices des repas à prix libre lors des fêtes que nous organisons, sont versés sur cette cagnotte. Lors de fin de mois difficile, n'importe quel adhérent peut piocher dedans de manière anonyme. Nous avons créé un outil informatique, permettant à chaque adhérent de faire ses achats. Le principe consiste à approvisionner son compte (son porte-monnaie) et les achats sont déduits au fur et à mesure.
L'Idépendante s'est donnée comme mission d'aider ceux qui souhaitent créer ce type d'alternative dans leur quartier. Ainsi, une coopérative se met en place à Champigny-sur-Marne, une autre à Nantes. Nous ne voulons pas grossir, notre volonté est d'essaimer ! Les personnes intéressées peuvent nous rencontrer tous les jeudis soirs de 19h à 22h à la Maison Verte (127, rue Marcadet dans le 18e arr.).

Evelyne, Hervé, Yann pour l'Indépendante
www.lindependante.org

COURT-CIRCUIT

Une Amap « anarchiste »

Ce dossier présente les résultats d'une étude des Amap d'Ile-de-France, étude réalisée dans le cadre d'un mémoire de sociologie. Puis il se focalise en particulier sur Court-circuit, l'Amap de Saint-Denis initiée par des militants du groupe Henry Poulaille, groupe de la Fédération anarchiste. Cette Amap a ceci de particulier qu'elle est anarchiste et donc autogérée.

Qu'est-ce qu'une AMAP ?

Définition prise sur le site du réseau des Amap en Ile de France : http://www.amap-idf.org/la-charte-des-amap_31.php.

Une Amap est une association pour le maintien d'une agriculture paysanne ayant pour objectif de préserver l'existence et la continuité des fermes de proximité dans une logique d'agriculture durable, c'est-à-dire une agriculture paysanne, socialement équitable et écologiquement saine, de permettre à des consommateurs d'acheter à un prix juste des produits d'alimentation de qualité de leur choix, en étant informés de leur origine, et de la façon dont ils ont été produits, et de participer activement à la sauvegarde et au développement de l'activité agricole locale dans le respect d'un développement durable.

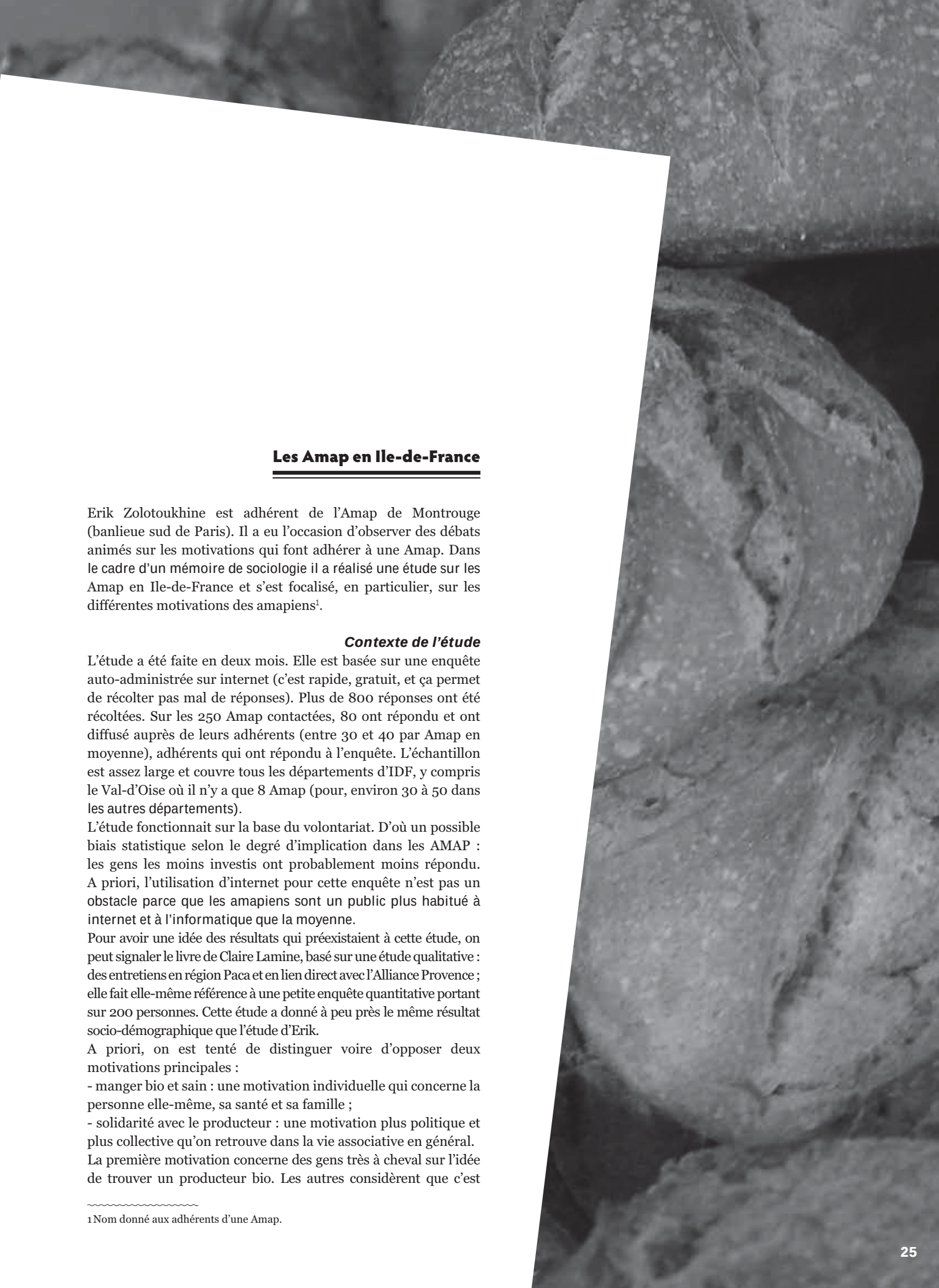
Elle réunit un groupe de consommateurs et un agriculteur de proximité autour d'un contrat dans lequel chaque consommateur achète en début de saison une part de la production qui lui est livrée périodiquement à un coût constant. Le producteur s'engage à fournir des produits de qualité dans le respect de la charte des Amap.

Toutes les Amap d'Ile-de-France ne sont pas adhérentes au réseau Amap-IDF (qui en compte 259). Amap est une appellation déposée à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) depuis le 1er janvier 2008. Ce dépôt de la marque est contesté et il y a différentes façons d'approcher les choses, notamment en termes d'organisation collective.

Ces initiatives ont commencé au Japon avec les teikei qui sont plutôt opposées à une certification décidée par l'État et gèrent elles-mêmes leurs propres organismes de contrôle. L'Alliance Provence, qui a elle-aussi déposé le terme d'Amap, fait le choix de recevoir des aides nombreuses du conseil général et du conseil régional ce qui n'est pas le choix de toutes les Amap.

Dans son documentaire « Solutions locales pour un désordre global », Coline Serreau rappelle qu'en IDF, il y avait 3 000 maraîchers en 1965 et qu'il n'en reste, aujourd'hui, plus que 150 dans une agglomération de 12 millions d'habitants. Alors qu'en IDF, près de 50 % de la superficie est constituée de surfaces agricoles.

D'autre part, le système des marges arrière, qui s'applique aux producteurs fournisseurs de la grande distribution, entraîne une grosse incertitude sur la rentabilité de leur activité. Dans le cas d'une Amap, la rémunération du producteur est garantie et payée à l'avance.



Les Amap en Ile-de-France

Erik Zolotoukhine est adhérent de l'Amap de Montrouge (banlieue sud de Paris). Il a eu l'occasion d'observer des débats animés sur les motivations qui font adhérer à une Amap. Dans le cadre d'un mémoire de sociologie il a réalisé une étude sur les Amap en Ile-de-France et s'est focalisé, en particulier, sur les différentes motivations des amapiens[1].

Contexte de l'étude

L'étude a été faite en deux mois. Elle est basée sur une enquête auto-administrée sur internet (c'est rapide, gratuit, et ça permet de récolter pas mal de réponses). Plus de 800 réponses ont été récoltées. Sur les 250 Amap contactées, 80 ont répondu et ont diffusé auprès de leurs adhérents (entre 30 et 40 par Amap en moyenne), adhérents qui ont répondu à l'enquête. L'échantillon est assez large et couvre tous les départements d'IDF, y compris le Val-d'Oise où il n'y a que 8 Amap (pour, environ 30 à 50 dans les autres départements).

L'étude fonctionnait sur la base du volontariat. D'où un possible biais statistique selon le degré d'implication dans les AMAP : les gens les moins investis ont probablement moins répondu. A priori, l'utilisation d'internet pour cette enquête n'est pas un obstacle parce que les amapiens sont un public plus habitué à internet et à l'informatique que la moyenne.

Pour avoir une idée des résultats qui préexistaient à cette étude, on peut signaler le livre de Claire Lamine, basé sur une étude qualitative : des entretiens en région Paca et en lien direct avec l'Alliance Provence ; elle fait elle-même référence à une petite enquête quantitative portant sur 200 personnes. Cette étude a donné à peu près le même résultat socio-démographique que l'étude d'Erik.

A priori, on est tenté de distinguer voire d'opposer deux motivations principales :

- manger bio et sain : une motivation individuelle qui concerne la personne elle-même, sa santé et sa famille ;
- solidarité avec le producteur : une motivation plus politique et plus collective qu'on retrouve dans la vie associative en général.

La première motivation concerne des gens très à cheval sur l'idée de trouver un producteur bio. Les autres considèrent que c'est

1 Nom donné aux adhérents d'une Amap.

presque une question annexe, l'essentiel étant d'être en solidarité avec un producteur, de le faire vivre décemment, etc. Le but de l'étude était de voir si l'opposition entre ces deux motivations est claire ou pas.

Les résultats

L'intuition formulée a priori est plutôt contredite par l'étude : les motivations sont beaucoup plus multiples chez chacun. Elles peuvent être individuelles au départ puis virer vers le collectif par l'intégration dans un milieu associatif (entraînement, plaisir...). À l'inverse, il y a des gens qui adhèrent pour un engagement purement politique et qui s'aperçoivent que les légumes sont bons et qui y prennent plaisir ; mais ce n'était pas le but initial. On observe une porosité plus grande qu'attendue entre les différentes motivations.

Avant de détailler les différentes motivations, il faut souligner le premier résultat frappant de l'enquête : l'écart immense entre le profil de la population d'Ile-de-France et celui des amapiens qui appartiennent majoritairement aux classes favorisées... Si on compare ces deux populations, on voit que, parmi les amapiens, les femmes sont sur-représentées – probablement en écho à un mauvais partage des tâches domestiques. La population des 30-60 ans est aussi sur-représentée. Il y a, en moyenne, un fort niveau d'étude (90 % ont bac+2 ou plus contre 36 % en moyenne en IDF), une très forte représentation des cadres (42 % contre 18 % en IDF) et une sous-représentation des employés et ouvriers (15 % contre 28 %), des retraités (8 % contre 21 %) et des inactifs (4 % contre 12 %).

L'étude est globale à l'IDF mais on observe un écart entre certains départements. Par exemple, l'écart entre les revenus moyens et les revenus des amapiens est supérieur dans le 93 – qui est le département le moins riche de la région – à ce qu'il est dans les autres départements. Autrement dit, même dans les villes plus populaires, les populations amapiennes sont quasiment identiques, avec un fossé encore plus grand avec les couches populaires.

Dans une enquête auto-administrée, quand on laisse un champ libre pour répondre à une question (ex : quelles sont vos motivations), on craint qu'il n'y ait pas d'information utilisable. Dans cette enquête, les gens se sont vraiment exprimés (sur 810 questionnaires, une douzaine seulement ont laissé la case vierge). Par ailleurs, la moyenne du nombre de motivations était entre 4 et 5 par individu. Ils avaient envie de répondre, ils avaient des choses à dire et les motivations sont beaucoup plus multiples que prévu ; elles relèvent autant de la santé et des envies personnelles que de la motivation collective, à la fois politique et écologique et de la découverte et du soutien aux producteurs. En IDF, certains n'avaient jamais vu pousser un légume ; il y a des gens que ça intéresse et qui se motivent là-dessus aussi.

Les principales motivations exprimées sont donc : manger bio, soutenir les producteurs locaux, manger des produits de saison, retrouver les circuits courts, manger des produits sains, soutenir une agriculture en conversion, avoir des produits frais et créer du lien social dans le quartier.

L'autre résultat significatif est que le prix est évoqué par seulement 8 % des gens : « C'est pas cher ou moins cher que le commerce bio. » Étant donné le niveau de revenu des amapiens, ce n'est pas la préoccupation première. La majorité pense que ça n'a rien changé à leur niveau de vie (même si l'engagement sur un an peut constituer un obstacle pour les plus pauvres). Le principal frein est culturel. Toutes les Amap fonctionnent par réseau (un noyau dur qui s'élargit) politique, associatif ou socio-démographique (ex : une Amap constituée à 90 % de retraités ; une Amap LGBT). Les gens qui sont loin des liens sociaux, des réseaux, n'ont pas l'information.

Quelques statistiques sur les produits demandés via l'Amap. Presque 100 % des amapiens viennent pour les légumes, 60 % pour les fruits, 43 % pour la viande, 42 % pour les œufs, 31 % pour le pain et 26 % pour les produits laitiers. Sur les conséquences en termes d'évolution des lieux d'achat, 64 % vont plus rarement en grande surface, 49 % vont plus rarement en petites et moyennes surfaces, 48 % plus rarement chez les primeurs et 40 % plus rarement au marché. Ça peut aussi soulever des questions… 20 % vont moins dans les magasins bio mais 24 % y vont plus. Ça semble confirmer qu'un certain nombre de personnes, par l'Amap, se sont sensibilisées et vont aux magasins bio. Un des enjeux est de pouvoir cuisiner des produits de base et d'avoir des produits le moins transformés possible. L'influence de l'Amap, c'est moins de plats préparés (conserves ou surgelés) pour les deux tiers des amapiens. En particulier, près de trois quart des femmes et des plus de 50 ans ont arrêté d'acheter ces produits. Enfin, la découverte de produits, le respect des saisons et la découverte de nouvelles recettes apparaissent très clairement (pour 90 % des répondants à l'étude). L'Amap pousse à cuisiner plus (68 %) et à être plus attentif à la qualité des repas (57 %).

Court-circuit, l'Amap « anarchiste » de Saint-Denis

Le démarrage

Selon Jean-Claude, vieux militant anarchiste et co-initiateur de cette Amap, l'objectif était d'imaginer quelque chose qui puisse fonctionner sans association, sans cotisations, sans président, sans trésorier, sans bureau… Dans la tête de tout un chacun, ça semble impossible. Le projet a commencé par une réunion publique à la bourse du travail de Saint-Denis. deux cent personnes sont venues pour débattre et mettre à plat ce qu'elles avaient envie de faire. Des choses très intéressantes sont apparues. Par exemple, le bio a été rejeté massivement par la salle : les gens voulaient de bons produits sans pesticides mais ils ne demandaient pas de labellisation. Ensuite, on a proposé un certain nombre de termes de fonctionnement, dont l'association et on a débattu. Il est apparu que personne, dans la salle, n'était capable de dire pourquoi il fallait une association, un président, un bureau… Une anecdote amusante : quelqu'un dans la salle prend la parole et dit « moi, je suis à la FCPE et, à la FCPE, nous avons un trésorier, un président et un bureau » ; on lui demande « et ça fonctionne, la FCPE ? » ; et, naturellement, au micro, il répond « non, ça ne fonctionne pas ».
Par la suite, beaucoup de gens sont entrés à l'Amap en étant convaincus que ça ne fonctionnerait pas. On a eu l'écho six mois après, un an après, de deux, trois, cinq, dix, quinze personnes : « et ben ça marche drôlement bien. ». Ce sont maintenant les plus fervents défenseurs de ce fonctionnement. Officiellement, il y a une association (sans cotisations) pour deux raisons essentielles :
- pour l'assurance des amapiens : il faut une structure juridique pour assurer les gens qui viennent ;
- pour l'institution : le fonctionnaire de la préfecture, qu'on va voir en disant qu'il n'y a pas d'association, est perdu ; déjà quand on lui dit qu'on est six présidents, six trésoriers et six secrétaires, il a eu du mal à comprendre.
Il y a donc une structure officielle mais, en réalité, elle n'existe pas.

L'Amap, alternative à la grande distribution

Par rapport aux autres départements, le contexte de Saint-Denis a ceci de particulier que la population y est en moyenne plus pauvre qu'ailleurs. La question du prix du panier a été réfléchie en amont. Ce prix est fixé à 10 € pour cinq kilos de légumes ou fruits. C'est particulièrement abordable et accessible à certains précaires. L'amap de Saint-Denis est située dans la cité (Paul Langevin) ; des gens de la cité viennent mais c'est une frange marginale à l'Amap.
Dans l'urbanisme de Saint-Denis, il y a un supermarché Carrefour à côté du métro et, si on fait quelques pas en dehors de la cité piétonnière, on arrive dans la cité Paul Langevin. Court-circuit, c'est : comment faire pour décentrer tous les gens qui vont se ruiner à Carrefour (et qui, pour beaucoup, sont pauvres, et dont on vérifie les sacs quand ils entrent dans le magasin) et les déplacer jusqu'à l'Amap. Quelques personnes viennent du quartier mais certaines ce sont désengagées, probablement pour des raisons culturelles et de durée d'engagement. Quand on va chez Carrefour, on ne se rend pas compte qu'on paye : on trouve ça normal ; alors que payer 10 € sur 20 semaines, c'est plus difficile. L'Amap de Saint-Denis est signalée dans le journal de la ville (que tous les habitants reçoivent). Dans les fêtes de la ville, la mairie monte un barnum pour la Dyoniversité et Court-circuit. En 2010, les membres de Court-circuit ont fait une grande salade où tout le monde mangeait et coupait des radis et les gens sont venus même juste pour manger. Ils n'adhèrent pas tout de suite mais ils savent petit à petit que l'Amap existe. Elle a démarré avec 40 paniers, maintenant elle en distribue 227 et, avec un peu de chance, de plus en plus d'habitants de la cité viendront.
Court-circuit a commencé par distribuer des légumes, puis du pain, des œufs, de la viande et du fromage… On finit par oublier le chemin du Carrefour.

Les motivations pour adhérer… et rester

D'abord, l'map Court-circuit ne demande pas de cotisation mais il y a un contrat d'engagement. Les personnes intéressées sont accueillies : « Tu veux adhérer ? Est-ce que t'as un peu de temps pour les paniers ? » Celles qui adhèrent rencontrent les autres, puis participent à tour de rôle à la pesée (ex : 800 g d'épinards pendant une demi-heure).
À Saint-Denis aussi, on retrouve les motivations que l'étude sus-évoquée a révélées. Claudia, membre de Court-circuit, explique qu'elle voulait du bio, c'est-à-dire des produits sans pesticides. On lui a expliqué que des légumes bio vendus en France peuvent avoir été cueillis

en Espagne par des migrantes qu'on utilise sous des serres pendant trois mois et qui sont renvoyées dans leur pays. Le label bio ne garantit pas l'origine locale ni les conditions sociales de production. À force de discussions, on finit par cerner ce qu'on veut. Et puis il y a aussi les motivations qui font que l'on reste dans l'Amap.
Amap et bio sont des labels. À Court-circuit, ils ne veulent ni sigle ni appellation déposée. Mais ils tiennent au fonctionnement collectif.

Les moyens matériels

Les initiateurs de Court-circuit ont bravé les a priori classiques (« la mairie, c'est des cons ; avec notre maire, on ne peut rien avoir… ») et se sont dit que, s'ils demandaient au maire (Didier Paillard, PCF), peut-être il pourrait leur laisser faire ce qu'il veulent. Et ça a marché… au point qu'aucun des moyens mis à disposition par la mairie ne porte sa marque. Ils ont négocié de pouvoir utiliser les moyens qui existent à Saint-Denis (reprographie, barnum, etc) sans rien donner en contrepartie. C'est vraiment une négociation d'homme à homme, politique. L'argument est simple : les citoyens ont un rejet des institutions quelles qu'elles soient ; « Si on met le logo de la ville, il n'y aura personne ; tu nous laisse tranquille et, tu vas voir, ça va marcher. » Le maire leur a fait confiance : « Je vous laisse faire et, si ça marche, vous aurez un local. » Ils sont monté à 70, puis 150, puis 200 personnes et ils ont eu un local. Tout s'est construit sur la confiance. À l'entrée de leur local, il y a les noms des différentes structures dont le groupe Henry-Poulaille de la Fédération anarchiste ; c'est pas secret. Dans le local, il y a des affiches de la Fédération anarchiste partout, de Radio libertaire. Les gens entrent dans le local, voient des affiches anars partout et sont étonnés de voir comment ça fonctionne sans président et sans association. Ça les chamboule complètement.
Le résultat concret est que la mairie met à disposition des moyen matériels : loue un local à un tarif préférentiel, prête du matériel pour des événements (barnum), propose la reprographie gratuite… Jean-Claude conclut : « On a profité des circonstances. C'est le hasard : on a essayé un truc et ça a marché. Je pense que ça pourrait marcher dans pas mal de lieux. »
Plus généralement, les élus savent que les Amap sont en vogue et ils peuvent difficilement refuser un point de distribution pour les paniers de légumes.

L'autogestion : un fonctionnement éminemment politique

La particularité de Court-circuit est que le point central de l'initiative est d'entraîner d'autres participations à d'autres choses, à d'autres activités collectives. Cette Amap est un prétexte pour faire des choses ensemble : une bibliothèque, une vidéothèque, un jardin partagé, un atelier vélo, un atelier d'écriture. L'Amap est un lieu prétexte pour faire de la rencontre entre les hommes et les femmes. Et ça c'est quelque chose qui ne semble pas interpeller les amapiens en général. Dès le départ, le but de Court-circuit était de faire un lieu de rencontre large. Ça a démarré avec la Dyoniversité (université populaire à la Bourse du travail de Saint-Denis) initiée par ces vieux militants anars. Au début, ils voulaient défendre les athées et les laïcs (on est loin des légumes). Petit à petit, des gens ont pris en charge des cycles. Puis on ne reste pas dans quelque chose de purement intellectuel ou de l'ordre de l'éducation populaire ; on passe à une pratique collective alimentaire : les légumes. Le groupe un peu plus élargi de personnes touchées par la Dyoniversité commence à mettre en place l'Amap.
Aurélie raconte… « La première fois que j'ai vu Jean-Claude et Philippe, à chaque fois que je posais une question, ils me disaient : –oh là là, on n'en sait rien, va demander à quelqu'un ; tu veux faire comment ? Fais…– Je trouvais ça formidable ; ça faisait des années que je n'avais pas entendu ça. »
Élise : « Ce que j'ai aimé, c'est que cet endroit est comme un terrain de jeu : tout est possible ; il ne vont jamais te dire –: tu nous emmerdes avec ton truc – mais plutôt – oui, fais-le–. Avoir un local, plutôt qu'un point de distribution, ça permet ce genre de choses ; le local ne sert pas qu'aux légumes du mercredi et du jeudi mais à un docu-club le vendredi soir. Quand tu vas à une réunion, personne ne te demande si tu es spécialiste ; on te demande ce que tu as envie de faire. Dans tous les domaines, ça marche comme ça. Je ne savais pas que c'était un truc d'anars. »
Ce sont des alternatives en actes qui sont faites à travers du cinéma ou tout autre centre d'intérêt proposé par un amapien du moment que c'est viable. Si quelqu'un se plante, c'est pas plus grave que ça. De fait, ça ne se plante pas parce que les gens viennent. Ce qui fait du bien, c'est de s'engager. C'est un espace où on peut faire des choses. C'est encore rare. C'est pas juste une histoire de légumes. C'est une très bonne idée de commencer par des légumes et d'aller vers l'anarchie.
À Court-circuit, il y a aussi une expérience de libre service. C'est très fort et ça marque beaucoup les gens. Dans le local, il y deux armoires pleines de produits. Et il y a une boîte à gâteaux avec plein de biffetons. Les gens se servent, font le total, mettent l'argent dans la boîte et reprennent leur monnaie. Ça fait deux ans que ça dure et il ne manque jamais un sou – et ils sont plus de deux cents. C'est très important, des expériences comme ça : ça crée de la confiance, de la sympathie les uns avec les autres ; il n'y a personne qui va prendre de l'argent dans la caisse.
Il ne faut pas oublier, dans cette histoire, que les initiateurs sont militants de la FA et que, pour eux, créer une Amap, c'était une façon de faire du prosélytisme, de la communication, de l'information sur ce que sont la pratique et la pensée libertaires. Ça a été un très bon outil. Des gens qui ne savaient pas, six mois auparavant, ce qu'est la pensée libertaire. Ça a donné, à Saint-Denis, une image extrêmement positive de la pensée libertaire.

On entend des gens dire : « Je suis à l'Amap anarchiste[2] ». Ça a été un outil politique exceptionnel ; pas très lourd à porter parce qu'il n'y a pas d'association, donc on ne fait rien : ce sont les gens qui font ; ils prennent les choses en main, ils organisent l'espace et, en plus, ils en concluent que l'anarchie c'est vachement bien.
Enfin, il est à noter qu'il ne suffit pas de laisser les gens « faire des choses » pour que « les choses » s'articulent comme des pratiques anarchistes. Il est fondamental, en amont, de mettre en place un certain nombre de pratiques en rupture avec les habitudes sociétales pour que ces pratiques fassent référence. Dans le cas de Court-circuit, ce sont des militants anarchistes qui ont joué le rôle de référent (notamment pour l'accueil des futurs adhérents) ; puis ce petit noyau s'est élargi et d'autres personnes ont aussi joué ce rôle et ont participer activement à des pratiques et des fonctionnement sans direction : une bibliothèque en libre service et gratuite, un espace de vente en libre service (y compris pour la transaction financière). À partir de là, les initiatives prises par un groupe d'amapiens écarteront d'elles-mêmes les dérives autocratiques et chercheront à appliquer les méthodes déjà expérimentées dans l'Amap. C'est ce qui se passe depuis deux ans à Court-circuit.

D'autres projets...

Si le nombre de paniers distribués à Court-circuit continue à augmenter, il faudra un autre local. Il y aura probablement une autre structure qui se créera avec quelques-uns qui font le ferment.
Maintenant, pour les initiateurs de Court-circuit, l'Amap tourne toute seule. Deux autres projets les occupent. Un premier projet de jardin partagé avec des espaces individuels mais une récolte collective : tu cultives ton jardin et c'est ton voisin qui bouffe tes légumes. Et un deuxième projet de coopérative de consommation auto-gérée (sans salarié) de plusieurs centaines de coopérateurs. Et ils espèrent développer ces projets à une échéance de cinq ans. Ce sont encore des expériences pour regrouper les gens et leur faire penser le monde autrement.

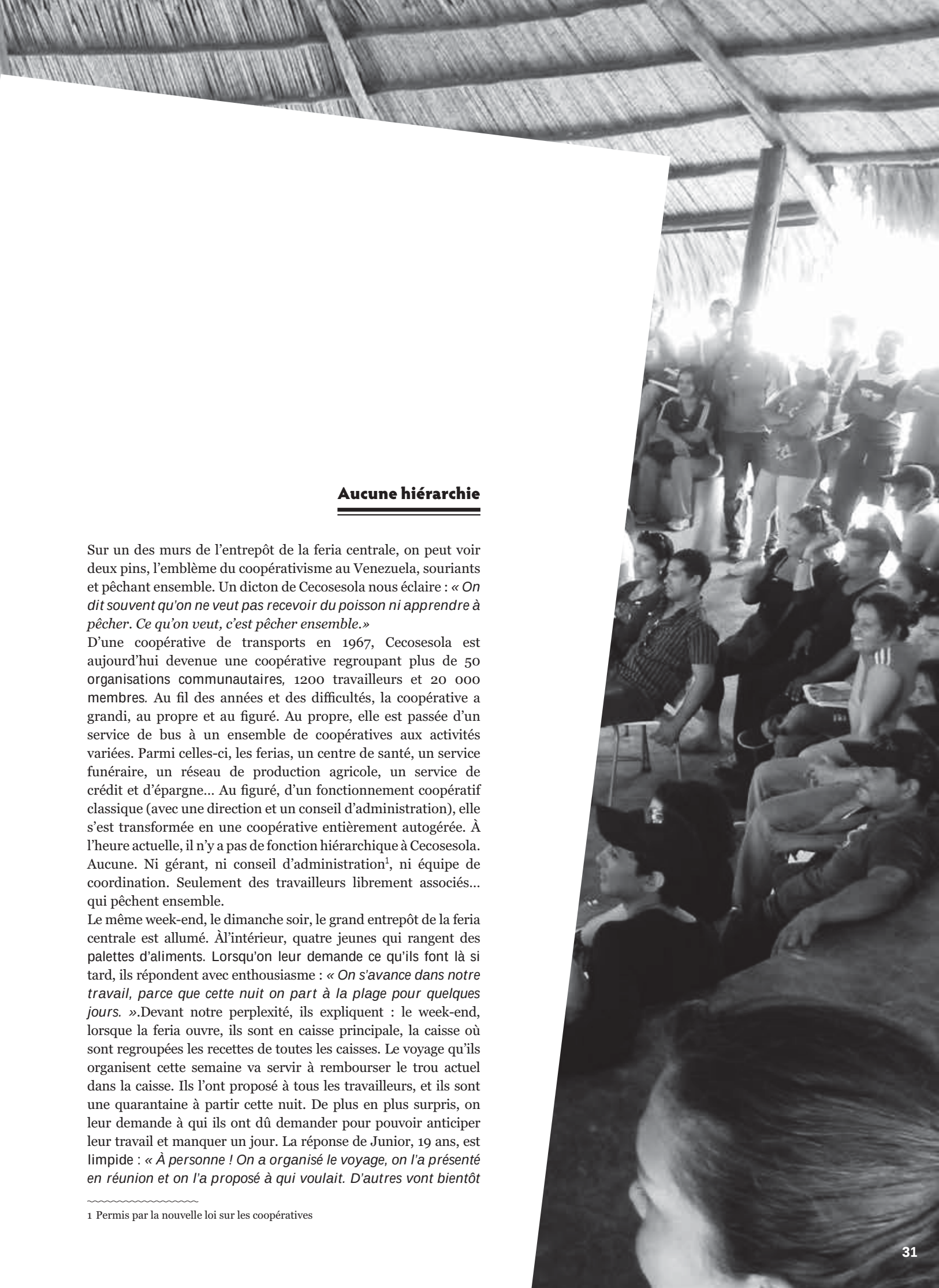
2 Il est à noter que les fondateurs de Court-circuit n'ont pas prétendu construire une AMAP anarchiste. Cette qualification est apparue dans la bouche du public de cette AMAP.

CECOSESOLA
ou l'autogestion totale

CONSTRUIRE L'UTOPIE
Un voyage/reportage d'un an sur l'autogestion à travers l'Europe et l'Amérique Latine.
Johan Verhoeven et Edith Wustefeld, deux jeunes belges, ont décidés de partir à la rencontre d'expériences concrètes autogestionnaires, et de les partager par le biais de reportage et par leur site internet. Du Venezuela, ils nous font part de leurs découvertes à la coopérative Cecosesola.
http://cecosesola.org

La coopérative vénézuélienne Cecosesola montre un exemple à grande échelle d'utopie libertaire au quotidien. De la cantine du supermarché à l'hôpital communautaire, chaque action participe à construire une société différente.

Barquisimeto, feria centrale de la coopérative Cecosesola. Un vendredi matin.
Il est 5h45. Les portes du supermarché social de la coopérative vont bientôt s'ouvrir, tout le monde est à *un* poste. Maria et Noel, deux jeunes qui travaillent dans une des coopératives d'épargne et de crédit pendant la semaine, sont là en renfort. Felipe, voyant que les toilettes ne sont pas propres et qu'il y a déjà quelqu'un à toutes les caisses, va les nettoyer. Hernan, 72 ans, est aux légumes. En caisse principale, les douze travailleurs du moment vérifient la caisse. S'il manque de l'argent à la fin du week-end, ils en seront responsables et assumeront la perte. La feria est une fourmilière, et la communauté qui fait la file aux portes pour venir faire ses courses n'est même pas encore rentrée. En attendant 6h, les travailleurs de Cecosesola s'activent, se saluent, s'échangent les dernières informations. Au même moment, ailleurs dans Barquisimeto, d'autres travailleurs de la coopérative s'agitent dans les deux autres ferias. Au total, environ 400 travailleurs et des dizaines de milliers de familles approvisionnées. Les prix sont solidaires et les légumes produits par des coopératives partenaires.
Mais les ferias de Cecosesola sont bien plus que des marchés bon marché. C'est la pointe d'un iceberg… surprenant. Pour le nouveau venu, la feria est une oasis pour le portefeuille. La ménagère habituée y retrouve, derrière les caisses et entre les rayons, une communauté. Quant au visiteur attentif, il peut y voir les signes d'un fonctionnement bien différent. Une caisse est vide et les files s'allongent, ni une ni deux, un travailleur qui chargeait les rayons s'y assied et l'ouvre. Il ne demande d'autorisation à personne et aucun superviseur ne vient lui ouvrir la caisse. Le jeune au rayon boucherie est le même qui s'occupait des massages au centre de santé de la coopérative cette semaine. La voix dans les hauts -parleurs informe, explique et propose des activités.
Et pour Cecosesola, la semaine ne fait que commencer.



Aucune hiérarchie

Sur un des murs de l'entrepôt de la feria centrale, on peut voir deux pins, l'emblème du coopérativisme au Venezuela, souriants et pêchant ensemble. Un dicton de Cecosesola nous éclaire : *« On dit souvent qu'on ne veut pas recevoir du poisson ni apprendre à pêcher. Ce qu'on veut, c'est pêcher ensemble.»*

D'une coopérative de transports en 1967, Cecosesola est aujourd'hui devenue une coopérative regroupant plus de 50 organisations communautaires, 1200 travailleurs et 20 000 membres. Au fil des années et des difficultés, la coopérative a grandi, au propre et au figuré. Au propre, elle est passée d'un service de bus à un ensemble de coopératives aux activités variées. Parmi celles-ci, les ferias, un centre de santé, un service funéraire, un réseau de production agricole, un service de crédit et d'épargne… Au figuré, d'un fonctionnement coopératif classique (avec une direction et un conseil d'administration), elle s'est transformée en une coopérative entièrement autogérée. À l'heure actuelle, il n'y a pas de fonction hiérarchique à Cecosesola. Aucune. Ni gérant, ni conseil d'administration[1], ni équipe de coordination. Seulement des travailleurs librement associés… qui pêchent ensemble.

Le même week-end, le dimanche soir, le grand entrepôt de la feria centrale est allumé. Àl'intérieur, quatre jeunes qui rangent des palettes d'aliments. Lorsqu'on leur demande ce qu'ils font là si tard, ils répondent avec enthousiasme : *« On s'avance dans notre travail, parce que cette nuit on part à la plage pour quelques jours. »*.Devant notre perplexité, ils expliquent : le week-end, lorsque la feria ouvre, ils sont en caisse principale, la caisse où sont regroupées les recettes de toutes les caisses. Le voyage qu'ils organisent cette semaine va servir à rembourser le trou actuel dans la caisse. Ils l'ont proposé à tous les travailleurs, et ils sont une quarantaine à partir cette nuit. De plus en plus surpris, on leur demande à qui ils ont dû demander pour pouvoir anticiper leur travail et manquer un jour. La réponse de Junior, 19 ans, est limpide : *« À personne ! On a organisé le voyage, on l'a présenté en réunion et on l'a proposé à qui voulait. D'autres vont bientôt*

1 Permis par la nouvelle loi sur les coopératives

nous rejoindre pour avancer le boulot de la semaine, on part à 2h du matin ».

Deux jours après, lorsqu'on racontera cette anecdote de notre premier jour à Cecosesola à Gustavo, l'un des plus anciens de la coopérative, il nous dira : « Au *tout début de Cecosesola, quand on est passé de 12 à 300 travailleurs, on s'est dit qu'on allait fonctionner de manière participative, que la direction ne comptait pas et qu'on prendrait les décisions tous ensemble. Mais ce qu'ont fait les travailleurs, c'est demander. De doubler leur salaire, des uniformes, etc. Pour les gens, participer, c'est demander. Sans qu'on voie l'autre partie, le fait que participer implique d'assumer des responsabilités. Ce sont les deux faces d'une même pièce. Parce que je participe en proposant et en donnant mon avis, mais aussi en étant responsable. »*

3000 réunions par an

Si la coopérative fonctionne sans aucune structure hiérarchique et de domination, c'est grâce aux réunions. Sur la semaine, un travailleur de Cecosesola peut participer à quatre, cinq, six réunions. C'est-à-dire en moyenne y consacrer 20 % de son temps de travail. Parmi celles-ci, les plus importantes sont celles de secteur (celui de la feria centrale par exemple, dont la réunion hebdomadaire rassemble jusqu'à 200 personnes dans la cour) et surtout celles de gestion. Les réunions de gestion sont ouvertes à tous les travailleurs associés de l'ensemble des organisations qui font partie de Cecosesola. Dans les faits s'y retrouvent essentiellement les quelques 550 travailleurs de la coopérative Cecosesola elle-même. Y viennent donc les travailleurs du centre de santé, des ferias, du funérarium, les producteurs quand ils ont l'occasion… Il y a trois réunions de gestion par semaine. Chaque travailleur de Cecosesola, quel que soit le secteur où il travaille, doit venir à au moins une d'entre elles. Maria, une des jeunes de la feria centrale rencontrés le premier soir, résume l'idée : « *Ce n'est pas obligatoire, c'est nécessaire. Aux réunions, on apprend. La feria est une école. Si on ne va pas aux réunions, on ne se nourrit de rien et on n'apprend rien. »* Junior ajoute : *« Des réunions dépendent le fait qu'on soit tous connectés. »*

Les réunions de gestion servent à discuter. D'une part, les travailleurs présents abordent les actualités et les problèmes des différents secteurs. D'autre part, ils réfléchissent collectivement sur le fonctionnement de la coopérative, sur les relations entre eux, sur les changements… Il n'y a ni modérateur, ni ordre du jour. Eduardo, 25 ans, à Cecosesola depuis ses 12 ans, explique : *« On réfléchit sur ce qu'il se passe au quotidien. On part des activités de la semaine, la réunion se déroule spontanément, et on réfléchit sur les sujets qui sortent. Le but est d'apprendre ensemble. Quand un problème surgit, on s'en sert pour avancer ».* Les réunions sont unanimement considérées comme une part essentiel du processus éducatif qu'est aussi Cecosesola.

Un pouvoir collectif

Les réunions de gestion ne servent pas à l'organisation du travail quotidien. Celle-ci se fait plutôt en réunions de secteurs. Elles ne servent pas non plus à prendre des décisions. N'importe quel travailleur, même seul, peut prendre une décision. Grâce aux critères, discutés en réunions, cette décision sera consensuelle. Les critères ne sont pas des règles, ils ne sont d'ailleurs pas écrits pour ne pas se figer. Ils peuvent aller de comment accepter les légumes au fait que chaque travailleur doit assister à au moins une réunion de gestion par semaine. Ils sont la base de l'agir en commun de Cecosesola.

Chaque travailleur assistant et participant aux réunions, qui elles-mêmes brassent l'ensemble des travailleurs et des secteurs, chacun à Cecosesola détient l'information et les connaissances. Par conséquent, personne n'est indispensable : ce n'est par parce que quelqu'un est absent que la feria ne tournera pas. De plus, la rotation des travailleurs est centrale dans la dynamique de la coopérative. Tous les postes tournent. Eduardo s'occupe de l'achat des légumes depuis un an. Avant il était à la feria centrale. Dans un an, il changera peut-être à nouveau. *« La rotation des rôles te donne la possibilité d'apprendre beaucoup de choses et ne de pas rester statique »,* explique-t-il. Ricardo est passé récemment au centre de santé. Le week-end, il vient en renfort à la feria. Et ainsi de suite.

Dans la même optique, chacun a un poste principal, mais tous participent aux autres tâches. Ainsi, chacun à son tour fait la cuisine, nettoie les toilettes… Tout le monde est sur le même pied. Ni fonctions, ni privilèges. *« Ce n'est pas parce que j'ai un diplôme que je ne vais pas devoir nettoyer les toilettes »*, résume Darwin, 26 ans. Les travailleurs de Cecosesola sont multifonctionnels. Ils partagent tous les mêmes fonctions, les mêmes connaissances et une vision globale et intégrée de leur coopérative.

Pour vivre tranquilles, vivre autonomes

Depuis 2009, Cecosesola comprend un hôpital, le centre intégral coopératif de santé. Comme les autres composantes de la coopérative, sa création est partie d'une nécessité pour la communauté. Et comme à chaque étape de leur histoire, les membres de Cecosesola ont trouvé le moyen de faire de la nécessité une réalité.

La ligne de conduite de la coopérative est de s'autofinancer jusqu'au dernier centime de bolivar. Par conséquent, trouver l'argent nécessaire à la construction d'un hôpital n'était pas une mince affaire. Pourtant, ils y sont parvenus. *« Les excédents*

ESTE ES UN AMBIENTE
100%
LIBRE DE HUMO
DE TABACO
MEDICINA
GENERAL
AVISO
PEDIATRÍ
10:00 am
DESDE EL 16/07/
HASTA 02/08/2
A PARTIR DEL
06/08/2012
7:30 am

produits par les différentes coopératives ont été consacrés à ça, tous les travailleurs nous mettions une contribution hebdomadaire, on a organisé des tombolas… », explique Denyer, qui s'occupe des appareils électroniques à l'hôpital. Chacun peut expliquer comment l'argent a pu être rassemblé. « *Dans chaque feria, il y avait une tirelire à toutes les caisses, ou les gens de la communauté pouvaient participer, et à la sortie on vendait du chororo !* », raconte Luisamar, la cuisinière actuelle de la boisson typique, qu'ils ont continué à vendre. Ricardo complète : « *Comme il manquait de l'argent, on a demandé un crédit bancaire, qui nous a été refusé. Et tant mieux ! Parce que ça nous a donné l'idée de mettre en commun tout l'argent que nous, les différentes coopératives, avions en banque* ». Au final, la construction de l'hôpital, commencée en 2004, n'a jamais été interrompue.

Si Cecosesola refuse tout financement externe, c'est parce que ils ne veulent ni dépendre de l'État, ni du capitalisme. Ses membres sont conscients des dégâts que cette dépendance peut créer. Ainsi, Gustavo peut citer de nombreux exemples de coopératives qui ont perdu leur flamme en acceptant des subventions. Quand il les explique en réunion, Théophile, un autre ancien de Cecosesola, rappelle à propos : « *Si tu veux couler une organisation communautaire, le meilleur moyen est de lui donner plein d'argent* ». Pour les travailleurs de Cecosesola, l'autogestion consiste aussi à se baser avant tout sur leurs propres ressources collectives.

Et cela fonctionne. Chaque année, la coopérative réalise 1% de bénéfices, qui sont réinvestis dans les différentes activités de la coopérative. Si la marge n'est pas plus grande, c'est parce qu'ils l'ont décidé et qu'ils n'ont pas besoin de plus.

Un prétexte économique pour une utopie quotidienne

Cecosesola est bien plus qu'une activité économique qui marche. Pour Eduardo, c'est « *une famille, une école, un espace où on comprend qu'il existe d'autres manières de s'organiser, de voir les choses* ». Pour Ricardo, c'est un processus humain. Pour tous, c'est une manière de fonctionner au quotidien différente, avec des valeurs souvent minoritaires dans la société. Ainsi l'idée de confiance revient beaucoup. Dans les ferias, pas de caméras pour surveiller que personne ne vole. À la comptabilité, des travailleurs qui n'ont même pas de diplôme. Mais qui ont voulu apprendre, et qui apprennent.

Le chemin ne manque pas d'obstacles. Face à ceux-ci, les travailleurs ont une arme : la réflexion collective. Ils s'auto-analysent pour débloquer ou faire évoluer une situation. Cette semaine, la même réflexion a été lancée aux trois réunions de gestion. C'est Gustavo qui l'introduisait en proposant un texte de réflexion, intitulé « la passion part-elle en fumée ? », et élaboré par l'école de formation de Cecosesola. « *On a beaucoup réfléchi sur comment le système se glisse en nous sans qu'on s'en rende compte, que ce soit à travers du financement externe ou à travers la bureaucratisation, la technologie. Chaque fois qu'on va adopter un mécanisme technologique ou issu du monde des entreprises, on vérifie d'abord si ça peut fonctionner pour nous, ou si ça va nous dévier de notre chemin, nous bureaucratiser, nous institutionnaliser* ». À force d'en discuter, la question est présente dans tous les esprits. Dans les moments en sous-groupes des trois réunions de gestion, des exemples ont fusé. Une travailleuse rappelle un cas : « *Quand le gouvernement nous a obligé à installer des caisses enregistreuses, on a réfléchi pendant plus d'un an sur comment faire pour que ces caisses enregistreuses ne changent pas notre manière de travailler sur base de la confiance. Parce que les caisses enregistreuses sont la manière pour le patron de contrôler le caissier* ».

La conclusion est collective : il s'agit d'être vigilants à ces signaux et de sans cesse se remettre en question, pour éviter « *de perdre l'essence de ce que nous sommes.* »

Cecosesola est un projet de longue haleine. Plus qu'une coopérative, c'est une communauté, qui soigne ses relations humaines et ses valeurs avant toute chose. Ainsi, il existe un atelier à destination des nouveaux travailleurs. Pendant dix mercredi, Gustavo – qui pour l'instant fait partie de l'équipe de l'école – raconte, explique, pour que chacun comprenne ce qu'est vraiment Cecosesola, et pour que chacun sache s'il a envie de continuer l'aventure. Il ne s'agit pas seulement de saisir les principes concrets, de rotation, de l'importance des réunions… Il s'agit de partager une culture commune différente.

Gustavo le résume : « *Il y a beaucoup de détails qui sont apparus au fil du temps et qui font que ça fonctionne. Mais le fondamental est le processus éducatif et formatif permanent de construire des relations de confiance, de transparence, de respect, de responsabilité.* » Leur activité économique, au final, n'est qu'un prétexte… pour une transformation personnelle, collective et sociale.

Johan Verhoeven et Edith Wustefeld

Construire l'utopie
Voyage-reportage sur l'autogestion
www.utopiasproject.net

Présentation des Coopératives

ESPACE NOIR et IMAGINE

Historique

Espace noir est une coopérative culturelle autogérée d'inspiration libertaire à Saint-Imier (4'800 habitants, 828 mètres d'altitude) en Suisse dans le Jura bernois entre Bienne et La Chaux-de-Fonds (15 kilomètres). Créée en **1984** par des Imériens, sa première activité consiste à rénover l'Immeuble (durant deux ans) qui abritera ses activités et des appartements. Le bâtiment est en ruine, si les murs de soutènement sont en bon état, l'intérieur est en partie effondré ainsi que l'annexe et le toit. Les coûts sont réduits par l'engagement des promoteurs du projet dont l'un d'eux est architecte (Maurice Born), un menuisier (Michel Jeanneret), un peintre en bâtiments (Pierre-Alain Zermatten) et d'autres qui apportent leurs compétences ou se forment sur le tas.

Maurice Born est devenu le propriétaire, les banques ne voulant pas prêter à la coopérative, c'est également lui qui apporte les fonds propres nécessaires au démarrage des travaux en plus des dons et des parts sociales (1 part = 500 francs).

1989. Après trois à quatre ans d'exploitation et un certain nombre d'entrées et de sorties, l'équipe fondatrice s'essouffle, les nouveaux ne compensant pas les départs, le noyau restant ne suffit plus à assumer le fonctionnement. Plusieurs démissions contraignent le collectif à lancer un appel alarmant évoquant la fin d'Espace noir. Les réseaux libertaires se mettent en marche et une équipe de La Chaux-de-Fonds propose sa participation pour permettre la continuation du projet.

1990. Après son départ, Maurice Born lança une maison d'éditions (Canevas). Malheureusement, malgré l'intérêt et la qualité des livres qu'il édita cette entreprise lui coûta plus qu'elle ne lui rapporta. Les banques l'obligèrent à vendre l'immeuble qui abrite Espace noir. Informés de ce contretemps, nous décidâmes de racheter le bâtiment, Maurice se contentant de reprendre une partie de ses billes.

Photo Kanari

Pour arriver à nos fins, nous avons créé une nouvelle coopérative, en proposant à la population l'achat d'une ou plusieurs parts sociales de 100 francs. Plus de 300 personnes répondirent à notre appel et nous permirent, avec l'apport de divers dons de réunir les fonds nécessaires à la transaction. La coopérative Imagine devint propriétaire de l'immeuble contenant Espace noir et des appartements. Ses statuts garantissant la pérennité de notre centre culturel :

Art. 2 : Buts :
La société a pour but :
a) L'acquisition et la gestion d'immeubles afin de les soustraire à la spéculation. Sa première acquisition sera l'immeuble Francillon 29.
b) Louer à Espace noir les locaux qu'elle occupe actuellement afin de poursuivre les activités socioculturelles réalisées jusqu'alors.

Depuis 1986, la coopérative développe ses activités avec des hauts et des bas. En 1994, elle recevra le prix d'animation culturelle du Canton de Berne.
De 2003 à 2005, la situation financière, les activités et l'investissement des travailleurs et des bénévoles a été en constante amélioration. Malheureusement, la situation s'est dégradée de 2006 à 2008 d'un point de vue financier, malgré le maintien de la qualité et de la quantité des activités culturelles. Ces difficultés sont dues à une augmentation des charges en général et des coûts des spectacles ainsi qu'une baisse du chiffre d'affaires de la Taverne. S'ajoute à cette situation la nécessité de renouveler le matériel (sono, lumières, informatique) devenu obsolète. Après une campagne de fonds, ces problèmes sont en passe d'être résolus. Reste la recapitalisation de la coopérative Imagine pour financer les travaux d'entretiens nécessaires après vingt-trois ans d'existences.
L'apport d'Espace noir est largement reconnu, malgré les réticences qu'il a rencontrées à sa création et durant les dix premières années d'activités.

Les secteurs et les groupes de gestion

Espace noir réunis dans un même lieu des activités multiples. Chaque secteur est géré par un groupe de bénévoles et de salariés qui jouissent d'une grande autonomie tout en travaillant en liaison avec les autres secteurs (particulièrement lorsque l'ensemble ou une partie d'Espace noir organise des journées à thème qui regroupent plusieurs secteurs), mais surtout pendant la séance de gestion.

Théâtre-musique.
Son lieu privilégié est bien sûr le théâtre de poche voûté au sous-sol, mais il organise également des animations dans d'autres locaux d'Espace noir (surtout dans le hall d'entrée et à la taverne) et à l'extérieur du centre. Outre l'intendance et l'administration inhérentes à son activité, le groupe théâtre-musique a la responsabilité de la programmation. Il nous propose chaque année un choix éclectique de musique, chansons françaises, rock, musique du monde, jazz, etc., d'humoristes et de pièces de théâtre.

Le cinéma

Il dispose d'une petite salle de 35 places au sous-sol avec un projecteur 35 mm. Il peut également organiser des projections vidéo, super 8 ou 16 mm au théâtre. Il se réunit une fois par mois pour régler les affaires courantes et planifier des tours de projections. Depuis sa création, le cinéma a formé plusieurs dizaines de projectionnistes. Les projections ont lieu du jeudi au dimanche le soir à 20h30 ou 21h00 plus une matinée le dimanche à 17h30. Il propose un film par semaine en version originale sous-titrée français et allemand. Le plus souvent il s'agit de films récents en privilégiant l'aspect qualitatif plutôt que commercial, mais il présente également des films plus anciens lors de rétrospectives ou pour s'accorder avec le thème que les autres secteurs traitent quand on lui demande. C'est le dernier cinéma du vallon.

La galerie

Au centre du bâtiment, du rez-de-chaussée au 2ème étage, elle est « galerie » à double titre comme lieu d'exposition mais aussi d'un point de vue architectural, puisqu'elle contient les escaliers et qu'elle donne accès aux appartements autour de l'ouverture qui surplombe le hall d'entrée jusqu'au toit. La verrière qui la couvre éclaire en une pluie de lumière. Cet atrium moderne s'inspire des projets de familistères de Fourier et autres utopistes ou inventeurs sociaux. L'itinéraire commence le plus souvent sur les murs de la Taverne et continue sur les étages, invitant ainsi le consommateur à voir la suite de l'exposition sur les étages.

Le groupe galerie définit la ligne artistique qu'il défend en accord avec la séance de gestion. Il planifie les accrochages, choisi les exposants, organise les vernissages et gère les ventes.

On peut y admirer de la peinture, des sculptures, de la photographie et autres arts plastiques et des expositions didactiques. Comme pour les autres secteurs, il collabore dans son domaine aux animations à thème.

La librairie

Elle se veut généraliste avec comme spécialités : Les sciences sociales et politiques, l'histoire de la région et du mouvement ouvrier. Elle offre aussi un grand choix d'ouvrages littéraires, de classiques et didactiques.

Elle organise des lectures publiques des séances de dédicaces et propose des ouvrages en fonction des demandes des autres secteurs ou des animations à thèmes.

Elle dispose d'un poste Internet particulièrement prisé des étrangers nouvellement installés et des gens de passage.

La librairie représente un gros travail de paperasse et de suivi administratif : gestion des stocks, commandes, etc., qui ne supporte pas le dilettantisme. Mais elle peut aussi devenir un lieu de rencontres pour les amateurs de lectures.

Infokiosk

Un grand choix de publications de la presse libertaire, alternative, syndicale et de gauche est à disposition du public. Brochures, journaux, tracts, nous informent sur l'actualité, les objectifs et la littérature d'une multitude de mouvements sociaux.

Centre de solidarité, groupe politique et social

Une des caractéristiques d'Espace noir est bien sûr son engagement sociopolitique affirmé. Cet engagement se retrouve dans le mode de fonctionnement (l'autogestion), dans ses choix culturels (week-end sur la mondialisation, contre le racisme, sur le féminisme, le syndicalisme, etc.), mais aussi dans l'action sociale et politique. La solidarité individuelle ou les luttes collectives (soutien aux ouvriers en grève de «La Boillat » Swissmetal, manifestations contre l'extrême droite, création d'une association de chômeurs, etc.) font également partie de ses priorités. Espace noir participe ou organise des manifestations revendicatives et des mouvements associatifs dans les domaines des luttes ouvrières, de la défense des droits humains et de l'environnement.

Espace noir pratique aussi la solidarité au quotidien en soutenant les personnes qui en font la demande dans leurs démarches administratives et en les conseillant et en les orientant vers des organismes pouvant les aider.

La Taverne

C'est le carrefour des différents secteurs. Le lieu d'accueil et de rencontres, la place du village et le lieu de vie. Comme l'avait bien remarqué une de nos étudiantes dans son rapport de stage, le travail à la taverne fait parfois penser à celui d'une structure d'accueil.

Seul secteur rentable avec la galerie, elle participe au financement des autres activités. Par contre, elle demande un grand investissement de travail et de présence. Elle est ouverte tous les jours, à l'exception du lundi, de 8h15 à 00h30 pouvant aller jusqu' à 03h30 lors de certains événements.

On y organise occasionnellement des concerts, des cafés philos et des repas en rapport avec les activités des autres secteurs.

On y trouve aussi un dictionnaire, des jeux divers (échec, Scrabble, etc.), la presse locale (*Le Journal du Jura*, *le Quotidien jurassien* et *L'Impartial*) et romande (*Le Courrier*, *Le Temps*) et une partie de l'infokiosque,

Contexte et objectifs

Situation géo-économique et culturelle.

Saint-Imier est une petite ville d'environ 4 800 habitants, dont l'industrie principale est l'horlogerie et qui a subi de plein fouet les crises successives de cette activité économique. Ces dernières décennies, la localité est passée de 7-8 000 habitants à moins de 5 000, cette hémorragie démographique et l'appauvrissement économique a donc entraîné un nombre important de problème.

Le Jura bernois est une région périphérique à l'écart des grands axes routiers et ferroviaires. Les montagnes augmentent encore les difficultés de communications.

La question jurassienne qui a amené à la création du canton du Jura, laissa des fractures importantes parmi la population de Saint-Imier (resté dans le Canton de Berne). La perception politique de la majorité des habitants du vallon ne se comprenant qu'à travers le prisme binaire du pro-jurassien ou du pro-bernois. Espace noir a également eu pour but d'ouvrir de nouvelles grilles de compréhension allant au-delà de cette question régionale.

Public

Le centre est ouvert à tous et est fréquenté par une large palette sociale, on y rencontre des personnes de tous les âges, de tous les milieux, de différentes origines, et de toutes les catégories socioprofessionnelles. Toutefois les proportions ne sont pas les mêmes pour tous les genres.
Par ses objectifs, ses valeurs, son ouverture, sa tolérance et sa sensibilité sociale, Espace noir s'adresse plus particulièrement à quatre catégories sociales :
- Les amateurs de culture, d'art et de philosophie
-Les milieux libertaires, alternatifs, syndicaux et de gauches
- Les couches sociales les plus défavorisées et les personnes marginalisées et désorientées.
-Les jeunes.
L'esprit libertaire d'Espace noir se veut pluraliste, ouvert et friand de débats contradictoires formels et informels. Les bénévoles, les travailleurs ne sont donc pas tous libertaires et à plus forte raison les usagers non plus.

Travailleurs et bénévoles

Les travailleurs et les bénévoles sont composés selon les époques de 2 à 4 permanents et d'une galaxie d'actifs qui donne leur énergie et leur temps en fonction de leurs disponibilités et des nécessités du centre. Ils se recrutent parmi tous les âges (avec toutefois une forte proportion de 18 –25 ans) et dans une palette variée de la société :
- Amateurs et professionnels de la culture.
- Stagiaire des écoles sociales
- Étudiants.
- Militants.
- Chômeurs, sans emploi,
- Personnes dans une démarche d'insertion sociale (requérants d'asile et autres personnes marginalisées ou exclues du marché de l'emploi).
- Stagiaires militants étrangers ou stagiaires linguistiques.
- Divers.
Cette multiplicité d'engagement et d'origine constitue à la fois la force et la complexité du projet Espace noir. Elle fait sa richesse son originalité, mais également sa fragilité et son inconstance. Avec le temps et l'expérience, ces faiblesses se gèrent de mieux en mieux.

Les objectifs

Espace Noir se veut l'instrument de ses travailleurs-coopérateurs, de la population locale, des mouvements et associations culturels, libertaires, ouvriers, sociaux, environnementaux, citoyens, etc. Il se veut un lieu de débat d'échange pluraliste, mais favorisant les approches originales, humanistes, novatrices et alternatives aux pensées dominantes. Nous sommes persuadés que la diversité de ses utilisateurs favorise la création autant sociale que culturelle. Elle permet ainsi d'augmenter le nombre de réponses possibles à l'évolution de notre environnement social, culturel, écologique et économique.
La mission d'Espace noir évolue en fonction de ses participants avec pour constance :
- Lutter contre l'acculturation d'une région périphérique touchée par la crise horlogère et l'exode.
- Offrir une autre vision que celle diffusée par la culture dominante, être un lieu de débat, d'échange, de pluralité, de rencontre, de liaison entre les personnes et les groupes sociaux.
- Être un lieu d'actions sociales et de solidarité.
- Mettre en liaison les différents mouvements sociaux défendant les droits humains, la solidarité, la liberté, et l'environnement.
-Être un lieu d'expérimentation et de création sociale, d'autogestion.

L'autogestion

L'autogestion se définit par la gestion collective d'une entreprise ou de la société et l'absence de toute hiérarchie.
Pour assurer son fonctionnement, elle s'appuie sur un certain nombre de valeurs et sur le principe du contrat social.

Accords de base des travailleuses et des travailleurs d'Espace noir

Espace noir dès sa création s'est revendiqué d'inspiration libertaire.
Pour participer au projet, il n'est pas nécessaire d'être anarchiste ou libertaire mais de reconnaître ces valeurs fondamentales que sont la liberté, l'autonomie, le refus de la hiérarchie, la justice sociale, l'égalité, la solidarité.
Espace noir est dans son principe anti-autoritaire et tente de réaliser l'autogestion dans son fonctionnement. Ce but essentiel doit pour se réaliser se construire avec la participation de toutes et de tous.
L'autogestion se caractérise par la participation de l'ensemble des travailleurs aux décisions, aux responsabilités et à la gestion de l'entreprise. Ceci n'empêche pas une certaine répartition des tâches, bien que la polyvalence soit plus conforme à son principe.
Pour que cette autogestion se concrétise plusieurs conditions doivent être réunies :
- Participation de tous et de toutes aux décisions de fonds.
- L'intérêt de chacun pour le projet.
- Se sentir responsable de sa réalisation.
- Le partage des connaissances.
- La volonté pédagogique des uns vis-à-vis des autres.
- Agir les uns envers les autres dans un esprit de camaraderie, de convivialité, de solidarité et d'entraide.
- Respect de la différence.
- Chercher à aborder les conflits de façon constructive.

Photo Kanari

ESPACE NOIR
TAVERNE
CINEMA
LIBRAIRIE
THEATRE
GALERIE
GALERIE
ESPACE NOIR
PROPOSE :
RENCONTRE INTERNATIONALE DE L'ANARCHISME

La contrainte n'étant pas le moteur de l'autogestion, il doit être dans la volonté. L'enthousiasme, le plaisir et la satisfaction nourrissent la volonté. L'autogestion ne peut donc fonctionner correctement sans le souci de s'encourager mutuellement et de reconnaître le travail de chacun.

Quand une décision est prise collectivement chacun doit s'en sentir responsable face aux autres participants. Ainsi si deux pratiques ne peuvent coexister tout le monde doit appliquer le choix de la majorité ou annoncer à l'avance son retrait des objets qui concernent cette décision.

Accepter de se remettre en question, d'être remis en question, de remettre en question les autres.

Nous avons grandi dans une société hiérarchisée qui nous a appris un comportement adapté. L'autogestion nécessite une remise en question de ces comportements.

Photo Kanari

POUR EN SAVOIR PLUS

www.espacenoir.ch

AUTREMENT

Un film-documentaire du collectif AlterNaction tourné en 2002 par un collectif issu d'Espace noir.

Ce film présente trois lieux autogérés en Suisse romande : la coopérative Espace noir à Saint-Imier, L'Espace autogéré de Lausanne et le Centre autonome de jeunesse (CAJ) à Bienne. Une partie historique est dédiée à la première Internationale anti-autoritaire dans le vallon de Saint-Imier et au Cira (Centre international de recherches sur l'anarchisme à lausanne).

www.espacenoir.ch/~ch/index.php/cooperative/film-qautrementq.html

NOTRE HYSTÈRE, qui êtes aux cieux, que votre volonté soit faite...

Cet article fait suite à l'article de Roger Dadoun paru dans le Monde libertaire hors-série n°48 « DSK : l'"hystère" chambre 2806, Hôtel Sofitel, New York » et au contre-article publié sur Indymedia Paris[1] « La Fédération Anarchiste affiche son discours masculiniste ? »
L'article de Roger Dadoun a fait polémique. Le comité de rédaction reconnaît l'erreur de l'avoir publié en l'état.

Il est à noter que le Monde libertaire n'a pas pour seule vocation de diffuser le discours de la Fédération anarchiste. Parmi les plumes qui écrivent dans ce journal, beaucoup ne sont pas adhérentes à la FA. Et, même lorsque des articles émanent d'adhérents de la FA, ils ne sont pas pour autant « le discours de la FA ».

L'article ci-contre a été écrit par une militante anarchiste féministe.

Le comité de rédaction
du Monde libertaire hors-série

J'ai détesté l'article de Roger Dadoun, qui prétend décrypter les psychologies en jeu dans l'«incidence» de l'épisode du Sofitel. Cependant je n'y vois, à nul moment, aucune «perle du masculinisme français». Et je trouve même que le contre-article publié sur Indymédia frappe, tout au long de son réquisitoire, juste à côté de la plaque avec une constance remarquable.
L'accusation de masculinisme part du principe d'une part que le viol est avéré, ce qui est un parti-pris, et d'autre part que Roger Dadoun nie le viol en le taisant, ce qui me semble une erreur d'appréciation.

De fait, le viol n'est pas avéré.
Entendons-nous bien : des DSK, j'en ai subi suffisamment moi-même pour avoir l'intime conviction de la culpabilité de Strauss-Kahn. À tel point qu'après l'affaire, cette espèce particulière de sale type est devenue pour moi «les DSKs». C'est mon parti-pris à moi : même dans l'hypothèse où il n'y aurait pas eu viol, pour moi, Strauss-Kahn est quand même coupable, tout simplement parce que c'est un DSK.
Cependant, il n'en reste pas moins que je peux, intellectuellement (même si c'est dur), envisager la possibilité que je me trompe, qu'il n'y a eu ni viol ni contrainte. Que finalement, ben on sait pas.

Car il faut préciser cela : techniquement, DSK n'a été ni reconnu coupable ni innocenté.
Il a juste évité les procès, ce qui fait qu'on ne saura jamais rien, si tant est qu'un procès puisse révéler une vérité.

Les USA traitent séparément la condamnation (procès public) et la réparation aux victimes (procès civil) : au public, malgré l'existence d'éléments

1 http://paris.indymedia.org/spip.php?article13128

à charge (rapport médical, traces d'acte etc..), la crédibilité de la plaignante a été considérée comme problématique pour des raisons totalement extérieures au dossier, ce qui a rendu impossible le procès «parole contre parole», le jury devant statuer à l'unanimité «au delà de tout doute raisonnable».
Quant au civil, DSK a négocié avec la victime, devant les juges, une réparation avant procès.
La justice transactionnelle est une autre particularité du système américain pour désengorger les tribunaux: que ce soit avant un procès public, où le plaider coupable permet de négocier sa peine, ou bien avant le civil, où la négociation est financière.
De cet arrangement, on ne peut rien conclure d'autre que Strauss-Kahn a payé pour éviter un procès civil. La négociation, contre une somme qu'on dit coquette attribuée à la victime, impose en échange à celle-ci le silence total sur l'affaire : on ne saura donc jamais rien de plus que ce que l'on ignore déjà.
Aussi bien, chacun pourra continuer de croire à ce sujet ce que ses préjugés le conduisent à croire.

Les miens auraient tendance à condamner DSK à une découillation à l'acide, mais je peux comprendre que d'autres soient plus ouverts à la présomption d'innocence, sans les taxer de masculinisme pour autant.

Et je peux également comprendre (même si c'est plus douloureux) que Roger Dadoun considère qu'en l'absence de certitude à ce sujet, il convient de ne s'attacher qu'aux seules certitudes existantes : un homme, une femme, un hôtel, une pipe.
Bon, ok. Je vois pas l'intérêt *à priori*, mais ça ne constitue pas en soi une négation du viol.

Même si c'est un peu violent comme approche : tout soudain, j'ai l'impression de lire un rapport de légiste qui, ne pouvant devant le cadavre déterminer si le décès est accidentel ou criminel, a décidé de prosifier sur le vertige de la chute depuis un 7ème étage...

C'est finalement ce qui est terriblement gênant dans cet article : cet épisode est potentiellement douloureux pour beaucoup. Pour Nafissatou Diallo si elle a subi ce qu'elle prétend, pour Strauss-Kahn s'il est innocent comme il le prétend (encore que je parierais pas un kopek, ni sur sa souffrance ni sur sa parole), mais surtout plus largement pour toutes celles et ceux qui comprennent et ressentent toute l'oppression symbolisée dans la paire DSK/Nafissatou Diallo : quoi qu'il se soit passé, cette incidence est un symbole de quelque chose de réel, l'avatar de presque toutes les dominations contre lesquelles nous luttons, sexuelle, patriarcale, capitaliste, morale...
Le statut particulier d'immigrée de Nafissatou Diallo, et les mensonges qu'elle a faits pour entrer aux USA y rajoutent même la dimension (dramatique dans ce cas, puisque ça ôte tout poids à sa parole de victime) de domination territoriale : on voit qu'il y aurait beaucoup à dire sur le sujet.

Mais on ne parle là que d'avatar : sur la réalité des faits, c'est vrai que là, on ne sait rien.

Je peux donc accepter, même si c'est dur, que Roger Dadoun parte de ce postulat : peuvent seuls être étudiés les faits avérés, une pipe en 7 minutes chrono, par quels ressorts, comment diable est-ce possible ?

Il n'y a ni présomption d'innocence ni négation du viol là dedans. Et non, Roger Dadoun ne se questionne pas « sur qui fait le premier pas, ce que font leurs mains etc... », mais au contraire exclue ces hypothèses de la réalité à considérer pour poser la question : que reste t-il en dehors de ces conjectures ?
Et c'est une bonne question, parce que je me le demande bien moi, ce qu'il peut rester d'intéressant dans une pipe au point d'en faire un article dans le *ML* quand on exclue la perspective du viol et de la domination sociale ?

Il reste un récit cru de légiste, aussi dérangeant qu'une gueule en sang sous les coups qui serait froidement résumée en disjonction orbito-naso-frontale ouverte avec intéressante fêlure du cadre orbitaire par un urgentiste blasé. Un article douloureux quand on se sent concerné.e, que ce soit par empathie ou par expérience.

Néanmoins ça n'a rien d'une négation masculiniste du viol, et encore moins d'une description complaisante de scène érotique (ou alors, j'ai rien compris à ce qu'est une scène érotique). Et non, l'agression sexuelle n'est pas requalifiée, Roger Dadoun n'écrit pas « ce n'est pas un viol, c'est une frasque libidinale » : ce paragraphe du contre-article mis entre guillemets comme s'il s'agissait d'une citation est un pur mensonge.

Je n'apprécie pas plus les « portraits psychologiques » des protagonistes bâtis par Roger Dadoun (avec pour seules sources possibles les média ? La voyance par internet, je connaissais déjà, la psychologie via TF1, je découvre…), cela dit, dans ce passage, Roger Dadoun ne nie en aucun cas l'agression au prétexte que «vu sa stature, ND aurait pu repousser DSK» !
Au contraire il explique que, considérant la psychologie des personnages, DSK n'a même pas eu besoin d'avoir recours à la force pour imposer un rapport (l'eût-il fait, il partait pas forcément gagnant)… ce qui, justement, fait que tout n'est pas «résumé à une domination physique», et que, loin d'être niée, la difficulté de dire non est présentée comme une impossibilité psychologique de dire non.

Cela dit, je ne vois toujours pas l'intérêt de résumer l'acte à un rapport de force entre caractère émotif-actif-secondaire et caractère non émotive-non-active-secondaire… Ou alors c'est l'Hystère ?

Ben nan justement, quand Roger Dadoun parle d'hystère, ça me gène tout autant.
Non pas qu'il prétendrait que la société se féminise et autres conneries soraliennes (parce que ça c'est faux, rien dans son texte ne dit ou ne laisse entendre qu'«il y a inversion de comportement entre hommes et femmes» et autres nombreuses extrapolations fantasmées du contre-article…)

Plutôt parce que, théoriser une pulsion en la qualifiant d'« hystère », la classer dans le tiroir de l'armoire freudienne étiquetté « c'est-la-nature-humaine-qu'est-comme-ça», me semble d'une part tout à fait ridicule, et d'autre part un peu malsain.

Ridicule, parce que ce fatalisme a quelque-chose de l'ordre du religieux, un religieux où c'est la sainte trinité du ça-moi-surmoi qui nierait toute possibilité d'émancipation. Notre hystère, qui êtes aux cieux… C'est l'hystère ma pov dame, ah bah oui, quoi. Haha. Fallait y penser…

Malsain aussi, parce qu'affirmer sans précision qu'il s'agit d'une pulsion incontrôlée, c'est laisser entendre qu'elle est incontrôlable, ce qui est insupportable.
Il y a une grande différence entre une envie irrépressible et une envie irréprimée : la première se moque bien des conséquences, la seconde sait pertinemment qu'il n'y en aura pas (ou du moins le croit fermement : quoi qu'il se soit passé, DSK a agi dans la certitude de l'impunité totale, et ne s'est trompé que de peu).

Tu es femme de chambre immigrée dans un palace, le DSKclient n'a absolument aucun besoin de contrôler quelque envie qui viendrait. Pourquoi ??? Il risquerait quoi ? Ta déconsidération ? Haha ! Tu oserais te plaindre ? Huhuhu…
Hystère mon cul !
Ce que vous appelez l'hystère, mon cher Roger, moi, j'appelle cela l'exercice du pouvoir.
Être sûr, sinon de la soumission immédiate, au moins du silence, et en dernier ressort de l'absence de crédibilité face à la domination de l'argent, d'un sexe, d'une hiérarchie ou d'une position sociale, sûr au point de n'avoir aucune nécessité de réprimer aucune envie, ça n'a rien de réductible à un caractère irrémédiablement « actif-émotif-secondaire » ou un p'tit coup d'hystère : c'est juste le pouvoir.

C'est parce qu'il élude tout ça, et non le viol, que je déteste cet article, que je le trouve vain et malsain. Néanmoins pas du tout masculiniste.
Juste cruel.

Pola K.

Le processus bolivarien, UNE RÉVOLUTION DU SPECTACLE...

Rafael Uzcátegui, 39 ans, est sociologue et militant anarchiste. Depuis 2006, il travaille à Provea, une organisation de défense des droits de l'homme. Il y coordonne les recherches. Par ailleurs, il collabore avec plusieurs publications indépendantes dont, depuis 1995, le journal *El Libertario*. Nous l'avons rencontré au sujet de son dernier livre, «*Venezuela, la révolution comme spectacle. Une critique anarchiste du gouvernement bolivarien*».

Pour commencer dans le vif du sujet, pourquoi intituler ton livre « la révolution comme spectacle ? »

L'idée principale du livre est que le processus bolivarien n'est pas une rupture avec ce qu'il y a avant, mais une continuation. On ne peut pas faire une analyse du Venezuela sans connaître son histoire de pays pétrolier. Sa culture, sa formation politique ont été modelées par le fait que c'est un pays riche en pétrole. Ça a donné un modèle de production basé sur l'exploitation de pétrole et cette exploitation a amené de l'argent avec lequel il a été tenté de moderniser le pays. Ce modèle de développement, le processus bolivarien et le président Chavez l'ont approfondi. Il y a eu, avec cette autodénommée « révolution », un processus de privatisation de l'exploitation énergétique au Venezuela. Chavez a fait revenir les compagnies pétrolières dans des conditions très favorables.

Cela a été possible sans protestations sociales parce qu'on a mis sur ce processus des noms qui ont confondu les gens. Les entreprises étrangères sont devenues associées de l'État vénézuélien et on a appelé ca un projet de « souveraineté énergétique », alors qu'on a fait exactement le contraire. Mais les gens le ressentent comme ça. Parce que le pétrole paie maintenant la politique sociale. Il l'a toujours fait, mais maintenant il y a eu beaucoup de propagande sur le fait que le pétrole est bon, et qu'il paie les « missions » *(programmes sociaux)*. Il n'y a donc pas de résistance à l'approfondissement du modèle de globalisation économique. Et cela se fait au nom d'une révolution, ce qui est absolument paradoxal.

C'est presque à la fin de livre que je suis tombé sur ce concept de « spectacle » de Guy Debord. Il y avait tellement de choses qui me paraissaient incroyables. Il y a une image qui se construit avec les discours qui ne correspond pas à ce qui se passe vraiment au Venezuela. C'est cela que montre le livre.

C'est-à-dire que pour toi il n'y a pas de révolution au Venezuela?

Je pense qu'il y a quelque chose que l'on peut appeler un processus. Évidemment, il y a des choses positives avec le gouvernement du président Chavez, par exemple que la pauvreté et l'inclusion sociale ont été au centre des discussions, et qu'il y a eu des gens qui se sont mobilisés pour ça. Que ce soit un processus avec des caractéristiques révolutionnaires, peut-être. Mais que ce soit actuellement une révolution, je pense que non.

Par exemple, cette semaine, on a tué le leader indigène le plus opposé au modèle extractiviste. S'il y a vingt ans on avait tué quelqu'un comme Sabino Romero, le pays aurait été paralysé par la quantité de protestations. Maintenant, on a assassiné le leader indigène le plus engagé, et la seule action qu'il y a eu c'est à Caracas avec 200 personnes. Qu'est ce qu'il se passe ? Si on assistait vraiment à un processus de politisation radicale, la situation devrait être différente. Ce qu'il se passe c'est que la solidarité qui s'est construite, c'est une solidarité verticale des gens avec le président Chavez, pas une solidarité horizontale.

Je peux donc accepter que nous sommes dans un processus de politisation, qui pourrait se radicaliser beaucoup plus. Mais ce n'est pas une révolution.

Quelle est la situation des mouvements sociaux ? Tu parles beaucoup dans ton livre de leur perte d'autonomie.

Personnellement, j'aime bien parler de niveaux d'autonomie. Parce que si on parle de mouvements sociaux autonomes et non autonomes, ceux qui passent l'examen d'autonomie sont très peu nombreux. Il y a beaucoup de conflits dont les protagonistes sont chavistes et qui ont des niveaux d'autonomie. Mais ce qu'a fait la bureaucratie et le système de gouvernance imposé par Chavez, c'est freiner le développement de cette autonomie. Un de ses discours dit :

« Organisez-vous et luttez pour vos droits. »

Mais dans la pratique, ce qui se fait, c'est de

canaliser institutionnellement l'énergie de ces mouvements. Les expériences qui ont été lancées ou promues par l'État ont un niveau d'autonomie très faible.

Dans ton livre, tu parles beaucoup du peu d'espace laissé à la critique.

Oui. Le chavisme a été un mouvement très peu tolérant à la critique. Je ne parle pas ici de l'opposition, mais du fait que le mouvement est très peu tolérant aux opinions dissidentes au sein même du chavisme. Il n'y a pas réellement de place au sein du mouvement bolivarien pour exprimer une identité politique différente de celle imposée par le chavisme depuis en haut. Ces dernières années, les protestations ont été en constante augmentation. Quand ces protestations débordent les canaux institutionnels et ne parviennent pas à trouver de réponse, il y a un processus de répression, comme cela existait avec les gouvernements précédents, comme cela existe partout dans le monde. Il y a toute une série de militants sociaux, d'étudiants, assassinés par la police. Il y a aussi quelque chose de nouveau, c'est une série de lois qui ont été prises après le coup d'État de 2002 (contre le président Chavez), qui dans la pratique empêchent et criminalisent les moyens de lutte traditionnels des mouvements sociaux. Par exemple, fermer une rue peut être puni de deux à six ans de prison.

Il y a un mécanisme fait pour décourager la protestation. Les gens sont arrêtés, amenés deux ou trois jours en prison et puis appelés à comparaître dans un procès, pour une série de sujets liés à la manifestation pacifique. Les gens peuvent attendre jusqu'à cinq ans leur procès, qui va s'éterniser et qui souvent ne sera même jamais conclu. Mais cela a fonctionné comme un message. Il y a trois ans, on a calculé qu'il y avait 2500 personnes qui étaient soumises à ce régime de présentation devant des tribunaux pour des délits liés à la manifestation. Mais le plus intéressant, c'était que la majorité, environ 80% d'entre eux, était des gens qui s'affirmaient chavistes. Ce n'est donc pas un processus de criminalisation contre l'opposition, mais contre toute forme de protestation qui sort des canaux institutionnels. J'ai souvent dit qu'il y a un processus de criminalisation contre les chavistes qui prennent au sérieux le discours de Chavez. Il y a de nombreux chavistes qui ont été écartés, criminalisés, marginalisés pour avoir cherché à concrétiser dans la pratique les discours de Chavez.

C'est une des raisons qui empêchent le processus d'être vraiment révolutionnaire ?

Oui, je pense. Un autre élément important, c'est tout le thème de la polarisation, avec le coup d'état, etc., qui a fait qu'on ne pouvait plus critiquer la révolution. Et le thème de l'électoralisation. On a eu des élections quasiment tous les ans. Le mouvement populaire, pour le dire rapidement, a postposé ses propres exigences, car le travail urgent était de faire gagner les candidats chavistes et approfondir les élections. Et qui propose l'agenda électoral ? Pour moi, c'est très important de comprendre ça pour expliquer pourquoi le mouvement populaire n'a pas développé toutes ses potentialités révolutionnaires. Parce qu'il s'est laissé dicter un agenda qu'il n'avait pas choisi, qui consistait à gagner en permanence les élections.

Beaucoup de gens qui, dans les années 1990, ont mené des luttes importantes – le mouvement écologiste, le mouvement indigène, le mouvement féministe… – aujourd'hui ne peuvent plus s'asseoir autour d'une table et définir un agenda de travail commun, parce que l'un se définit comme antichaviste et l'autre comme chaviste. Ces nouvelles identités politiques ont laissé de côté leurs identités politiques antérieures. Toutes ces préoccupations sont passées au second plan, et on est arrivé à cette lutte de pouvoir entre le chavisme et l'opposition. Et les problèmes importants sont passés au second plan.

Chavez est décédé il y a quelques jours. Quels scénarios vois-tu pour la suite ?

C'est difficile de savoir ce qui va se passer dans cette période qui s'ouvre. Nicolas Maduro (vice-président du Venezuela) va gagner les élections, ce ne sera pas une surprise. Les principaux dilemmes viennent après les élections. Je pense que beaucoup des groupes plus

critiques et radicaux vont être marginalisés par le nouveau président, qui va essayer d'homogénéiser le mouvement bolivarien. Un autre dilemme vient de la réponse du chavisme populaire, ceux qui avaient une relation directe avec Chavez. Quelle réponse vont-ils donner à la disparition de Chavez ?

Ces jours-ci, on a entendu des appels à un « leadership collectif ». Quelle est ton opinion ?

J'espère qu'une telle chose va se concrétiser. Malheureusement, je crois que c'est une idée qui a été impulsée il y a à peine six mois, quand on s'est rendu compte que le président Chavez était à chaque fois plus malade. Ça a été un mouvement basé sur le culte de la personnalité. Il y a une tradition de prise de décision de manière unilatérale par le président Chavez, que certains voudraient maintenant inverser. Mais je crois qu'il a y a beaucoup de difficultés pour qu'un leadership collectif se génère. Une série de mesures économiques s'annonce qui va poser de sérieux défis au prochain gouvernement de Nicolas Maduro. Il vient d'y avoir une dévaluation de la monnaie et d'autres mesures vont devoir se prendre. Je pense que cela va générer un processus de tensions et de conflits. Malgré ce qu'ils disent, je crois qu'il n'y a pas les conditions pour radicaliser le processus bolivarien, comme le président Chavez pouvait le faire.

Dans cette situation que tu viens de nous décrire, quel est le rôle que peuvent jouer les anarchistes ?

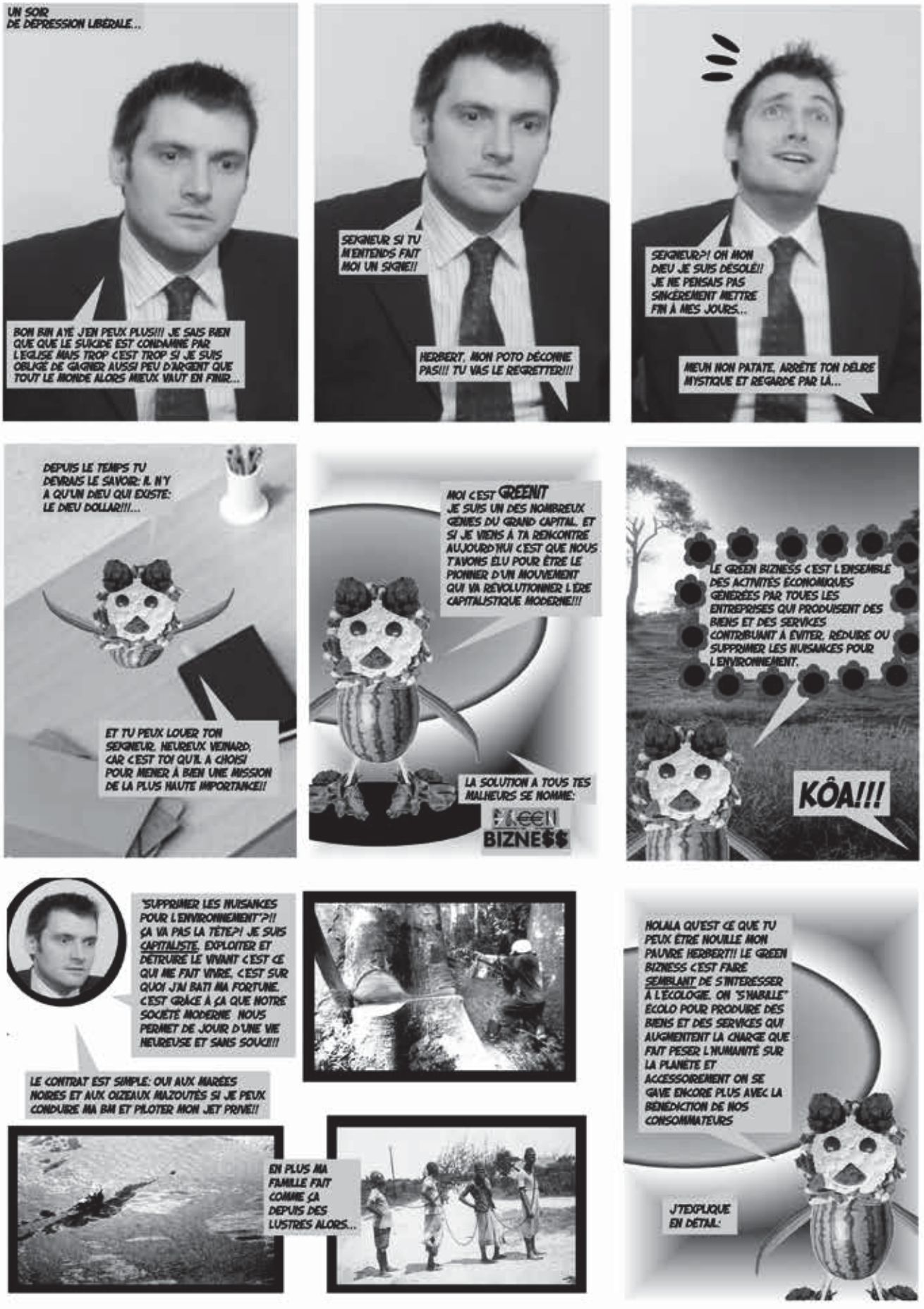
Je participe à un groupe qui fait un journal depuis 1995, *El Libertario*. Le développement du *Libertario* a suivi notre propre développement politique. Du typique journal de propagande, avec des citations de Bakounine, etc., il est aujourd'hui surtout basé sur la lutte sociale des gens.

Nous croyons que pour que les idées et les valeurs des anarchistes se développent, il faut qu'il y ait un espace de mouvements sociaux autonomes et combatifs. Depuis des années, on a donc développé l'idée que notre travail doit être d'augmenter les niveaux d'autonomie des mouvements sociaux en lutte. Qu'est -ce-que nous croyons ? Que nous devons participer. Pas comme avant-garde, sinon plutôt comme personnes au sein de la lutte sociale qui se développe. C'est pourquoi on est très proches de la lutte contre les abus policiers, contre l'exploitation du charbon, pour l'occupation de terres... Que les gens se définissent comme chavistes ou non chavistes, ça ne nous intéresse pas. Je ne vais pas discuter avec les gens si Chavez était bon ou mauvais, parce que Chavez n'est plus là. Comme je ne discute pas pour savoir si Dieu existe. Ces problèmes sont secondaires dans la lutte sociale. Si les gens sont en conflit contre le pouvoir, ça nous intéresse de les appuyer. Je crois donc que le travail aujourd'hui, et encore plus maintenant dans cette période de transition, est d'aider le mouvement populaire et social à avoir son propre agenda de lutte. Et il faut aussi mener la réflexion sur ce qui s'est passé au sein des mouvements sociaux dans le pays au cours de ces treize ans, sur les choses qu'il ne faut pas répéter pour continuer à radicaliser la lutte populaire.

Johan Verhoeven et Edith Wustefeld

Construire l'utopie
Voyage-reportage sur l'autogestion
www.utopiasproject.net

AMIS LECTRICES ET LECTEURS DU MONDE LIBERTAIRE BIEN LE BONJOUR!! JE ME PRÉSENTE: JE M'APPELLE HERBERT ET JE VIENS PARTAGER UNE EXPÉRIENCE HORS DU COMMUN AVEC VOUS
VOUS ME CONNAISSEZ PEUT ÊTRE POUR MA CASSETTE DIDACTIQUE À L'USAGE DES PATRONS
J'ai harcelé ma secrétaire et j'ai gagné aux Prud'hommes
ZOB PRODUCTION
MAIS JE NE VIENS PAS AUJOURD'HUI POUR VOUS PARLER D'AUTODÉFENSE PATRONALE...
AVANT DANS LE MILIEU DES AFFAIRES C'ÉTAIT COMME ÇA:
YEAH!!
PLUS DE THUNES!!
GAVAGE!!!
POURTANT DEPUIS UNE DIZAINE D'ANNÉES LES CHOSES ONT CHANGÉ ET PAS EN BIEN...
DES 1999 À SEATTLE, ON S'APERÇOIT QU'IL Y A DES GENS, LES CONS, QUI NE SONT PAS D'ACCORD AVEC LA FAÇON DONT ON DIRIGE LE MONDE.
PAS CONTENT, PAS CONTENT, ON EST PAS CONTENT!!!
ÇA M'A RAPPELÉ UNE PÉRIODE SOMBRE DE L'HISTOIRE...
PAS CONTENT, PAS CONTENT, ON EST PAS CONTENT!!!
DEUX ANS PLUS TARD DES AVIATEURS MOYEN ORIENTAUX RATENT LEUR ATTERRISSAGE ET PLOMBENT L'AMBIANCE...
MESDAMES ET MESSIEURS VEUILLEZ ATTACHER VOS CEINTURES...
ET POUR FINIR, DEPUIS 2008 LES HOMMES D'AFFAIRES COMME MOI N'ONT PLUS VRAIMENT LA CÔTE...
...ET COMME BOULOT JE DIRIGE LE CONSORTIUM "BATARDS ET ASSOCIÉS"...
JE VOUS LAISSE DEUX SECONDES POUR ME LÂCHER LA GRAPPE AVANT QUE MON CHIEN D'ATTAQUE NE VOUS BROIE LES COUILLES!!
EN BREF, COMME TU PEUX LE CONSTATER PAR TOI-MÊME, NOUS, LES DIRIGEANTS ÉCLAIRÉS, ON EST PAS PASSÉ LOIN DU GOUFFRE...
PATRON, CHUI PERDU, MÊME MON YACHT DE LUXE N'ARRIVE PLUS À ME FAIRE BANDER!!
ET MOI DONC HERBERT!!! JE VIENS D'APPRENDRE QUE MA FILLE A REJOINT LA FÉDÉRATION ANARCHISTE. ON EST DANS LA MERDE!!
ET POURTANT AUJOURD'HUI, EN 2013 LE MONDE DES AFFAIRES C'EST ÇA:
YEAH!!
PLUS DE THUNES!!
GAVAGE!!!
MAIS ALORS, ME DEMANDERAS-TU PAR QUEL MIRACLE LE STATU QUO S'EST IL MAINTENU?!!
CE MIRACLE A UN NOM:
€€N
BIZNE$$
UNE HISTOIRE RACONTÉ PAR HERBERT (UN PEU AIDÉ PAR MOI MÊME STRAP')


UN SOIR DE DÉPRESSION LIBÉRALE...
BON BIN AYE J'EN PEUX PLUS!!! JE SAIS BIEN QUE QUE LE SUICIDE EST CONDAMNÉ PAR L'EGLISE MAIS TROP C'EST TROP SI JE SUIS OBLIGÉ DE GAGNER AUSSI PEU D'ARGENT QUE TOUT LE MONDE ALORS MIEUX VAUT EN FINIR...
SEIGNEUR SI TU M'ENTENDS FAIT MOI UN SIGNE!!
HERBERT, MON POTO DÉCONNE PAS!!! TU VAS LE REGRETTER!!!
SEIGNEUR?! OH MON DIEU JE SUIS DÉSOLÉ!! JE NE PENSAIS PAS SINCÈREMENT METTRE FIN À MES JOURS...
MEUH NON PATATE, ARRÊTE TON DÉLIRE MYSTIQUE ET REGARDE PAR LÀ...
DEPUIS LE TEMPS TU DEVRAIS LE SAVOIR: IL N'Y A QU'UN DIEU QUI EXISTE: LE DIEU DOLLAR!!!...
ET TU PEUX LOUER TON SEIGNEUR, HEUREUX VEINARD, CAR C'EST TOI QU'IL A CHOISI POUR MENER À BIEN UNE MISSION DE LA PLUS HAUTE IMPORTANCE!!
MOI C'EST GREENIT JE SUIS UN DES NOMBREUX GENIES DU GRAND CAPITAL. ET SI JE VIENS À TA RENCONTRE AUJOURD'HUI C'EST QUE NOUS T'AVONS ELU POUR ÊTRE LE PIONNIER D'UN MOUVEMENT QUI VA RÉVOLUTIONNER L'ÈRE CAPITALISTIQUE MODERNE!!!
LA SOLUTION À TOUS TES MALHEURS SE NOMME:
GREEN BIZNE$$
LE GREEN BIZNESS C'EST L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES GÉNÉRÉES PAR TOUES LES ENTREPRISES QUI PRODUISENT DES BIENS ET DES SERVICES CONTRIBUANT À ÉVITER, RÉDUIRE OU SUPPRIMER LES NUISANCES POUR L'ENVIRONNEMENT.
KÔA!!!
"SUPPRIMER LES NUISANCES POUR L'ENVIRONNEMENT"?!! ÇA VA PAS LA TÊTE?! JE SUIS CAPITALISTE, EXPLOITER ET DÉTRUIRE LE VIVANT C'EST CE QUI ME FAIT VIVRE, C'EST SUR QUOI J'AI BÂTI MA FORTUNE. C'EST GRÂCE À ÇA QUE NOTRE SOCIÉTÉ MODERNE NOUS PERMET DE JOUIR D'UNE VIE HEUREUSE ET SANS SOUCI!!!
LE CONTRAT EST SIMPLE: OUI AUX MARÉES NOIRES ET AUX OIZEAUX MAZOUTÉS SI JE PEUX CONDUIRE MA BM ET PILOTER MON JET PRIVÉ!!
EN PLUS MA FAMILLE FAIT COMME ÇA DEPUIS DES LUSTRES ALORS...
NOUALA QU'EST CE QUE TU PEUX ÊTRE NOUILLE MON PAUVRE HERBERT!! LE GREEN BIZNESS C'EST FAIRE SEMBLANT DE S'INTÉRESSER À L'ÉCOLOGIE. ON "S'HABILLE" ÉCOLO POUR PRODUIRE DES BIENS ET DES SERVICES QUI AUGMENTENT LA CHARGE QUE FAIT PESER L'HUMANITÉ SUR LA PLANÈTE ET ACCESSOIREMENT ON SE GAVE ENCORE PLUS AVEC LA BÉNÉDICTION DE NOS CONSOMMATEURS
J'TEXPLIQUE EN DÉTAIL:

LES 7 COMMANDEMENTS DU GREEN BIZNESS
SUR LE POINT ÉCOLO LE SPOT TU BRAQUERAS (ET LE RESTE TU CACHERAS)
DE L'ABSENCE DE PREUVE TU TE SERVIRAS
DANS L'IMPRÉCISION ET LE VAGUE TU RESTERAS
DE LA PERTINENCE TU TE PASSERAS
LE MOINDRE DES DEUX MAUX TU ÉCLAIRERAS
DE FAUX LABELS TU FABRIQUERAS
EN DERNIER LIEU COMME UN ARRACHEUR DE DENT TU MENTIRAS

QUELQUES JOURS PLUS TARD DANS LA SEMILLANTE VILLE DE NEUILLY SUR LEVALLOIS, ON RETROUVE HERBERT ASSIS DAN SON LUXUEUX SALON...
CHERI JE VIENS DE TÉLÉPHONER À NOTRE BANQUIER: ON EST DANS UNE CROTTE FINANCIÈRE GRAVE!!
T'INQUIETE MOUMOUNE J'AI UN PLAN: JE VAIS LANCER LA NOUVELLE MODE LIBERALE:
LE GREEN BIZNESS!!!

GREEN BIZNESS?! ME DIT PAS QUE TU ES DEVENU ECOLO HERBERT? TU AS PENSÉ À CE QUE VONT DIRE NOS VOISINS?! ILS VONT NOUS PRENDRE POUR DES FOUS!!

ECOLO? ET POURQUOI PAS COMMUNISTE?! NON NE T'INQUIETE PAS C'EST JUSTE UN NOUVEAU MOYEN DE SE GAVER ENCORE PLUS. ET PUIS LES VOISINS, JE LES AI DÉJÀ CONVERTIS!! TOUT VA BIEN SE PASSER MA MOUMOUNE
ON MON GROS LOUP QU'EST CE QUE TU M'EXCITES QUAND TU PARLES COMME ÇA!!

PENDANT CE TEMPS, GHILAIN ET BERTRANDE, LES VOISINS D'HERBERT ASSIS DANS UN WAGON PREMIÈRE CLASSE DU TGV THALYS, REVIENNENT DU FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL. FRAICHEMENT CONVERTIS AU GREEN BIZNESS ILS GOUTTENT CHAQUE INSTANT DE LEUR NOUVELLE VIE D'ÉCOLO-CAPITALISTE. MALGRÉ TOUT PERSONNE N'EST À L'ABRIS D'UN DOUTE...
PARFOIS J'AI LE SENTIMENT QUE NOS GESTES POUR PRÉSERVER LA NATURE TOUT EN S'ENRICHISSANT NE SONT QUE D'INUTILE GOUTTES D'EAU FACE À LA DESTRUCTION DE NOTRE PLANETE. FINALEMENT NE SOMMES NOUS PAS COMPLICES D'UNE COURSE EFFRÉNÉE VOUÉE À PLONGER L'HUMANITÉ ET SON FUTUR DANS LES MÉANDRES D'UN NIHILISME SANS BORNE?

DE RETOUR CHEZ EUX, GHILAIN DÉCIDE D'AVOIR UNE DISCUSSION AVEC BERTRANDE .
M'ENFIN PUPUCE TU DÉBLOQUES GRAVE!!!
LE CAPITALISME VERT C'EST LA SOLUTION!! NE DIS PAS QUE CES IDÉES D'ÉGALITÉ POUR TOUS TE SEMBLENT PERTINENTES?! ET PUIS QUOI ENSUITE? TU SAIS TRÈS BIEN QUE L'ACCROISSEMENT DES RICHESSES ENTRAINE UNE AUGMENTATION DES EMISSIONS DE CO2 ET UNE DÉTÉRIORATION DES SOLS!! ON A BESOINS DES PAUVRES!!

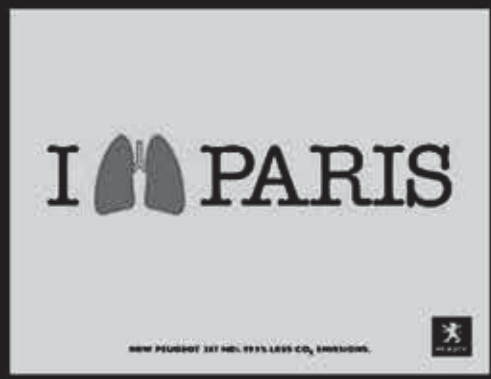
POUR QU'ON RESTE RICHE, LES PAUVRES DOIVENT RESTER PAUVRES. ET PUIS S'ILS NOUS GÊNENT Y A TOUJOURS LES GUERRES, LES FAMINES ET LES ÉPIDÉMIES POUR ÉGULER LEUR IMPACT SUR LA PLANETE.
GHILAIN TU PUES DE LA BOUCHE TELLEMENT CE QUE TU DIS C'EST DE LA MERDE!! TU PENSES PAS QU'IL SERAIT TEMPS QUE LES TRAVAILLEURS COMMENCENT À TOUCHER LA PART ÉQUITABLE DE CE QUI LEUR EST DU?!!

MAIS PUPUCE, LES PAUVRES ONT LES À TOUJOURS EXPLOITÉS. C'EST COMME ÇA. EN PLUS ILS PUENT ET SONT ALCOOLIQUES
GHILAIN, Y A UN MOMENT OÙ IL VA FALLOIR QUE TU SACHES SI TU VEUX EN FINIR AVEC CETTE PAGAILLE MACRO-ÉCONOMIQUE

BERTRANDE PARTIE, GHILAIN RESTE SEUL AVEC SON DÉSARROI. SOUDAIN IL RÉALISE QU'IL NE LUI A PAS PARLÉ DU CONTRÔLE DES NAISSANCES...
MAIS OUI!! SI TOUTES LES FEMMES POUVAIENT FAIRE LE CHOIX EN MATIÈRE DE REPRODUCTION, LA POPULATION AUGMENTERAIT SUFFISAMENT LENTEMENT POUR RÉDUIRE L'ÉMISSION DES GAZ À EFFET DE SERRE...CE SOIR JE L'ENCULE. ÇA LUI FERA PLAISIR ET C'EST BON POUR LA PLANETE

AHAHAH!!! SACRÉ GHILAIN!! LE GREEN BIZNESS N'EST APPAREMMENT PAS AISÉ POUR TOUS. DE MON CÔTÉ J'AI INVESTI ET ORGANISÉ DES CAMPAGNES DE PUB DANS DEUX DOMAINES QUI ASSURENT TRANQUILLEMENT MA FORTUNE:

LES VOITURES



FAIRE CROIRE QUE MES VOITURES SONT BONNES POUR LES POUMONS?! FACILE!! ON PARLE D'UNE BAISSE RÉELLE DES ÉMISSIONS DE CO2 ET SILENCE TOTALE SUR LES AUTRES GAZ QUI POLLUENT L'ATMOSPHÈRE

ÊTRE AMOUREUX DE LA NATURE C'EST LA RESPECTER COMME CE PAUVRE HÈRE AU BORD DE LA ROUTE? MAIS NON!!! IL FAUT LA DOMPTER LA NATURE!! LA DOMPTER ET LUI FAIRE MAL!!
EN PLUS ON FAIT PASSER LES INDIENS POUR DES NULS... J'ADORE!!!

ET POUR FAIRE ROULER TOUT ÇA DANS QUEL DOMAINE DOIS-JE BALANCER DE LA POUDRE AUX YEUX POUR QUE TOUT CE PASSE TRANQUILLE ET QUE JE PUISSE CONTINUER À ME GAVER? OUI C'EST CELUI-LÀ:

L'ÉNERGIE

"NOTRE NOUVEAU NOM SYMBOLISE NOTRE VOLONTÉ DE NOUS ENGAGER DANS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE". C'EST BEAU NON?... ÇA VEUT SURTOUT RIEN DIRE ET N'ENGAGE À RIEN!!!

ET C'EST PAR MANQUE DE PLACE QUE JE NE VOUS FAIT PAS DE SPEECH SUR LE BIOCARBURANT. DES HECTARES DE CULTURES VINIERES ET DE FORETS DETRUITS POUR FAIRE ROULER NOS VOITURES DE DEMAIN...UN REGAL!!

HELAS UNE TELLE REUSSITE ÉCONOMIQUE ENTRAINE FORCEMENT LA JALOUSIE DE GAUCHISTES GRINCHEUX AUX IDÉES DÉPASSEES...

ET LE PIRE C'EST QU'ILS SONT COMBATIFS!!
C'EST RECULER QUE D'ÊTRE STATIONNAIREU!! ON LE DEVIENT À TROP TERGIVERSER..
DEBOUT, DEBOUT VIEUX RÉVOLUTIONNAIREU ET L'ANARCHIE ENFIN VA TRIOMPHER

ET ILS RÉSISTENT DE MIEUX EN MIEUX À L'ENFUMAGE
C'EST LA JAVA BLEUE LA JAVA LA PLUS BELLEU, CELLE QUI NOUS ENSORCELLEU ET QUE L'ON DANSE YEUX DANS LES YEUX

EN PLUS CERTAINS D'ENTRE EUX ONT UNE FAÇON DE PROTESTER ASSEZ ETRANGE...
CHACUN CHOISIT UN PARTENAIRE ET ON Y VA...

BIG BISOUX!!
C'EST CHALEUREUX MAIS SANS CASQUE C'EST MIEUX!!!

IL MANQUERAIT PLUS QUE CES HURLUBERLUS RÉUSSISSENT À CONVAINCRE LES MASSES!!
MOI JE SUIS L'ANTICHRIST!!!
ET MOI JE SUIS L'ANARCHISTE!!

HEUREUSEMENT QUE NOS AMIS LES FLICS SONT LÀ POUR NOUS PROTÉGER DE CETTE RACAILLE!!
BOUM!! QUAND VOTRE COEUR FAIT BOUM!!...

ET PUIS DE TOUTE FAÇON JE NE PENSE PAS AVOIR GRAND CHOSE À CRAINDRE: LE CAPITALISME À LA DE BEAU QUE JUSQU'À PRÉSENT LUI ET MOI ON A TOUJOURS EU UN COUP D'AVANCE

PLUS FORT QUE L'EMPLOI HANDICAPÉ, PLUS FORT QUE L'EMPLOI VERT, LE CONSORTIUM "BATARD ET ASSOCIÉS PRESENTE:
L'EMPLOI HANDICAPÉ VERT !!!!
EN PLUS SI T'ARRÊTES DE ME NOURRIR JE SUIS BIODÉGRADABLE!!!

ET L'HOMME CRÉA LA TERRE

Quand les fondamentalistes détournent la géographie

Bertrand LEMARTINEL
François Bourin Éditeur,
Collection L'Œil du géographe

Quand on pense aux attaques fondamentalistes (religieuses), outre les attentats, on a surtout en tête les créationnistes et antidarwinistes aux États-Unis et leurs tentatives dans les sciences dites dures : biologie, géologie. Mais malheureusement, pour servir leurs tristes desseins, les fondamentalistes n'hésitent pas à infiltrer les sciences sociales comme la géographie. Comme pour la science dure, la lecture littérale des textes sacrés (il est ici question essentiellement de la Bible et du Coran) mène au refus de la théorie de l'évolution et donc de croire en la création récente de la Terre. Pour expliquer la formation des paysages, ils sont obligés notamment d'imaginer des processus d'érosion totalement invraisemblables et de travestir à la fois les acquis de la géomorphologie et l'interprétation des formes. La réinvention délirante de la géographie s'appuie, grâce à Internet, sur une diffusion rapide et incontrôlée des nouvelles thèses. De plus, la géographie étant un des nouveaux champs de bataille du fondamentalisme, celle ci est bien moins armée pour se défendre que la biologie ou la géologie, encore que celles-ci continuent d'être mises en doute. La lecture religieuse de la géographie a clairement des visées idéologiques, identitaires et politiques. Ce livre, s'il est essentiel pour démontrer qu'il faut être encore et toujours vigilant, souffre néanmoins de longueurs et redites. Une mise en forme maladroite, des énumérations de groupes et courants de pensée parfois pesantes viennent perturber ce travail d'utilité publique. Dommage. *Niap*

UN BRÛLOT SOUS L'ÉTEIGNOIR

De la tendance des pouvoirs politiques à mettre en veilleuse le mouvement associatif

JUSTHOM
Éditions libertaires

Des associations, il y en a partout en France, et pour à peu près tout. Présentes dans tous les domaines de la vie culturelle ou politique, les associations font partie intégrante du paysage social. Ce petit essai revient sur les origines du mouvement associatif français et sur ses évolutions, ainsi que sur ses relations avec les différents pouvoirs en place, du Moyen-Âge à l'époque actuelle. Un regard historique nécessaire pour mieux appréhender ce phénomène aux multiples aspects et aux diverses aspirations, mais qui, de tout temps, à attiser la méfiance du pouvoir. Justhom, qui connait bien ce milieu pour avoir lui-même été impliqué dans des structures d'insertion associatives, pose un regard critique sur celui-ci. Si cette critique soulève un certains nombre de points négatifs, ce regard et cette réflexion ont le mérite de dépasser une critique stérile pour se positionner d'un point de vue libertaire. De fait, potentiellement, les associations peuvent constituer des embryons, ou du moins les bases d'une société future libertaire… à condition que celles-ci sortent des schémas hiérarchisés et soient réellement indépendantes du pouvoir… Un ouvrage court mais dense, aux informations et aux réflexions stimulantes. *Bibo*

MISTY

Joseph INCARDONA
Éditions Baleine.

« Hommage, parodie, farce : ne vous y fiez pas. Misty est sans doute un des polars les plus sérieux qui soient. » Il est vrai que, comme le déclame cette annonce de l'éditeur, *Misty* reprend tous les codes et stéréotypes du polar américain : détective au bout du rouleau se nourrissant à base de clopes et de gin, courant après un amour perdu, avec son chapeau mou et avec comme ultime espoir un dernier contrat juteux avant de raccrocher. Seulement voilà : on se laisse prendre dans cette histoire mille fois lue, avec un sentiment de confort comparable à celui d'un vieux jean dans lequel on se sent bien. Mysti nous emmène de lieux sordides en lieux sordides, entre enquête et épopée existentielle. Et ça marche. Un véritable petit moment de bonheur. Méfiez-vous des imitations : elles peuvent parfois surpasser certains modèles. *Bibo*

« L'art adulte est chiant »

King Ju, de STUPEFLIP

C'était pas gagné, cette interview : pour tout vous dire, on voulait la réaliser dans le hors-série précédent du Monde libertaire, car celui-ci était consacré à l'enfance et que Stupeflip est un rare groupe à avoir un lien avec l'univers de l'enfance. Et puis voilà, Stupeflip sortait d'une longue tournée qui avait suivi la sortie de son dernier album. Les choses étaient mal parties, puisque le groupe, suite à sa tournée, retourna à son mutisme et au silence. Plus d'interviews. Terminé ! Finalement, quelque temps plus tard, King Ju accepta de nous répondre. Merci à lui !

Ça commence à faire un bout de temps que vous existez. Après avoir eu le sentiment que les concerts avaient toujours été une corvée pour vous, lors de la dernière tournée, j'ai eu le sentiment qu'enfin, vous y preniez du plaisir…

KJ : Une corvée… ça l'est toujours ! Le concept de Stupeflip est d'être une espèce de groupuscule qui ne doit rien à personne. C'est pas fait pour aller vers les gens.

J'ai galéré pendant pas mal de temps, même si je ne veux pas me plaindre, parce que j'étais un peu inadapté. Et à un moment il a fallu vivre, et faire quelque chose. Et le problème de Stupeflip, c'est que malgré ce concept de groupe « home studio », à un moment il a fallu rentrer dans le business de la musique. Alors que l'art et le business, c'est l'huile et l'eau…

Si j'avais de l'argent derrière, jamais je n'aurais fait un seul concert !

C'est donc une nécessité ?

KJ : Oui c'est une histoire de survie. Et donc gagner un peu d'argent, même si c'est triste à dire parce que je n'ai jamais fait ça pour l'argent. Mais là, j'ai presque 45 ans et j'en avais un peu marre de vivre un peu comme un clochard… Ma petite vie ne cadre pas avec le concept de Stupeflip : le fait d'avoir fait de la musique, c'est génial, le fait que pas mal de gens l'ait écoutée, c'est super, mais tout ce qui est business et concert…

L'autre fois en concert tu disais avec pas mal d'ironie que c'était « devenu ton travail »

KJ : Moi je suis plus fait pour rester tranquille chez moi. Je suis plus un réalisateur de sons, un dessinateur, un concepteur. J'ai toujours trouvé les chanteurs ridicules. C'est d'ailleurs pour ça que je suis masqué. King Ju sur scène… c'est un peu triste ! Même si maintenant, je l'ai pris comme un travail, et que c'était plutôt bon. Je déteste tellement ça, que j'ai tout fait pour que ce soit bien. Et pour qu'au moins, on tripe sur scène. Même si malgré ça, ça reste très dur. Ça fait plaisir aux gens des fois, mais c'est un peu dommage d'avoir fait cette série de concerts.

Les vrais fans de Stupeflip savent qu'il ne faut pas se montrer. J'essaye de rester pur et finalement, tout Stupeflip a été sali par toute cette histoire (rires). Même si on a fait mieux que pas mal de monde, ne serait-ce que visuellement ! C'est tout un paradoxe.

D'où un DJ qui passait ensuite des morceaux de Stupeflip ?
KJ : En fait le concert n'était pas assez long. Moi déjà les live, ça me fait chier, donc on a contacté Dr Vinz, qui est un super pote et que je respecte à mort. Et donc on lui a laissé carte blanche. Stupeflip a réuni toutes les musiques, donc pourquoi pas un DJ…

L'univers Stupeflip, tout cet imaginaire développé est plutôt un exutoire, de la rage, du rêve, un monde utopique ? Une tentative d'échapper à cet enfer quotidien dans lequel on se sent effectivement inadapté ?
KJ : Tout ça c'est pas une histoire de pauvre, riche, de gauche, de droite. Je suis un humaniste : si tu commences à être un peu lucide sur ce qu'est ta vie et sur pourquoi tu fais les choses, tu ne peux sombrer que dans une certaine dépression. Et justement la dépression est importante pour ressortir derrière… Je me suis toujours vu comme libertaire, même si je pense que ça n'a rien à voir avec l'extrême gauche, la gauche, etc. C'est plus humaniste dans le bon sens du terme que politique, Stupeflip. Je pense que l'être humain, à la base, n'est pas mauvais. C'est ma façon de voir la vie. Malheureusement, tous les jours, c'est comme la jungle. Il faut se battre, gagner sa vie, …

Tu aurais pu vivre sans Stupeflip ?
KJ : Niveau argent ?

Non, niveau existence …
KJ : Tu vois comme c'est compliqué ! J'ai pas mal bossé dans des boîtes, je faisais de l'illustration, avant. On ne voulait pas de moi dans les boîtes de graphisme parce que j'étais pas très méthodique et rigoureux. Et donc il a fallu faire quelque chose. Et pour moi la vraie définition de l'artiste, c'est quand tu n'as pas le choix : il a fallu que je fasse quelque chose de ma vie. Et Stupeflip est né de ce

manque. Donc ça a même 20 ans, l'histoire de Stupeflip. Je n'avais pas le choix, il a fallu que je fasse quelque chose de ma vie.
En fait c'est une histoire de fous : « J'fume plus d'shit » et « À bas la hiérarchie » existaient cinq ou huit ans avant qu'on trouve une maison de disques… C'est un truc un peu hors du temps, Stupeflip. Mais comme il n'y avait pas de truc médiatique, c'est comme si ça n'existait pas, alors que pas mal de gens connaissaient.

Comme si sans les medias, on n'existait pas… Alors que Stupeflip existe à partir du moment où des gens font Stupeflip !
KJ : Exactement ! Je fais d'abord ça pour moi ! Pour la musique. J'aime les boucles musicales. D'ailleurs c'est marrant parce que j'ai appris que Björk disait qu'elle passait ses journées à écouter des boucles musicales. Et donc moi j'aime vraiment la musique : les paroles et le concept pour moi, sont accessoires.

Pour revenir à la question du travail, tu disais dans une vieille interview que tu n'étais pas d'accord avec la vision qu'en avait l'extrême gauche… (nous on ne se considère pas comme d'extrême gauche donc bon…)
KJ : Oui, je te le redis ! C'est compliqué parce que je ne suis pas non plus contre une société de l'effort !
Le travail, c'est central. C'est là où Sarkozy a été extrêmement malin, c'est que lui a parlé du travail. Faire un travail en accord avec ses passions, c'est rarissime mais il faut s'accrocher pour ça. Mais c'est dur. Quand je parle de travail, ce n'est pas forcément être « productif », mais c'est le fait de faire quelque chose. Ça peut être dessiner, faire une BD… mais c'est faire quelque chose. Ne pas rester à rien faire. Et moi, par exemple, je travaille bien quand j'ai une commande…

La liberté, ça s'apprend …
KJ : Oui car la liberté te met face à toi-même, et ça, c'est dur pour plein de gens.

C'est exigeant !
Oui c'est exigeant car il n'y a pas de limites, pas de barrières, pas de garde-fous… Je suis contre les rapports de merde au boulot, on n'a pas besoin de se faire taper sur les doigts, mais on a besoin de repères. Et là, dans notre société, par rapport à ça, on est complètement largués.
Donc cette société de l'effort, je ne comprends pas pourquoi seule la droite en parle. C'est tellement binaire, ce côté gauche-droite, que ça en devient drôle.

Je voulais que ça ne ressemble à rien, donc c'est réussi !

Tu considères que Stupeflip est politisé ?
KJ : Le jour où ça se politise, c'est naze …
Je parle d'un point de vue humain. Je pars du principe que je suis pratiquement comme tous les autres, donc du coup, je suis à gauche par défaut, on va dire. Mais Stupeflip n'est pas à gauche ou à droite : Stupeflip c'est beaucoup plus taré que ça ! C'est barré ! Ça fait réfléchir sur les travers des gens, sur ton entourage proche, sur tes amis, ta famille… Il y a toujours une démarche politique dans la musique !

Oui mais tout est politique non ?
KJ : Oui mais je me place d'un point de vue philosophique et non manichéen. L'extrême gauche me fait peur, l'extrême droite aussi. Je suis très « bien pensant ». D'ailleurs, j'ai un t-shirt où il est écrit « bien pensant », sur l'album. Et d'ailleurs, Bénabar m'a piqué mon concept, avec son morceau « politiquement correct » ou je ne sais pas quoi… Le salop !

A la base, on voulait t'interviewer pour le numéro précédent, qui était consacré à l'enfance, à l'éducation. Car c'est super rare d'avoir un groupe qui parle de l'enfance, alors que chez Stupeflip, c'est super présent…
KJ : C'est marrant que ce soit rare, parce que pour moi toute création a un rapport à l'enfance. Les problèmes d'adultes sont chiantissimes. L'art adulte est chiant. L'art est un rapport à l'enfance car on a tous eu des traumatismes quand on était petit, et c'est ça qui te forme.
Donc oui, j'ai l'impression, par rapport à ça aussi, d'être un ovni ! Je ne comprends pas les réactions des gens, et pourquoi dans l'art il n'y a pas plus de choses en relation avec l'enfance… Ou alors peut-être chez le personnage de Katerine, ou Didier Super, c'est un peu un môme.
L'enfance y'a rien de mieux …

Ou rien de pire !
KJ : Oui. Parce que souvent ce sont des traumatismes qui forment tes névroses. Je trouve les gens un peu durs. Ils sont très fermés. Il y avait une chanson de Lofofora, « Les gens ». Et Stupeflip ça parle un peu de ça. Parce que quand tu grattes, les gens sont intéressants, ils ont vécu des trucs de fous… Donc des fois je ne comprends plus rien. Je suis aussi taré, je pense. Mais ce sont les autres les fous, pas moi !

BIEN
PENSANT
TOUS DES -
CON

Je suis pas sûr, c'est peut-être le contraire…
KJ : Oui enfin l'interview est pour *Le Monde libertaire*, les gens comprendront !

Revenons à la musique… D'album en album, des choses se répètent, se développent, sans pour autant donner un sentiment de répétition et de redite… c'est cohérent…
KJ : Oui, mais si Stupeflip continue plus tard, ça prendra une forme radicalement différente. Ce sera le moment de casser tout ça, tout en restant dans l'esprit. Si Stupeflip reprend un jour. Même si ça ne sera jamais mort…

Vous êtes à un tournant ?
KJ : Oui, bien sûr ! Je voulais faire un triptyque avec trois albums. Mais je ferai toujours du son. Même si je ne sais pas quelle forme ça prendra. Je ferais bien des musiques de films…

Tu as des projets parallèles ?
KJ : Un ou deux, mais pas trop. Pourtant je cherche vraiment à travailler avec d'autres gens… Je dessine aussi. Donc pourquoi pas un mélange entre illustration et musique… Ce que je fais déjà avec Stupeflip. Mais on est un peu enfermé : beaucoup de gens connaissent et aiment bien, mais personne ne nous branche pour faire un truc… C'est tellement à part. Ça fait encore peur aux gens.

Il y a un vrai univers imaginaire, aussi graphiquement, et les animations vidéos du concert peuvent se rapprocher du film d'animation …
KJ : Oui, il a un peu de science-fiction… je viens du graphisme et de la BD… Je ferai peut-être une BD…

Tu parlais de Lofofora… il y a une vrai filiation avec ce groupe, d'après moi, ou aussi avec Bérurier Noir… Tu situes Stupeflip comment musicalement ?
KJ : Depuis 2011, Stupeflip est plus proche du hip hop. À l'époque, avant, il y avait encore un côté keupon, avec les guitares, mais j'en mets de moins en moins. C'est du hip hop bizarre, avec une voix scandée, même si c'est pas dans les codes du hip hop. Mais les codes me font chier : je voulais que ça ne ressemble à rien, donc c'est réussi !

Pour finir ?
Essayons d'être tolérants, gentils !

THE DECLINE
Broken hymns for beating hearts
General Strike, Zone Onze records, Artyzanal Prod

Ce genre de disque donne tort à celles et ceux qui, blasés de tout, ont tendance à penser que le punk rock, c'était mieux avant ... The Decline ! Est un de ces « petits » groupes, comprenez par là un groupe indépendant, jeune (à peine trois ans d'existence), et qui ne fait pas la une de la presse musicale grand public (qui parle toujours de l'underground avec 20 ans de retard, en faisant mine de jouer les découvreurs de talent). Originaire de Rennes, The Decline ! a la particularité de faire un punk aux accents folk, aux morceaux forgés sur des mélodies solides et un son bien travaillé. La voix légèrement éraillée du chanteur y est pour beaucoup dans l'atmosphère qui se dégage de cet album. À vrai dire, on peut même être surpris par la qualité de cet album pour un si jeune groupe, et pas seulement musicalement : des vidéos bien ficelées, et un graphisme d'album soigné grâce aux bons soins de Poch, artiste-pochoiriste de Rennes lui aussi. Leurs prestations scéniques sont à la hauteur de l'album, et vice versa, ce qui mérite aussi d'être souligné, car ça ne va pas toujours de soi. Vous l'aurez deviné, c'est ce qu'on peut appeler un coup de cœur !
Contact : declinerocks@gmail.com
http://thedecline.bandcamp.com

STUPEFLIP
Terrora !!

Oui, un peu normal qu'on évoque cet album de Stupeflip vu que dans ce même numéro du *Monde libertaire* hors-série vous pouvez lire une interview de King Ju, membre éminent du « crou ». On ne vous fera pas la blague de vous dire que Terrora !! serait « l'album de la maturité ». D'une part parce que ce groupe atypique n'a pas attendu le nombre des années pour mettre en place un univers singulier et unique. D'autre part parce qu'à l'écoute de cet album, on ne ressent ni usure ni lassitude. La même rage et la même énergie, sur fond de sons bidouillés et obsédants. Patchwork sonore incluant toujours autant de fils rouges qui, d'album en album, tissent des liens, clins d'oeils et autres éléments constitutifs d'une connivence entre groupe et public. Stupeflip est le produit bâtard, inespéré et unique d'une union entre hip hop et punk, et reste un ovni musical à découvrir au plus vite si ce n'est déjà fait. Seulement 6 titres audio dans ce dernier opus, mais un DVD qui donne une fidèle idée des concerts du groupe. Foutraque et obsédant. Délirant ou touchant, à l'image du morceau « Nan ? ... Si ? », qui tape fichtrement juste au rayon des amours déçues. C'est certain, le Stupeflip Crou ne mourra jamais ...
www.stupeflip.com

LUNDI

09h00 - Les enfants de Cayenne : avec des morceaux de vrais anarchiste dedans

11h00 - Lundi matin : infos et revue de presse

13h00 - En alternance
→ **Je suis une ville** : actualités urbaines
→ **Pause musicale** :

14h30 - En alternance
→ **Ondes de choc** : magazine culturel, poésie, chanson et littérature
→ **Pause musicale** :

16h00 - Trous noirs : luttes sociales

18h00 - En alternance
→ **Les mangeux d'terre** : écolo-libertaire - 1er lundi
→ **Focus** : émission débat avec deux invités sur un sujet actuel et un live musical - 2ème lundi
→ **La santé dans tous ses états** : l'actualité du milieu de la santé - 3ème lundi
→ **Sciences en liberté** : 1 h 30 pour déménager la biologie - 4ème lundi

19h30 - En alternance
→ **Le monde merveilleux du travail** : des syndicats de la CNT
→ **Chroniques d'ailleurs** : relations internationnales de la FA - 2ème lundi de chaque mois

21h00 - Ça urge au bout de la scène : actualité de la chanson

22h30 - De la pente du carmel, la vue est magnifique : comme son nom l'indique

MARDI

08h00 - Et toi, tu la sens la cinquième puissance : Contre propagande, état des lieux, et ...

10h00 - Court-Circuit : scènes philosophiques

11h00 - Artracaille : débat de la condition de l'artiste dans la cité

12h30 - Wreck this mess : cocktail de musiques radicales

14h30 - Pause musicale :

16h00 - En alternance
→ **Les amis d'Orwell** : émission contre les techniques de surveillance
→ **Un peu d'air frais** : écologie au quotidien

17h00 - Des oreilles avec des trous (dedans) : des fusiques molles pour tous les trous

18h00 - En alternance
→ **Idéaux et débats** : émission littéraire
→ **Pas de quartiers...** : ça se passe prés de chez vous

19h30 - Paroles d'associations : magazine de la vie associative et culturelle

20h30 - En alternance
→ **Émission de la CNT**
→ **Lumière noire** : portraits d'anarchistes - 3ème et 5ème mardis

22h30 - Ça booste sous les pavés : musique, reportages, actu et le CSPB tous les derniers mardis du mois

00h30 - Les rendez vous soniques : le magazine libertaire du rock, rendez vous live

MERCREDI

08h00 - La Libertinale : Infos militantes et gros sons

09h30 - L'entonnoir : antipsychiatrie

10h30 - Blues en liberté : émission musicale blues

12h00 - Pause musicale :

14h00 - Pause musicale :

16h00 - Léo 38 : à l'heure du gouter, reggae et autres

17h00 - En alternance
→ **Jus d'airelle** : reportage sonore et militant - 4ème et 5ème mercredis
→ **Pause musicale** :

18h30 - Femmes libres : femmes qui luttes, femmes qui témoignent

20h30 - Ras les murs : actualité des luttes des prisonniers

22h30 - Traffic : musiques urbaines et libres propos

JEUDI

09h00 - Niarg : l'émission qui mord et qui rit

10h00 - Chronique hebdo : analyse libertaire de l'actualité

12h00 - De rimes et de notes : actualité du spectacle et de la chanson

14h00 - Radio cartable : la radio des enfants des écoles d'Ivry

15h00 - Bibliomanie : autour des livres

16h30 - En alternance
→ **Radio Lap** : émission du Lycée autogéré de Paris - 2ème et 4ème jeudis
→ **Radio Goliard(s)** : histoire populaire par tous et pour tous - 3ème et 5ème jeudis

18h00 - Si vis pacem : émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 - En alternance
→ **Cosmos** : - 1er et 5ème jeudis
→ **Jeudis noirs** : - 2er et 4ème jeudis
→ **Pause musicale** :

20h30 - Entre chiens et loups : expressions artistiques et libertaires

22h00 - Epsilonia : musiques expérimentales et expérimentations sonores

VENDREDI

08h00 - For a few sixties more : musique populaire des années 60

10h00 - Zones d'attraction : philosophie witz et performance

13h00 - Place au fous : musiques, disciplines de l'indiscipline

14h30 - Les oreilles libres : musiques engagées

16h00 - En alternance
→ **Sortir du colonialisme** : décolonisation - 1ème, 3ème et 5ème vendredis
→ **Pause musicale** :

17h30 - Radio espéranto : émission de l'association Sat Amikaro

19h00 - L'invité du vendredi
→ **Des droits et des hommes** : la LDH - 1er et 5er vendredis
→ **Raison présente** : l'union rationaliste de France - 2ème vendredi
→ **L'antenne du social** : autour des acteurs du social - 3ème vendredi
→ **Trait d'union** : le mouvement des idées - 4ème vendredi

21h00 - En alternance
→ **Offensive ...** libertaire et sociale
→ **La grenouille noire** : anarchisme et écologie

22h30 - Transbords : qui fait bouger la ligne

00h00 - Les nuits musicales
→ **Sure shots** : 1er et 5er vendredi
→ **Nuit Léo** : 2ème et 4ème vendredi
→ **SoundRadioExpérience** : 3ème vendredi

SAMEDI

08h00 - Réveil hip-hop : hip-hop au saut du lit ou dans le lit

10h00 - La philanthropie de l'ouvrier charpentier : comme son nom ne l'indique point

11h30 - Chronique syndicale : luttes et actualités sociales

13h30 - Chroniques rebelles : débats dossiers et rencontres

15h30 - Deux sous de scène : le magazine de la chanson vivante

17h00 - En alternance
→ **Bulles noires** : BD et polar
→ **Bulle de rêve** : cinéma d'animation

19h00 - En alternance
→ **Tribuna latino america** : actualité de l'amérique latine
→ **Contre-bande** : cinéma
→ **Longtemps je me suis couché de bonne heure** : magazine des livres, de la musique et du cinéma

21h00 - Les nuits libertaires
→ **Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée** : chronique artistique, musique classique et contemporaine
→ **Tormentor** : musiques alternatives

23h00 - En alternance
→ **Nuit off** : topologies sonores, rocks et chronique
→ **Hôtel paradoxe** : pratique de la poésie sonore et de la performance

DIMANCHE

08h00 - Goloss Trouda, la voix du travail : émission franco-russe

10h00 - En alternance
→ **Pause musicale** :
→ **Pause musicale** :

10h00 - En alternance
→ **Ni dieu Ni maître queux** : le drapeau noir flotte sur la marmite - 2ème dimanche
→ **Pause musicale** :

12h00 - Folk à lier, le magazine des musiques traditionnelles

14h00 - En alternance
→ **Pause musicale** :→ **Tempête sur les planches** : actualité du théatre et de la danse - 2ème, 4ème et 5ème dimanches
→ **Cris et murmures** : la radio sort des murs pour monter sur les scènes slam - 3ème dimanche

15h30 - En alternance
→ **Chants, contrechamps** : cinéma d'acteur(s) et chansons à texte(s) - 1er dimanche
→ **Wide side** : relecture et découverte du rock par des ados - 2ème dimanche
→ **Des mots, une voix** : des mots, des auteurs - 3ème dimanche
→ **La plume noire** : nos nouveautés éditoriales anarchistes - 4ème dimanche

17h00 - Le mélange, musique et actualité du spectacle

18h30 - En alternance
→ **Echos et frémissements d'Irlande** : émission de l'association Irlandaise
→ **Il y a de la fumée dans le poste** : émission du CIRC

20h30 - En alternance
→ **Les désaxés** : ciné en zone libre - 1er dimanche
→ **Détruire l'ennui** : anarcho punk et diy (do it yourself)
→ **Pause musicale** : - 3ème dimanche

22h30 - En alternance
→ **Rudie's back In town** : les rudies boys et les rudies girls de retour en ville
→ **Seppuku** : musiques électroniques

Permanence du secrétariat le mardi à partir de 19h
au siège social 145 rue Amelot 75011 Paris
Tél. studio : 01 43 71 89 40
radio-libertaire@federation-anarchiste.org

Les 106 groupes et liaisons de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

Au 1er avril 2013.
Si un groupe ou une liaison ne possède ni adresse postale ni courriel, ou s'il n'existe pas de groupe ou liaison dans votre région, contactez le secrétariat aux relations intérieures de la FA : FA-RI 145 rue Amelot 75011 Paris relations-interieures@federation-anarchiste.org

01 AIN
Liaison de Bourg-en-Bresse
bourg-en-bresse@federation-anarchiste.org

02 AISNE
Groupe Kropotkine
Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX
Permanence les 1er 3eme 5eme jeudi du mois de 18h à 21h
Tél : 03 23 80 17 09
kropotkine02@no-log.org
http://kropotkine.cybertaria.org/

03 ALLIER
Groupe de Montluçon
allier@federation-anarchiste.org

04 ALPES DE HAUTE PROVENCE
Liaison Alpes de Haute Provence
alpes-de-haute-provence@federation-anarchiste.org

05 HAUTES-ALPES
Groupe GEL-05
BP 111 05003 Gap Cedex
gel-05@wanadoo.fr

06 ALPES-MARITIMES
Liaison de Nice
nice@federation-anarchiste.org

07 ARDECHE
Groupe d'Aubenas
FA-groupe-daubenas@wanadoo.fr

10 AUBE
Liaison de Troyes
troyes@federation-anarchiste.org

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP BP 42560 12400 Ste-Affrique

13 BOUCHES-DU-RHONE
Groupe Germinal - Marseille
germinal@federation-anarchiste.org

Liaison La Ciotat
germinal@federation-anarchiste.org

Groupe George Orwell – Martigues
groupe-orwell-martigues@federation-anarchiste.org
http://groupemartiguesfederationanarchiste.noblogs.org

14 CALVADOS
Groupe Sanguin - Caen
groupesanguinfa14@laposte.net

15 CANTAL
Groupe Marguerite Agutte
cantal@federation-anarchiste.org
http://fa-cantal.blogspot.com

Liaison Walden
walden@federation-anarchiste.org

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe Nous Autres
c/o ADIL BP 3 17350 Port d'Envaux
nous-autres@federation-anarchiste.org

19 CORREZE
Liaison Jose Fortuny

21 COTE-D'OR
Groupe La Mistoufle
Maison des associations
Groupe la Mistoufle
c/o les Voix sans maître BP 8
2 rue des Corroyeurs 21000 DIJON
Réunion et permanence le premier lundi
de chaque mois à partir de 20h30
au 6 impasse Quentin
(proche du marché à Dijon)
lamistoufle@federation-anarchiste.org

22 COTES-D'ARMOR
Groupe Jean Souvenance
C/O CEL 1 rue Yves Creston 22000
Saint-Brieux
souvenance@no-log.org

23 CREUSE
Liaison Arthur Lehning
alayn.dropsy@yahoo.fr
http://anarchie23.centerblog.net

Liaison GranitE 23
granite23@federation-anarchiste.org
http://liaisongranit.eklablog.com/

24 DORDOGNE
Groupe Drapeau Noir Périgord
c/o ADCS 24 Le Peuch
24290 St-Amand de Coly
groupe-dnp@federation-anarchiste.org
http://dnp.lautre.net

Groupe Emma Goldman - Périgueux
emma.goldman@no-log.org
http://fa-perigueux.blogspot.com/

25 DOUBS
Groupe Pierre Joseph Proudhon
c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org

http://www.lautodidacte.org
Librairie L'Autodidacte
5 rue Marulaz 25 000 Besançon
http://www.lautodidacte.org

Liaison Nord-Doubs
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

26 DROME
Groupe La Rue Râle (St Marcellin-Royans)
laruerale@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com/
Vente du Monde libertaire le samedi
au marché de St Marcellin de 10h30 à 12h30

27 EURE
Groupe d'Evreux
evreux.fa@gmail.com
http://FAgroupedEvreux.monsite-orange.fr

28 EURE-ET-LOIRE
Groupe libertaire Le Raffut de Chartres
fa.chartres@gmail.com

29 FINISTERE
Groupe de Brest
brest@federation-anarchiste.org

30 GARD
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
http://www.fa-30-84.org

Liaison d'Alès
ales@federation-anarchiste.org

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad - Toulouse
toulouse@federation-anarchiste.org
http://www.fatoulouse.lautre.net/

32 GERS
Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@federation-anarchiste.org

33 GIRONDE
Cercle libertaire Jean Barrué
c/o Athénée libertaire
7 rue du Muguet 33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
http://cerclelibertairejb33.free.fr/

34 HERAULT
Groupe de Montpellier-Hérault
montpellier@federation-anarchiste.org

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale
Local « la Commune »
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
contact@farennes.org
http://www.farennes.org

Librairie associative " La Commune "
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
ouverte le mercredi & samedi
de 14 heures à 18 heures

Groupe La Digne Rage
http://anartoka.com/la-digne-rage/portal.php
ladignerage@riseup.net

Liaison Géronimo - Redon
geronimo@federation-anarchiste.org

36 INDRE
Liaison d'Issoudun
issoudun@federation-anarchiste.org

38 ISERE
Groupe FA Vercors (Lans en Vercors)
fa.vercors@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com/

Groupe La Rue Râle (St Marcellin-Royans)
laruerale@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com/
Vente du Monde libertaire le samedi
au marché de St Marcellin de 10h30 à 12h30

39 JURA
Liaison Jura
jura@federation-anarchiste.org

40 LANDES
Liaison Elisée Reclus
elisee-reclus@federation-anarchiste.org
http://libertaire-landes.blogspot.fr/

42 LOIRE
Groupe Nestor Makhno
Bourse du Travail
Salle 15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint Etienne cédex 1
groupe.makhno42@gmail.com

43 HAUTE-LOIRE
Liaison Sébastien Faure
- Langeac/Le Puy-en-Velay
sebastien-faure@federation-anarchiste.org

44 LOIRE ATLANTIQUE
Groupe de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation-anarchiste.org

Groupe Déjacque (Nantes)
nantes@federation-anarchiste.org
http://fa-nantes.over-blog.com/

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté (Orléans-Montargis)
groupegastoncoute@netcourrier.com
http://www.yagoa.fr/loiret-libertaire

46 LOT
Liaison de Gourdon
gourdon@federation-anarchiste.org

49 MAINE-ET-LOIRE
Liaison d'Angers
angers@federation-anarchiste.org

50 MANCHE
Liaison de Cherbourg
cherbourg@federation-anarchiste.org

53 MAYENNE
Liaison de Laval
laval@federation-anarchiste.org

56 MORBIHAN
Groupe Libertaire René Lochu
6 rue de la Tannerie 56000 Vannes
fedeanar56@yahoo.fr
http://anars56.over-blog.org/

57 MOSELLE
Groupe de Metz
Association Culturelle Libertaire
BP 16 57645 Noisseville
groupedemetz@federation-anarchiste.org
metz.bibliothequesociale1@orange.fr

Groupe de Thionville
groupedemetz@federation-anarchiste.org

59 NORD
Groupe de Lille
lille@federation-anarchiste.org
http://lille.cybertaria.org/rubrique95.html
Vente du Monde libertaire chaque
dimanche de 11h à 12h au Marché de
Wazemmes côté métro Gambetta.
Simultanément, distribution du
quinzomadaire gratuit de la FA.
Réunion publique chaque 1er jeudi du mois,
à 20h30 au Centre culturel libertaire,
4 rue de Colmar à Lille, M° Porte des Postes.

60 OISE
Liaison Oise - Compiègne
fa-oise-somme@no-log.org

Liaison Beauvais
scalp60@free.fr

62 PAS-DE-CALAIS
Groupe de Béthune-Arras
bethune@federation-anarchiste.org
arras@federation-anarchiste.org
http://www.noirgazier.lautre.net/

66 PYRENEES-ORIENTALES
Groupe John Cage
john-cage@federation-anarchiste.org
édite la revue Art et Anarchie
http://artetanarchie.com

67 BAS-RHIN
Groupe de Strasbourg
ACLS c/o Lucha y fiesta BP 41017 67027
Strasbourg cedex 01
groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org
http://fastrasbg.lautre.net

Liaison Bas Rhin
c/o REMON
BP 35 67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

68 HAUT-RHIN
Groupe du Haut-Rhin
groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org

Liaison Centre-Alsace (Ribeauvillé)
centre-alsace@federation-anarchiste.org

Liaison Sundgau
sundgau@federation-anarchiste.org

69 RHONE
Groupe Vivre Libre
c/o La Maison des passages
44 rue Saint Georges 69001 Lyon
groupe@vivre-libre.org
http://vivre-libre.org

Groupe Bernard Lazare de Villeurbanne
villeurbanne@federation-anarchiste.org
http://fa-villeurbanne.blogspot.fr/

Liaison Mornant et Monts du Lyonnais
mornant@federation-anarchiste.org

71 SAONE-ET-LOIRE
Groupe La Vache Noire
C/O ADCL Le retour 71250 Jalogny
leperepeinard@no-log.org

72 SARTHE
Groupe Lairial
L'épicerie du Pré
31 rue du Pré 72000 Le Mans
Permanence libertaire le samedi à 18 heures et "Café libertaire" le troisième samedi du mois à 15h.

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
c/o La salamandre - Maison des associations
67 Rue St François de Sales Boite X/33
73000 Chambéry
FA73@no-log.org
http://fa73.lautre.net

74 HAUTE-SAVOIE
Liaison Haute-Savoie
haute-savoie@federation-anarchiste.org

75 PARIS
Groupe Pierre Besnard
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org
Diffusion et vente du Monde libertaire
tous les dimanche matin de 10h30 à midi
Place des Fêtes dans le 19e

Groupe Regard noir
regardnoir.fa@gmail.com
http://regard-noir.blogspot.com/

Groupe Cable Street Beat Strictly Antifascist
cable-street@federation-anarchiste.org

Groupe Voltairine de Cleyre
groupedecleyre@yahoo.fr

Groupe CLAAAAAASH
groupe.claaaaaash@federation-anarchiste.org
http://claaaaaash.over-blog.org
Diffusion et vente du Monde libertaire tous les jeudis de 19h à 20h
devant la gare Saint-Lazare

Groupe Louise Michel
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org
http://www.groupe-louise-michel.org/

Groupe Berneri
Tous les mercredis sur Radio Libertaire, de 20H30 à 22H30, émission "Ras-les-Murs", actualites prison/répression, lutte contre tous les enfermements !

Groupe La Rue
bibliothequelarue@no-log.org
http://bibliotheque-larue.over-blog.com/
Bibliothèque libertaire La Rue
10 rue Planquette 75018 Paris
Permanence tous les samedi de 15h00 à 18h00

Groupe Salvador Segui
groupe-segui@federation-anarchiste.org
www.salvador-segui.blogspot.com

Groupe Quartier pirate Paris/Banlieues
quartier.pirate@gmail.com
http://quartier-pirate.blogspot.com/
Diffusion et vente du Monde libertaire
tous les dimanche matin place de la Bastille

Groupe Artracaille
artracaille@orange.fr
pour le groupe : http://www.artracaille.fr/
pour l'émission radio :
http://artracaille.blogspot.com/

Groupe Anartiste
an.artiste@yahoo.fr
http://anartiste.hautetfort.com/

Groupe No Name
no-name@federation-anarchiste.org

Librairie du Monde libertaire
145 rue Amelot 75 011 PARIS
Tél : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59
Ouverture :
du lundi au vendredi : 14 h à 19 h 30
le samedi : 10h à 19 h 30
librairie-publico@sfr.fr
http://www.librairie-publico.com/

Radio Libertaire
89.4 Mhz et sur le net
sur http://rl.federation-anarchiste.org
radio-libertaire@federation-anarchiste.org

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
farouen@no-log.org
Vente et diffusion du Monde libertaire
chaque dimanche de 11h à 12h
au marché du Clos-St-Marc

Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
Ouverture :
Mercredi 16h. à 18h., Vendredi 17h. à 19h.,
Samedi 14h. à 18h.
Pendant les vacances scolaires
les Samedi de 14h. à18h.
http://www.insoumise.lautre.net/

Groupe d'Elbeuf-sur-Seine
elbeuf@federation-anarchiste.org

77 SEINE-ET-MARNE
Liaison Meaux

Liaison Melun

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@federation-anarchiste.org

Liaison de Mantes-la-Jolie
mantes-la-jolie@federation-anarchiste.org

80 SOMME
Groupe Alexandre Marius Jacob
amiens@federation-anarchiste.org
contact@fa-amiens.org
http://fa-amiens.org/

Liaison Abbeville
abbeville@federation-anarchiste.org

81 TARN
Groupe Les ELAF
elaf@federation-anarchiste.org

84 VAUCLUSE
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
http://www.fa-30-84.org

86 VIENNE
Groupe Pavillon Noir de Poitiers
pavillon-noir@federation-anarchiste.org
http://fa86.noblogs.org/

91 ESSONNE
Groupe Evry-Corbeil
fa.evry.corbeil@gmail.com
http://fa-evry-corbeil.blogspot.com/

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony Anar'tiste
fresnes-antony@federation-anarchiste.org

93 SEINE-ST-DENIS
Groupe Henry Poulaille
c/o La Dionyversité
4, place Paul Langevin 93200 - Saint Denis
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr
http://poulaille.org/

Groupe Albert Camus
camusfa@no-log.org

Groupe de Saint-Ouen
saint-ouen-93@federation-anarchiste.org
http://seenthis.net/people/saint_ouen

Groupe Marx Sisters and Brothers - Montreuil
http://groupefamontreuil.blogspot.com/
famontreuil@gmail.com

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Elisée Reclus d'Ivry-sur-Seine
faivry@no-log.org
http://fa-ivry.forlogaj.tk/

Groupe Tous les maquis
touslesmaquis@voila.fr

Liaison L'Avenir
nosotros36@free.fr

95 VAL-D'OISE
Groupe Makhno de Cergy-Pontoise
makhno-cergy@tele2.fr

98 NOUVELLE-CALEDONIE
Liaison Nouvelle-Calédonie
nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

BELGIQUE
Groupe Ici et maintenant
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org
Le groupe édite avec d'autres
le trimestriel "A voix autre"
http://www.avoixautre.be

SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes
flm@federation-anarchiste.org

LE MONDE LIBERTAIRE

VOUS ABONNER

en LIGNE sur www.monde-libertaire.fr
ou via le formulaire ci-dessous :

POUR CONTACTER L'ADMINISTRATION

administration-ml@federation-anarchiste.org
Publications Libertaires
% Maison des passages, 44 rue Saint-Georges, 69005 Lyon

Tarifs — **France et étranger**
(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos hebdos, 1 no hors série, les gratuits ○ 25 €
6 mois, 18 nos hebdos, 2/3 nos hors série, les gratuits ○ 50 €
1 an, 35 nos hebdos, 5/6 nos hors série, les gratuits ○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépôt légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDIGB – Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien
1 an ○ **95 €**

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Bulletin à remplir et à renvoyer à
Les Publications libertaires
% Maison des passages, 44 rue Saint-Georges, 69005 Lyon

ABONNEMENT À DURÉE LIBRE

Avec le prélèvement automatique, vous n'avez plus à vous soucier des règlements. *Le Monde libertaire* s'occupe de tout !
Cett formule vous permet d'échelonner votre règlement au lieu d'effectuer le paiement en une seule fois.
Votre abonnement est prolongé chaque trimestre tacitement, ainsi vous ne courez plus le risque de voir le service suspendu pour cause de simple oubli.
À tout moment, vous pouvez annuler le service de prélèvements automatiques. Un simple courrier suffit.

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENTS

○ 18,75 € par trimestre (abonnement normal)
○ 23,75 € par trimestre (abonnement de soutien)

N° NATIONAL ÉMETTEUR	ORGANISME CRÉANCIER
N° 58 50 98	PUBLICATIONS LIBERTAIRES

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *le Monde libertaire*. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal *le Monde libertaire*.

Date
Signature obligatoire

IMPORTANT merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER
(en lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Localité

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU CC
(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)
Nom
Adresse
Code postal Localité

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

code établis.	guichet	n° de compte	clé RIB

#49